



UEL

UNION DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES

**ANNUAIRE
DE LA COMPÉTITIVITÉ**

2014



CONTENU



L'ESSENTIEL À SAVOIR

4

01	PRÉFACE	5
	UN PAYS AVERTI EN VAUT DEUX	
02	LA COMPÉTITIVITÉ	8
	MOTEUR DE CROISSANCE	
03	EXECUTIVE SUMMARY	10
	COMPÉTITIVITÉ-COÛT	
	COMPÉTITIVITÉ HORS COÛT	13
	NIVEAU DE VIE ET COHÉSION SOCIALE	16

01

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ-COÛT

18

01	TAUX D'INFLATION	20
02	COÛTS SALARIAUX UNITAIRES NOMINAUX	24
03	PRODUCTIVITÉ GLOBALE DES FACTEURS	28
04	TERMES DE L'ÉCHANGE	32
05	PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR SALAIRES	34
06	IMPÔT DES SOCIÉTÉS	38
07	TAUX DE TVA STANDARD	40
08	PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	42
09	PRIX DU GAZ	44

02

INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ HORS COÛT

46

10	FORMATION DE DEUXIÈME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	48
11	DÉPENSES ANNUELLES D'ÉDUCATION PAR ÉLÈVE	50
12	FORMATION D'ÉTUDES SUPÉRIEURES	52
13	FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE	54
14	DÉPENSE INTÉRIEURE BRUTE DE R&D	56
15	NOMBRE DE CHERCHEURS POUR 1.000 ACTIFS	58
16	NOMBRE DE PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES PAR MILLION D'HABITANTS	60
17	PROPENSION À ENTREPRENDRE	62

03

INDICATEURS DE NIVEAU DE VIE ET DE COHÉSION SOCIALE

64

18	REVENU NATIONAL BRUT PAR HABITANT AU PRIX DU MARCHÉ	66
19	CROISSANCE DE L'EMPLOI	68
20	TAUX DE CHÔMAGE	70
21	LÉGISLATION DE PROTECTION DE L'EMPLOI	72
22	PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE	74
23	DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	80

BASE DE DONNÉES STATISTIQUES

82

PRÉSENTATION DE L'UEL

83



L'ESSENTIEL À SAVOIR

DISCLAIMER

L'actualisation de l'annuaire de la compétitivité est un exercice récurrent qui présente une image de l'économie luxembourgeoise à un moment donné. La présente édition se focalise sur l'année 2013 et reprend les données statistiques au 31 août 2014.

La rapide évolution de la conjoncture économique pourrait faire apparaître un décalage entre les descriptions présentées dans ces pages et l'actualité socio-économique.

Bien que l'UEL s'efforce dans la mesure du possible d'obtenir du contenu fiable de la part des fournisseurs de données, l'UEL ne peut être tenue responsable des erreurs de ces derniers.

01 PRÉFACE

////////////////////

UN PAYS AVERTI EN VAUT DEUX



Après la violente crise de 2008, nous sommes aujourd'hui arrivés dans l'après-crise.

Cette période ne se caractérise pas par un retour au passé glorieux, mais par un environnement différent qui est là pour perdurer et auquel il faudra, bon an mal an, s'habituer.

Si la bonne nouvelle est que le Luxembourg s'en est relativement bien tiré jusque là, la mauvaise nouvelle est que les fondamentaux qui ont mené à la situation de 2007 et 2008 n'ont qu'insuffisamment changé. Les Etats-Unis et l'Europe vivent sur des montagnes de dettes supportables uniquement grâce à la politique accommodante des banquiers centraux qui manoeuvrent le bateau de façon à nous éviter le pire – du moins dans l'immédiat.

Comme si cela ne suffisait pas à inciter à une grande prudence, la situation géopolitique est là pour nous rappeler tous les jours que la vie économique des prochaines années n'aura rien d'un fleuve tranquille. Il devrait dès lors aller de soi qu'un petit pays comme le nôtre veille en permanence à sa stabilité intrinsèque et ce d'autant plus qu'il risque de tomber de haut.

La stabilité, au sens économique, signifie d'abord pour nous la stabilité financière qui commence par les finances publiques. Après deux décennies d'aubaine que nos gouvernements ont considérées comme une vitesse de croisière perpétuelle, l'administration centrale de notre pays se retrouve avec un déficit structurel annuel avoisinant le milliard € depuis 2009. Tout en prétendant faire des économies, le gouvernement a continuellement engrangé des recettes croissantes, mais a fait croître ses dépenses plus vite encore. Ainsi, à titre d'exemple, les dépenses salariales dans la fonction publique de l'Etat central ont augmenté de quelque 40% entre 2008 et 2013 – en pleine crise financière.



Et le gouvernement actuel vient de rajouter une couche dans son accord avec la fonction publique qu'il s'apprête à étendre sur l'ensemble des secteurs assimilés (*Social, Santé, etc.*).

Le pays n'a dès lors pas vu même la couleur d'une politique d'austérité et devra maintenant s'atteler, pour la première fois depuis longtemps, à contenir son comportement de prodigue. Heureusement, la conscience de cet état de fait est là et le nouveau gouvernement s'est imposé des limites financières strictes. Des termes comme *Zero budget policy*, *mesure d'efficacité des dépenses* ou *politique des transferts sociaux sélective* ont accompagné la campagne électorale et le pays apprendra bientôt quelles sont les mesures concrètes qui parviendront à remettre le budget de l'Etat en équilibre.

L'exercice sera d'autant plus difficile que plusieurs pièges guettent. Tout d'abord les rentrées du commerce électronique seront en évanescence – on l'aura su presque une décennie en avance. Les revenus de la place financière ne sont pas tous certains : échange automatique d'informations sur les clients, discussions mondiales sur l'imposition des grands groupes ou encore la volatilité boursière, autant de raisons de ne pas considérer les acquis d'hier comme les flux de demain. Et puis, il y a le fait que les excédents de notre sécurité sociale donnent à nos finances publiques un air sportif et sain à l'endroit même où notre mal est le plus dangereux : au système de pension.

Car si l'équilibre budgétaire est tout en haut de l'agenda gouvernemental, il a été décidé d'ignorer que notre système de pension est construit sur des fondamentaux insoutenables. Le régime luxembourgeois d'assurance pension offre un niveau de prestation parmi les plus généreux au monde tandis que l'âge moyen de départ effectif du marché du travail est le plus faible de l'OCDE. A cela s'ajoute que les pensions bénéficient...»

01 PRÉFACE

////////////////////.

» de l'indexation automatique pour éviter la perte du pouvoir d'achat due à l'inflation et bénéficient en outre de l'ajustement au niveau réel des salaires pour profiter de l'augmentation du pouvoir d'achat de la population active. Ce miracle n'a été possible que grâce à la croissance de l'emploi des deux dernières décennies. Mais maintenant que le PIB est en stagnation en comparaison à son rythme de croissance d'avant la crise, on sait que le miracle sera consumé dans les dix ans. Les moyens d'intervention sont multiples (*Rythme d'adaptation des prestations, Réduction de la voilure du système à quatre fois le SSM au lieu de cinq, Refus systématique de prestations qui ne sont pas le corolaire de cotisations, Réforme du taux de remplacement*), mais pas commodes.

Un autre défi majeur est le décalage entre l'offre et la demande sur le marché du travail, notamment pour les jeunes sans qualification. Alors que le taux de croissance de l'emploi au Luxembourg est en moyenne de 2,9% au cours de la période 2005-2013, le nombre de chômeurs est passé d'environ 8.000 au début 2005 à 18.000 fin 2013 ! Cette situation ne peut plus durer. Résoudre cette problématique exige d'adopter une politique finement dosée qui préfère subventionner l'emploi des plus faibles sur le marché du travail au lieu de financer le chômage. Ce dosage est difficile et exige un accompagnement personnalisé. La réforme de l'ADEM représente d'ailleurs un pas important dans cette direction. Peut-être que des modèles étrangers, comme la Suisse ou l'Allemagne, peuvent servir d'exemple pour motiver les entreprises à entrer de plain-pied dans un système d'apprentissage dual qui donne aux jeunes l'expérience et le goût du travail. Et puis, c'est aussi et surtout une question de coût. Au prix de notre salaire social minimum, les employeurs préféreront souvent des frontaliers qualifiés à des résidents moins qualifiés. Plus généralement, nos coûts salariaux unitaires nominaux ne cessent de s'envoler: au cours de la période 2005-2013, ils ont augmenté de 38% au Luxembourg alors qu'ils n'ont augmenté que de 10% en Allemagne !

Quel que soit le sort des résidents, l'économie luxembourgeoise ne peut plus vivre sans les frontaliers. Ils ne sont pas gâtés par leur itinéraire matinal, mais ils le sont par les prix de l'immobilier dans leurs pays respectifs. Ils sont attirés par nos salaires élevés tandis qu'ils sont attirants par leurs qualifications. Tout comme les résidents étrangers, cette main-d'oeuvre est nécessaire pour le développement de nos entreprises. Nous, entreprises luxembourgeoises, partageons avec les autorités luxembourgeoises, le devoir de les intégrer dans notre société.

Un autre défi permanent pour un petit pays est sa diversification économique. Même sans la désindustrialisation malencontreuse dont souffre toute l'Europe, nos dimensions font qu'il est difficile d'être compétitif à l'international sans les économies d'échelle des grands pays. Heureusement, la place financière est en elle-même bien plus diversifiée qu'il n'y paraît pour les moins avertis. Mais elle doit se battre pour ne pas tomber dans son propre monolithisme et pour garder une multitude de piliers. Ainsi il faut résister à une trop grande dépendance des marchés financiers ou – à défaut – être prêt à accepter les hauts et les bas boursiers. Par ailleurs, les services financiers, comme les autres industries de services d'avenir (*IT, Biotechnologies*), requièrent tous des spécialistes de haut niveau que le Luxembourg n'a actuellement pas à sa disposition.

Voilà pourquoi deux lignes stratégiques doivent être poursuivies de pair : maintenir et développer, chaque fois où c'est possible, une politique industrielle et en même temps, améliorer l'éducation des jeunes luxembourgeois pour les amener vers les métiers à haute valeur ajoutée que le Luxembourg arrive à créer.

Le gouvernement en est bien conscient et tente, notamment par sa politique de développement du secteur logistique comme celui des hautes technologies de préparer l'avenir du pays.

Mais on a quelques fois l'impression que dans son élan vers la promotion de nouveaux secteurs, il oublie la compétitivité des entreprises plus traditionnelles qui constituent pourtant l'essentiel du tissu économique luxembourgeois. Ainsi, les éléments classiques de la compétitivité-coût - tels l'inflation, la productivité, les coûts salariaux, le coût de l'énergie ou la charge contributive et fiscale - sont des sujets trop souvent écartés du débat politique.

L'éducation sera un des points sur lesquels nous pouvons gagner ou perdre notre avenir. On doit insister sur la poursuite de la promotion des études supérieures (UNI.LU) et de l'aide à la formation professionnelle. A ce dernier propos, une formation professionnelle duale systématique devrait être mise en chantier. La réforme du secondaire doit préparer adéquatement les élèves tant à la vie qu'au marché du travail, car ces deux éléments sont les deux faces d'une même médaille. L'enseignement de matières comme l'économie et les finances doit être promu comme d'ailleurs le contact de l'école avec les entreprises devrait être favorisé. A cela s'ajoute la permanente quadrature du cercle que notre enseignement doit réussir en matière de langues dans lequel l'apprentissage de l'anglais devient chaque jour plus important.

L'absence de logement abordable pour les salariés des entreprises est un problème essentiel. Des augmentations de pouvoir d'achat n'y changeront rien, seul un effort politique de longue haleine en vue d'une offre accrue fera baisser ce coût.

Citons enfin la nécessaire promotion à l'étranger et la réparation de notre image de marque ruinée par les campagnes de nos voisins pour laminer ce qu'ils appellent le paradis fiscal. Les derniers gouvernements ont tous été conscients de cette dimension et les ministres les plus concernés n'ont pas ménagé leurs forces dans ce domaine. Mais, dans un monde global et médiatisé, il s'agit d'un processus long, sans doute sans

fin. La construction d'un *nation branding* est décidée par l'actuel gouvernement et l'effort de tous, public et privé, sera nécessaire pour en faire un succès à moyen terme.

Tout ceci n'est ni très nouveau, ni très original. Les grandes lignes sont connues et ne changent pas forcément beaucoup avec le temps. Nous pouvons nous réjouir que le gouvernement actuel semble enfin prendre la mesure de certains de ces défis. Mais il y a urgence à agir car le pays a pris l'habitude de son niveau de vie et ne saura le garder que si sa compétitivité est à la hauteur de ses ambitions.

Nous sommes persuadés que les évolutions mises en évidence dans l'« *Annuaire de la compétitivité* » de l'UEL contribueront à comprendre les défis du Luxembourg tout en permettant d'aborder les thèmes de la compétitivité dans la sérénité et le recul nécessaire.

Car, c'est uniquement en reconnaissant l'existence de ceux-ci que le Groupe de travail Compétitivité annoncé par le Gouvernement ainsi que le débat au parlement sur la compétitivité annoncé par le Ministre de l'Economie ont une chance de déboucher sur l'élaboration d'un programme d'actions ambitieux et courageux dont le développement économique a tant besoin.

L'UEL fait cet exercice annuel pour plusieurs raisons. Elle veut se rendre compte de l'état de notre compétitivité et de son évolution dans le temps au-delà des échos qu'elle reçoit au quotidien de la part des entreprises elles-mêmes. Elle veut mettre à disposition une information objective et inviter à la discussion. Elle veut aussi donner sa définition de la compétitivité car elle a trop souvent dû observer la tendance à noyer le poisson sous une tonne de données statistiques indigestes qui cachent plus qu'elles ne révèlent. Bref, elle veut mettre en évidence les faits. ~

JEAN-JACQUES ROMMES

ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ DU CA

ET PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UEL

02 LA COMPÉTITIVITÉ

////////////////////.

MOTEUR DE CROISSANCE



La compétitivité est au cœur du modèle de développement luxembourgeois. C'est le degré de compétitivité des entreprises luxembourgeoises qui détermine le niveau des activités économiques et qui génère la croissance économique dont sont tributaires les recettes du budget étatique et de la sécurité sociale. C'est aussi le degré de compétitivité des entreprises qui permet d'améliorer durablement le niveau de vie des habitants, de leur procurer un emploi, des salaires attractifs et un niveau élevé de cohésion sociale.

Le discours sur la compétitivité est un discours sur les moyens : la compétitivité ne constitue pas une fin en soi, mais un outil au service du bien-être. En effet, elle est un moyen pour relever le niveau de vie et pour améliorer le bien-être social.

Depuis 2003, le Comité de coordination tripartite porte une attention particulière à l'évolution de la compétitivité de l'économie nationale. Le Gouvernement avait alors chargé M. Lionel Fontagné, professeur en sciences économiques à l'Université Paris I (*Panthéon - Sorbonne*), de réaliser un rapport sur la compétitivité du Luxembourg. Dans son rapport intitulé *Une paille dans l'acier*, rendu public le 30 novembre 2004, le professeur Fontagné a retenu 80 indicateurs devant refléter la position compétitive de l'économie luxembourgeoise. Depuis 2004, ce jeu d'indicateurs est tenu à jour par l'Observatoire de la compétitivité.

En 2006, l'UEL a identifié, parmi ces indicateurs, ceux qui sont à ses yeux les plus pertinents et les mieux appropriés pour traduire la situation compétitive du Luxembourg. Elle a ajouté un indicateur social sur les transferts sociaux et un autre portant sur la législation de protection de l'emploi. Tous les ans depuis 2007, l'UEL présente au public son analyse de la compétitivité gravitant autour de cet ensemble d'indicateurs.

L'Annuaire de la compétitivité de l'UEL est un document qui illustre l'évolution de la situation compétitive du Luxembourg à partir d'une série de 23 indicateurs répartis en trois catégories :

- 9 INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ-COÛT
- 8 INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ HORS COÛT
- 6 INDICATEURS DE NIVEAU DE VIE/COHÉSION SOCIALE

La compétitivité de l'économie luxembourgeoise se définit comme la capacité du Luxembourg - et donc des entreprises luxembourgeoises - à accroître ses parts de marché international et se mesure :

» par sa capacité à produire des biens (*et services*) comparables à ceux produits par l'étranger à des prix plus faibles. C'est la compétitivité-coût ;

» par sa capacité à produire des biens (*et services*) supérieurs, par la qualité, la technologie ou les services liés aux produits. C'est la compétitivité « *hors coût* » ou la compétitivité-produit.

L'UEL désirant adopter une vision large et englobante de la notion de compétitivité, l'« *Annuaire de la compétitivité de l'UEL* » inclut également une série d'indicateurs de niveau de vie et de cohésion sociale. Cette approche permet de considérer le positionnement du Luxembourg en termes de revenus (*revenu national brut par habitant*) et d'attractivité des salaires, d'emploi (*croissance de l'emploi, taux de chômage, législation de protection de l'emploi*), de prestations de protection sociale et d'endettement public.

L'expérience montre la difficulté, et encore davantage dans le contexte luxembourgeois, d'aborder les thèmes de la compétitivité dans la sérénité et le recul nécessaires. C'est pourquoi l'UEL élabore cet Annuaire dont l'ensemble des 23 indicateurs offre un panorama relativement complet et objectif de la situation compétitive globale du Luxembourg.

La compétitivité d'un pays, de par le sens même du mot compétition, ne peut se concevoir que dans une approche de comparaison, c'est-à-dire relativement à ses compétiteurs. L'« *Annuaire de la compétitivité de l'UEL* » fait le choix de systématiquement comparer, dans la mesure du possible, le Luxembourg avec les autres pays de l'Union européenne. ~

03 EXECUTIVE SUMMARY

////////////////////

COMPÉTITIVITÉ-COÛT

UNE DÉGRADATION QUI PERDURE TOUJOURS



La compétitivité-coût mesure les performances de l'économie luxembourgeoise en termes d'inflation, de coûts salariaux unitaires, de productivité globale des facteurs, de termes de l'échange, de charges sociales, d'attractivité fiscale (impôt des sociétés et taux de TVA standard) et de coût de l'énergie (prix de l'électricité et prix du gaz).

L'inflation (**INDICATEUR N°1**) ou encore, la hausse généralisée des prix à la consommation constitue un enjeu à la fois complexe et capital pour un pays lorsqu'on analyse ses effets néfastes, tant en termes économiques que sociaux.

L'évolution de l'inflation d'un pays, ne peut se concevoir que relativement à ses *compétiteurs*. Ainsi, si les pays concurrents du Luxembourg - qui sont principalement ses pays voisins - font face au même niveau d'inflation, il n'y a pas de perte de compétitivité du Luxembourg.

C'est pourquoi l'attention doit être focalisée sur le différentiel d'inflation, soit la différence d'inflation entre le Luxembourg et ses pays voisins, et non simplement sur le niveau absolu d'inflation.

L'inflation au Luxembourg, mesurée par l'IPCH mais également par l'IPCN, demeure systématiquement supérieure à l'inflation moyenne dans l'Union européenne et dans la zone euro. Cette différence est encore plus conséquente lorsqu'on compare le Luxembourg avec ses pays voisins.

Ce différentiel d'inflation entre le Luxembourg et les pays voisins est un phénomène qui perdure depuis plusieurs années et qui fragilise le Luxembourg. En effet, l'extrême ouverture de l'économie luxembourgeoise, dont plus de 80% des biens et services produits sont exportés, rend sa perte de compétitivité continue,

et ce d'autant plus que les prix pratiqués par les entreprises nationales sont largement impactés par la pression des consommateurs étrangers.

L'année 2013 marque toutefois une inflation contrôlée au Luxembourg. Ainsi, le taux d'inflation au Luxembourg en 2013 est inférieur à 2% (1,7% tant pour l'IPCH que pour l'IPCN). Cependant, en termes relatifs, le différentiel d'inflation reste négatif par rapport aux pays voisins (+0,1% avec l'Allemagne, +0,5% avec la Belgique et +0,7% avec la France).

Ce différentiel d'inflation est d'autant plus conséquent que vu le système d'indexation automatique des salaires et traitements, la hausse généralisée des prix induit une hausse des coûts de production. Ainsi, si le Luxembourg veut accroître sa compétitivité de manière à regagner en attractivité et faire figure de site d'implantation de premier choix pour les investisseurs, il doit impérativement se donner les moyens d'une politique anti-inflationniste volontariste, qui consisterait à prévenir tout différentiel d'inflation par rapport à ses principaux partenaires commerciaux. Un tel différentiel est particulièrement dommageable à terme lorsqu'il prend un caractère structurel, ce qui est le cas au Luxembourg.

Si on examine l'évolution des coûts salariaux unitaires (CSU) nominaux (**INDICATEUR N°2**) au cours des dernières années, le Luxembourg réalise une très mauvaise performance en comparaison avec ses pays voisins et est notamment l'un des pires élèves de toute l'Union européenne depuis 2008 (*excepté 2010*).

Depuis 2005, alors que les CSU nominaux au Luxembourg ont augmenté de 38%, ils n'ont augmenté que de 10,4% en Allemagne, de 16,6% en France et de 22,3% en Belgique !

L'écart cumulé avec le voisin allemand (*1er partenaire commercial*) est donc de 27,6 points de % en moins d'une décennie. Certes, la performance de l'Allemagne est particulièrement remarquable puisqu'entre 2005 et 2010, les CSU nominaux sont demeurés à peu près constants (+4%). Mais ceci montre également qu'une politique proactive de réduction des CSU nominaux peut porter ses fruits.

Même si les proportions sont moindres, les différentiels avec la France (+ 21,4 POINTS DE %) et la Belgique (+15,7 POINTS DE %) témoignent de l'évolution incontrôlée des CSU au Luxembourg.

Cette détérioration des CSU nominaux est constatée par la Commission européenne et dénoncée par l'UEL depuis de nombreuses années. En vue d'améliorer la compétitivité du Luxembourg en termes de CSU nominaux, il convient de poursuivre une stratégie duale :

- » mener une politique de modération salariale ;
- » augmenter la productivité en investissant davantage dans la recherche et l'innovation, afin d'optimiser les processus de fabrication et de développer de nouveaux produits/services, ainsi que dans la formation continue du personnel.

De manière synthétique, il faut veiller à ce que les hausses du coût salarial ne dépassent pas les gains de productivité.

En ce qui concerne la productivité globale des facteurs (PGF) (**INDICATEUR N°3**), le taux de variation en 2013 au Luxembourg (-0,1%) fut similaire à celui des pays voisins ainsi qu'à la moyenne de l'Union européenne et de la zone euro.

Ce qui est plus problématique, c'est l'évolution cumulée de la PGF depuis 2005. En effet, le Luxembourg fait face à une détérioration significative de la PGF (-13,8%) alors qu'elle est restée plus ou moins constante tant pour nos pays voisins que pour l'Union européenne. Ceci s'explique par le fait que la rémunération des travailleurs au Luxembourg a évolué beaucoup plus rapidement que la productivité. Il importe donc :

- » d'augmenter la productivité, notamment en investissant davantage dans la formation continue du personnel et dans la recherche et l'innovation. Ces investissements visent à optimiser les processus de fabrication et à développer de nouveaux produits et services ;
- » d'adopter des critères de productivité dans les services sujets à des tarifs publics afin d'éviter une augmentation de l'inflation et de réduire le coût de l'Etat.

En ce qui concerne les termes de l'échange (**INDICATEUR N°4**), indicateur qui désigne le pouvoir d'achat de biens et services importés qu'un pays détient grâce à ses exportations, le Luxembourg, à l'instar de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, voit sa position s'améliorer en 2013 par rapport à l'année précédente.

Les **INDICATEURS 5, 6 et 7** relèvent du cadre socio-fiscal. Il est évident qu'une législation fiscale attrayante est une condition nécessaire pour pérenniser les activités existantes au Luxembourg, voire à en attirer de nouvelles. En outre, celui-ci doit être prévisible. Ainsi, il est nécessaire d'éviter toutes mesures ponctuelles souvent contradictoires à l'instar de celle ayant introduit une imposition minimale pour les entreprises et la diminu...

03 EXECUTIVE SUMMARY

////////////////////

» tion du taux de la bonification d'impôt pour l'investissement, puisqu'elles mettent en danger la stabilité fiscale et ébranlent la confiance des investisseurs.

En matière de prélèvements obligatoires sur les salaires (**INDICATEUR N°5**), le Luxembourg se présente traditionnellement comme un pays à charges fiscales et sociales faibles. C'est le cas pour les couples mariés qui bénéficient d'un taux de prélèvement obligatoire avantageux (*en-deçà de la moyenne des autres pays de l'OCDE*), mais moins pour les personnes célibataires sans enfant pour qui le taux de prélèvement obligatoire (37% EN 2013) se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE (35,9% EN 2013). Compte tenu de la baisse de la productivité globale des facteurs et de la diminution de la compétitivité-coût des entreprises luxembourgeoises, il est primordial de conserver cet avantage pour continuer à attirer de la main-d'œuvre qualifiée et ainsi maintenir une croissance de l'emploi à valeur ajoutée, condition sine qua non pour la soutenabilité des systèmes de santé et de pension.

Le taux d'impôt des sociétés (**INDICATEUR N°6**) est de 29,2% en 2013, bien au-delà du taux moyen de l'Union européenne (22,7%). Le taux est légèrement inférieur à celui des pays voisins : Allemagne (29,6%), France (33,33%) et Belgique (33,99%). Pour une comparaison plus précise de la pression fiscale en la matière, il faudrait également tenir compte de l'assiette imposable et des éventuels abattements.

Le taux de TVA standard (**INDICATEUR N°7**) en 2013 est toujours de 15%, soit le taux normal minimum fixé par les directives communautaires en la matière, ce qui fait du Luxembourg le pays au taux de TVA standard le plus faible d'Europe. Néanmoins, ce taux sera relevé de 2% à partir de 2015, ce qui entraînera une hausse des prix et donc accentuera encore davantage la perte de compétitivité du Luxembourg pour les années à venir.

Enfin, les **INDICATEURS N°8** (*prix de l'électricité*) et **N°9** (*prix du gaz*) témoignent du coût que représente l'énergie pour les industries de taille moyenne.

Après plusieurs années d'augmentation, le prix de l'électricité au Luxembourg a diminué en 2013 pour atteindre 0,094 € par kWh hors taxe, soit un prix identique à celui de la moyenne de l'Union européenne mais légèrement supérieur à celui de l'Allemagne (0,086 € PAR KWH), à celui de la Belgique (0,0914 € PAR KWH) et fortement supérieur à celui de la France (0,0771 € PAR KWH).

Quant au prix du gaz, il a encore grimpé en 2013 pour atteindre 14,05 € par GIGA-JOULE, ce qui fait du Luxembourg le pays de l'Union européenne où le prix du gaz est le plus élevé! ~

COMPÉTITIVITÉ HORS COÛT

UN RETARD TOUJOURS SIGNIFICATIF DANS LA MISE EN PLACE D'UNE VÉRITABLE ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE MÊME SI DES EFFORTS SONT CONSTATÉS



Une part essentielle de la compétitivité d'un pays repose sur des éléments hors coût, essentiellement liés à la qualité des produits, au niveau d'éducation et à l'innovation.

Il existe des gains de spécialisation pour tous les pays, indépendamment du type d'activités dans lesquelles les différents pays se spécialisent. Les spécialisations des pays sont le reflet de l'orientation des appareils productifs. Mais toutes les spécialisations ne se valent pas. Il est ainsi préférable d'être spécialisé dans les produits nouveaux, de qualité élevée ou dont la demande est fortement dynamique pour la simple raison que ce sont ces types de spécialisation qui sont les garants d'une future progression des revenus plus importante. Privilégier la qualité des produits signifie développer un positionnement de gamme élevé, une spécialisation dans les produits technologiques et développer des services en s'appuyant sur l'effet amplificateur des technologies de l'information et de la communication.

Pour cela, un pays comme le Luxembourg doit impérativement mettre en place une stratégie de développement compétitif s'appuyant non seulement sur le renforcement de sa compétitivité-coût, mais également sur d'autres facteurs tels le développement de l'esprit d'entreprise, l'amélioration qualitative des systèmes d'éducation, de formation et d'apprentissage, l'encouragement à l'innovation sous toutes ses formes, le soutien à la recherche-développement dans les secteurs publics et privés.

A ce titre, il est également important de rappeler que, même s'il n'existe pas d'indicateurs en la matière, la présence de nombreux étrangers au Luxembourg, généralement hautement qualifiés, a un impact positif sur la compétitivité du Luxembourg.

La compétitivité hors coût est ici appréhendée par **8 INDICATEURS**.

En matière d'éducation et de formation, des efforts sont constatés dans le sens où le pourcentage de la population luxembourgeoise ayant terminé au moins le cycle secondaire supérieur (**INDICATEUR N°10**) est passé de 67,9% en 2008 à 80,5% en 2013, soit un niveau supérieur à celui de la France (75,1%), de la Belgique (72,8%) et de la moyenne de l'Union européenne (75,2%). Certes, l'Allemagne affiche un niveau très élevé de 86,3%.

Le niveau de l'enseignement habilite un pays à relever les défis de la société des connaissances à laquelle il aspire. Il s'agit de soupeser l'importance des enjeux d'une société en pleine mutation économique et sociologique au niveau national, mais aussi européen et international. Il s'agit de préparer au mieux les jeunes générations à leur avenir dans un monde de plus en plus complexe, mais également rempli d'opportunités de développement personnel.

Par contre, les dépenses annuelles par élève au titre des établissements d'enseignement public (**INDICATEUR N°11**), résultant de la somme des dépenses par élève de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, demeurent au Luxembourg (30.897 € SPA* EN 2011) de loin les plus élevées de tous les pays de l'Union européenne et dans des proportions significatives, soit plus de deux fois supérieures à la moyenne de l'Union européenne (12.689 € SPA). Ce rapport entre le nombre de personnes disposant d'un niveau d'éducation secondaire et le niveau de dépenses publiques en matière d'éducation doit impérativement être amélioré pour accroître l'efficacité de la dépense publique.

* SPA : STANDARD DE POUVOIR D'ACHAT

03 EXECUTIVE SUMMARY

////////////////////.

» En ce qui concerne le pourcentage de la population au Luxembourg disposant d'un niveau d'étude supérieur (**INDICATEUR N°12**), il a continué à progresser pour atteindre, en 2013, 40,7% (*alors qu'il n'était encore que de 27,7% en 2008*) et est ainsi, après l'Irlande, le plus élevé de l'Union européenne. Cependant ce chiffre est trompeur, car Eurostat calcule le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur sur la base de la population active au Luxembourg. En effet, un pourcentage élevé de cette population soit n'est pas résidente au Luxembourg, soit n'en est pas originaire. Cet indicateur témoigne de l'enrichissement intellectuel apporté tant par la population résidente étrangère que par la population frontalière.

Enfin, en matière de formation tout au long de la vie – Life Long Learning (**INDICATEUR N°13**), les performances du Luxembourg continuent de progresser, passant de 13,9% en 2012 à 14,4% en 2013. Ce remarquable score au niveau européen témoigne de la prise de conscience du Luxembourg du fait qu'une plus grande participation des adultes à la formation tout au long de la vie est nécessaire pour augmenter l'employabilité des salariés et pour lutter contre le chômage structurel. Il est donc nécessaire d'accentuer la tendance actuelle.

En ce qui concerne les indicateurs mesurant la performance de l'innovation au Luxembourg, ils sont largement insuffisants.

La dépense intérieure brute de R&D (**INDICATEUR N°14**) demeure relativement faible au Luxembourg (1,46% DU PIB EN 2012) comparée à la moyenne de l'Union européenne (2,07% DU PIB), malgré le développement de l'Université et le soutien accordé par le Gouvernement à la recherche dans le secteur public. A titre de comparaison, nos pays voisins consacrent une plus grande partie de leur création de richesse à la R&D (2,98% POUR L'ALLEMAGNE, 2,24% POUR LA BELGIQUE ET 2,29% POUR LA FRANCE).

D'après ces chiffres, le Luxembourg n'atteindra probablement pas son objectif de 2,3% à 2,6% du PIB que le Gouvernement s'est fixé dans le cadre du programme national de réforme de la stratégie Europe 2020, et ce d'autant plus que cet indicateur ne progresse pas, voire régresse depuis de nombreuses années (1,63% EN 2004 ; 1,48% EN 2010). Le Luxembourg doit donc inverser cette tendance et intensifier ses efforts en matière de R&D.

Le nombre de chercheurs pour 1.000 actifs (**INDICATEUR N°15**) est également relativement faible au Luxembourg (7,1 POUR 1.000 ACTIFS EN 2010), bien loin des pays scandinaves (17 EN FINLANDE, 12,6 AU DANEMARK ET 10,9 EN SUÈDE) et des pays voisins (8,6 EN BELGIQUE ET 8,1 EN ALLEMAGNE). Les résultats de la recherche s'en ressentent très fortement. Ainsi le nombre de publications scientifiques par million d'habitants (**INDICATEUR N°16**) au Luxembourg (394 EN 2011) est un des plus faibles d'Europe, très éloigné de pays comme la Suède (1.003), le Danemark (1.090) et la Finlande (905) et dans une moindre mesure de celui de nos pays voisins (677 POUR LA BELGIQUE, 566 POUR L'ALLEMAGNE ET 486 POUR LA FRANCE).

En ce qui concerne la propension à entreprendre (**INDICATEUR N°17**), on peut constater que l'enquête réalisée par la Commission européenne ¹ révèle qu'entre 2000 et 2012 le pourcentage des personnes interrogées au niveau de l'Union européenne et des Etats-Unis a augmenté au bénéfice du nombre de personnes aspirant à prendre le statut de salarié. Ainsi, une majorité des personnes (58%) interrogées dans l'UE préférerait travailler en tant que salariés, tandis que 37% préférerait être indépendants.

Le statut d'indépendant est devenu moins attractif qu'il ne l'était en 2009 où 45% des sondés déclaraient qu'ils préféreraient être à leur compte. Ainsi, au Luxembourg, pour l'année 2012, 36% des personnes interrogées avaient répondu en faveur du statut d'indépendant, alors qu'en 2009 ce taux s'élevait encore à 44%.

Le développement de l'entrepreneuriat constitue un moteur important pour la création d'emploi, la compétitivité et la croissance économique. Il importe donc de continuer à encourager les initiatives entrepreneuriales existantes et de soutenir davantage les personnes voulant créer leur propre entreprise. ~

¹ EUROBAROMÈTRE FLASH 354 :

« L'ENTREPRENEURIAT DANS L'UE ET AU-DELÀ »

03 EXECUTIVE SUMMARY

////////////////////.

NIVEAU DE VIE ET COHÉSION SOCIALE

UN MODÈLE LUXEMBOURGEOIS TOUJOURS TRÈS GÉNÉREUX



C'est le degré de compétitivité des entreprises luxembourgeoises qui détermine le niveau des activités économiques et qui génère la croissance économique du Grand-Duché. Une compétitivité forte du Luxembourg constitue une nécessité si le Luxembourg veut continuer à offrir à ses concitoyens du travail, un système de sécurité sociale généreux, un niveau de vie et de cohésion sociale très élevé tout en ne compromettant pas les générations futures.

Le revenu par habitant au Luxembourg (**INDICATEUR N°18**), représenté par le revenu national brut au prix du marché par habitant (UE = 100 ; PPA), est resté constant entre 2012 (179,4) et 2013 (179,7) et est largement supérieur aux autres pays européens. C'est ainsi que le niveau du revenu national brut au prix du marché du Luxembourg est presque deux fois plus élevé que celui de l'Union européenne (100) et sans aucune mesure avec les pays voisins : Belgique (120), France (110,7), Allemagne (127).

La forte croissance de la place financière luxembourgeoise a significativement alimenté ce différentiel de croissance et par conséquent les bons résultats nationaux en termes de RNB par habitant. Cependant, ce différentiel tend à diminuer depuis la crise ; le niveau d'avant crise du Luxembourg était beaucoup plus élevé (221,1 en 2007).

Même si la croissance de l'emploi au Luxembourg fut positive en 2013, le taux de croissance de l'emploi (**INDICATEUR N°19**) en 2013 (+1,7%) est, excepté 2009, le plus faible qu'a connu le Luxembourg au cours des dernières années. De plus, on pourrait croire que ce taux de croissance de l'emploi est bénéfique mais en réalité il s'avère insuffisant pour contrôler le chômage : le taux de chômage (**INDICATEUR N°20**) a grimpé de 5,1% en 2012 à 5,9% en 2013.

Ce paradoxe vient du fait que le Luxembourg doit, pour maintenir un taux de chômage constant, avoir un taux de croissance de l'emploi fort. La pérennité de notre système de sécurité sociale ne peut d'ailleurs plus être garantie en l'absence d'une progression soutenue de l'emploi intérieur. La maîtrise permanente des coûts du travail et une surveillance étroite de la compétitivité des entreprises luxembourgeoises peuvent seules permettre le maintien d'une croissance suffisante de l'emploi. Et cette condition n'est plus respectée.

Le taux de chômage semble donc déconnecté de l'évolution de la conjoncture économique, ce qui témoigne de sa nature structurelle. Cette situation actuelle provient surtout :

- » d'une inadéquation entre les qualifications des chômeurs résidents et les besoins de l'économie nationale. A titre d'illustration, le développement de la place financière nécessite de plus en plus de personnel hautement qualifié. Dans la mesure où ces qualifications sont relativement rares au plan national, les entreprises recrutent des spécialistes dans des bassins d'emploi plus lointains ;
- » du sous-emploi de certaines catégories de personnes en âge de travailler. C'est le cas notamment des travailleurs de plus de 55 ans et des femmes ;

L'OCDE a complètement revu et étoffé sa manière d'analyser les différentes législations de protection d'emploi (*législation de protection de l'emploi* (**INDICATEUR N°21**)). Selon la publication de l'OCDE, *Les perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013*, le degré de protection au Luxembourg reste cependant en tête du peloton. Le droit du travail doit davantage adopter des éléments de flexibilité, sans pour autant provoquer une dérégulation

excessive et préjudiciable à l'équité sociale. L'objectif principal du modèle social et de la régulation du marché de l'emploi doit viser la création plutôt que la protection de l'emploi.

Le système social qu'offre le Luxembourg est extrêmement généreux, comme le démontrent les prestations de protection sociale par habitant (**INDICATEUR N°22**), et ce que ce soit en termes de soins de santé, de prestations familiales, d'invalidité ou de vieillesse. Exprimées par habitant et en standards de pouvoir d'achat, ces dernières s'élèvent, pour l'année 2011, à 13.059 au Luxembourg et sont donc plus élevées d'environ 50% par rapport à celles de nos pays voisins où les dépenses de prestations de protection sociale sont de 8.921 en Allemagne, de 8.552 en Belgique et de 8.858 en France. Cette situation signifie une position privilégiée des résidents en termes de pouvoir d'achat, mais implique un coût élevé pour la société. Une croissance économique basée sur des entreprises compétitives est dès lors requise pour maintenir ce niveau de générosité.

Ce niveau de vie très élevé a un coût. Il se basait sur une économie forte caractérisée par une croissance du PIB vigoureuse qui permettait de remplir les caisses publiques. Il en résultait une capacité de financement élevée pour un nombre toujours plus croissant et plus généreux d'avantages sociaux.

Cependant, ce contexte économique est révolu, les recettes publiques ont chuté drastiquement tandis que ces « *acquis sociaux* » sont restés inchangés. Il en résulte une situation de déséquilibre des finances publiques qui est artificiellement résolue par un recours à l'emprunt. De fait, la dette publique (**INDICATEUR N°23**), exprimée en % du PIB, a continué d'augmenter, passant de 21,7% en 2012 à 23,1% en 2013 (*alors qu'avant 2007, elle était toujours restée inférieure à 7% !*). Or, la dette grandissante aura un coût pour les générations futures qui devront, en plus du remboursement du principal, faire face aux charges d'intérêt. Ce coût sera encore plus élevé lorsqu'on considère la « *dette sociale cachée* » qui pèse sur le Luxembourg.

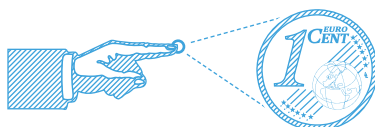
Il est également opportun de rappeler qu'une augmentation progressive de la dette publique ébranlera à terme la confiance des opérateurs économiques (*entreprises, investisseurs étrangers, consommateurs*) qui s'attendent à des charges fiscales supplémentaires en vue de consolider les finances publiques. Il en résultera une dégradation de l'attractivité du site d'implantation luxembourgeois.

~

01



INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ-COÛT

**INDICATEURS**

01	TAUX D'INFLATION
02	COÛTS SALARIAUX UNITAIRES NOMINAUX
03	PRODUCTIVITÉ GLOBALE DES FACTEURS
04	TERMES DE L'ÉCHANGE
05	PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR SALAIRES
06	IMPÔT DES SOCIÉTÉS
07	TAUX DE TVA STANDARD
08	PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
09	PRIX DU GAZ

Les indicateurs de compétitivité-coût mesurent les performances de l'économie luxembourgeoise en termes d'inflation, de coûts salariaux unitaires nominaux, de productivité globale des facteurs de production, de termes de l'échange, de charges sociales, d'attractivité fiscale (*impôt des sociétés et taux de TVA standard*), de coût de l'énergie (*prix de l'électricité et prix du gaz*).

01 / 01 TAUX D'INFLATION

////////////////////.

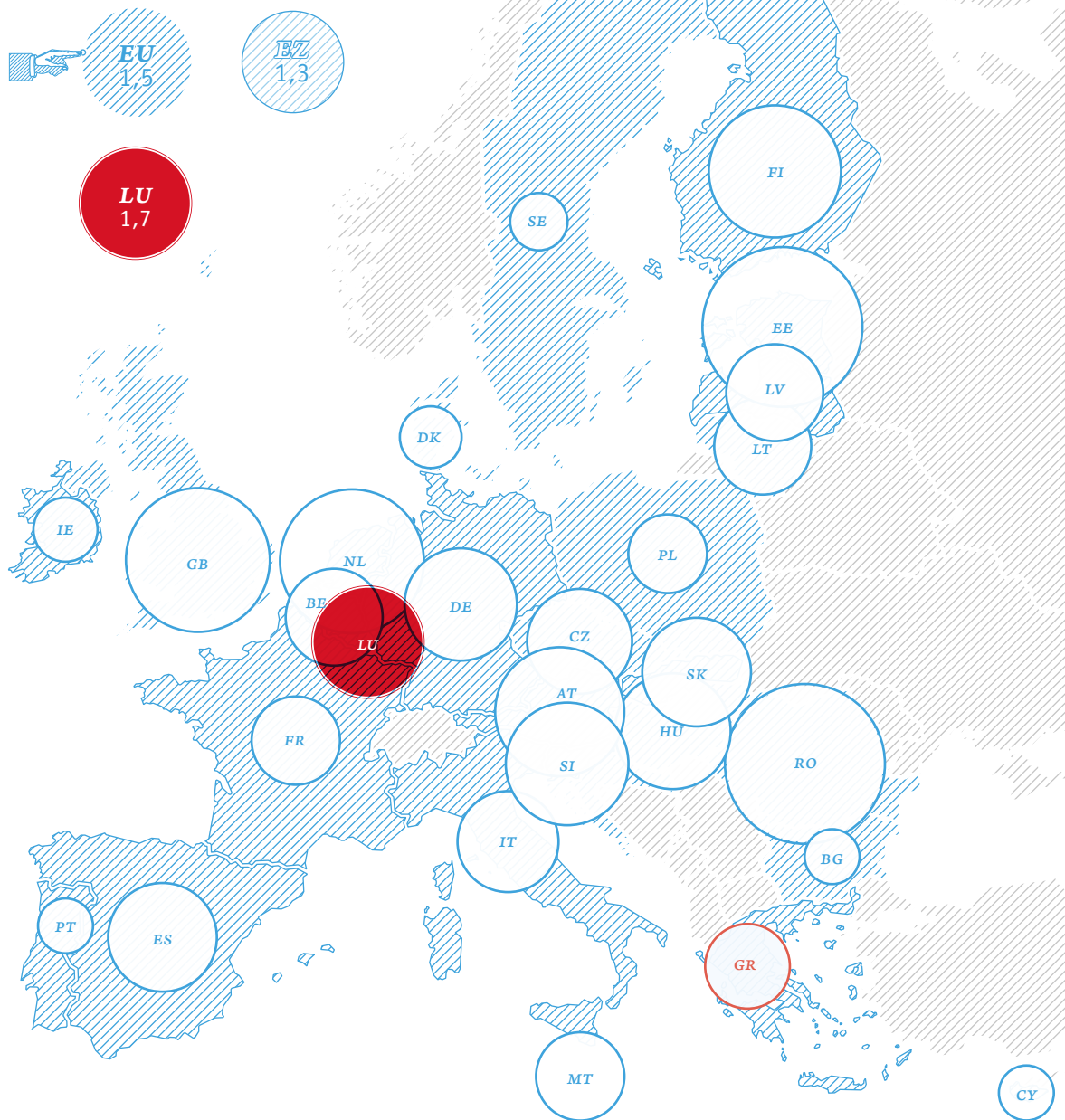
L'inflation se mesure généralement par l'évolution d'un indice des prix à la consommation. Au Luxembourg, il existe deux indices des prix à la consommation : l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) et l'indice des prix à la consommation national (IPCN). L'IPCH permet une comparaison internationale de l'inflation des prix à la consommation, basé sur une méthodologie commune. Cet indice mesure les variations dans le temps des prix d'un panier constant de biens et de services. Le deuxième indice de mesure de l'inflation, à savoir l'IPCN, se base sur la consommation des résidents luxembourgeois.

L'IPCN part du constat que de nombreux achats sont réalisés par des consommateurs non-résidents, notamment des produits soumis à accises. La pondération de l'IPCN ne tient pas compte des dépenses effectuées par les non-résidents sur le territoire du Grand-Duché et repose sur les dépenses de consommation effectuées sur le territoire luxembourgeois par les seuls ménages résidents. L'IPCN sert notamment de référence en matière d'indexation automatique des salaires.

TABLEAU 01

TAUX D'INFLATION ENTRE 2005 ET 2013 (EN %)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	1,9	1,8	2,3	2,8	0,2	1,2	2,5	2,1	1,6
AUTRICHE	AT	2,1	1,7	2,2	3,2	0,4	1,7	3,6	2,6	2,1
BELGIQUE	BE	2,5	2,3	1,8	4,5	0,0	2,3	3,4	2,6	1,2
BULGARIE	BG	6,0	7,4	7,6	12,0	2,5	3,0	3,4	2,4	0,4
CHYPRE	CY	2,0	2,2	2,2	4,4	0,2	2,6	3,5	3,1	0,4
DANEMARK	DK	1,7	1,9	1,7	3,6	1,1	2,2	2,7	2,4	0,5
ESPAGNE	ES	3,4	3,6	2,8	4,1	-0,2	2,0	3,1	2,4	1,5
ESTONIE	EE	4,1	4,4	6,7	10,6	0,2	2,7	5,1	4,2	3,2
FINLANDE	FI	0,8	1,3	1,6	3,9	1,6	1,7	3,3	3,2	2,2
FRANCE	FR	1,9	1,9	1,6	3,2	0,1	1,7	2,3	2,2	1,0
GRÈCE	GR	3,5	3,3	3,0	4,2	1,3	4,7	3,1	1,0	-0,9
HONGRIE	HU	3,5	4,0	7,9	6,0	4,0	4,7	3,9	5,7	1,7
IRLANDE	IE	2,2	2,7	2,9	3,1	-1,7	-1,6	1,2	1,9	0,5
ITALIE	IT	2,2	2,2	2,0	3,5	0,8	1,6	2,9	3,3	1,3
LETTONIE	LV	6,9	6,6	10,1	15,3	3,3	-1,2	4,2	2,3	0,0
LITUANIE	LT	2,7	3,8	5,8	11,1	4,2	1,2	4,1	3,2	1,2
LUXEMBOURG-IPCH	LU	3,8	3,0	2,7	4,1	0,0	2,8	3,7	2,9	1,7
LUXEMBOURG-IPCN	LU	2,5	2,7	2,3	3,4	0,4	2,3	3,4	2,7	1,7
MALTE	MT	2,5	2,6	0,7	4,7	1,8	2,0	2,5	3,2	1,0
PAYS-BAS	NL	1,5	1,7	1,6	2,2	1,0	0,9	2,5	2,8	2,6
POLOGNE	PL	2,2	1,3	2,6	4,2	4,0	2,7	3,9	3,7	0,8
PORTUGAL	PT	2,1	3,0	2,4	2,7	-0,9	1,4	3,6	2,8	0,4
RÉP. TCHÈQUE	CZ	1,6	2,1	3,0	6,3	0,6	1,2	2,1	3,5	1,4
ROUMANIE	RO	9,1	6,6	4,9	7,9	5,6	6,1	5,8	3,4	3,2
ROYAUME-UNI	GB	2,1	2,3	2,3	3,6	2,2	3,3	4,5	2,8	2,6
SLOVAQUIE	SK	2,8	4,3	1,9	3,9	0,9	0,7	4,1	3,7	1,5
SLOVÉNIE	SI	2,5	2,5	3,8	5,5	0,9	2,1	2,1	2,8	1,9
SUÈDE	SE	0,8	1,5	1,7	3,3	1,9	1,9	1,4	0,9	0,4
UE	EU	2,2	2,2	2,3	3,7	1,0	2,1	3,1	2,6	1,5
ZONE EURO	EZ	2,2	2,2	2,1	3,3	0,3	1,6	2,7	2,5	1,3



LÉGENDE



VALEUR POSITIVE
 VALEUR NÉGATIVE

01 / 01 TAUX D'INFLATION

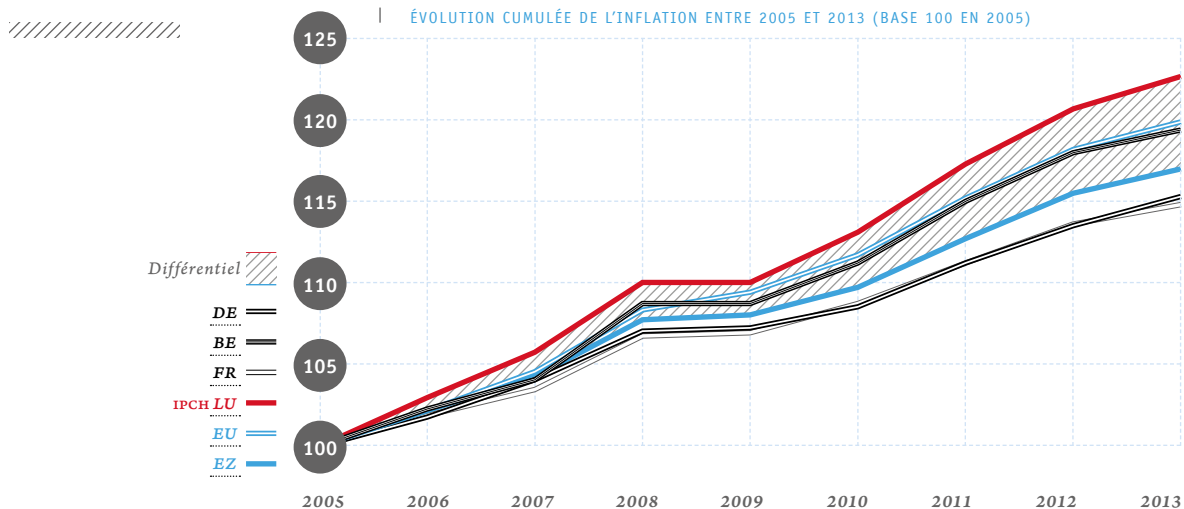


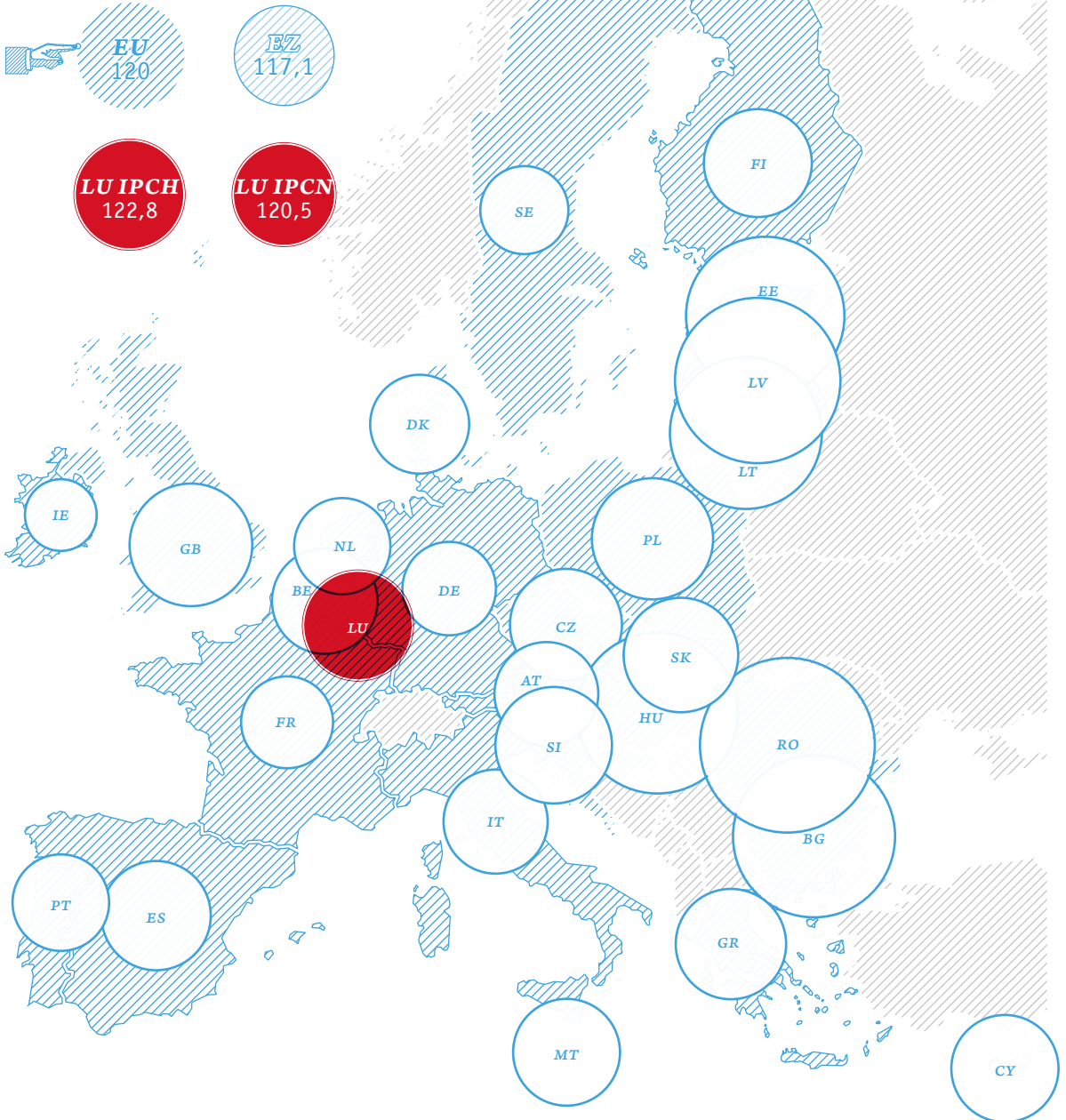
TABLEAU 02

ÉVOLUTION CUMULÉE DE L'INFLATION ENTRE 2005 ET 2013
(BASE 100 EN 2005)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	100,0	101,8	104,1	107,1	107,3	108,6	111,3	113,6	115,4
AUTRICHE	AT	100,0	101,7	103,9	107,3	107,7	109,5	113,5	116,4	118,9
BELGIQUE	BE	100,0	102,3	104,1	108,8	108,8	111,3	115,1	118,1	119,5
BULGARIE	BG	100,0	107,4	115,6	129,4	132,7	136,6	141,3	144,7	145,3
CHYPRE	CY	100,0	102,2	104,4	109,0	109,3	112,1	116,0	119,6	120,1
DANEMARK	DK	100,0	101,9	103,6	107,4	108,5	110,9	113,9	116,7	117,2
ESPAGNE	ES	100,0	103,6	106,5	110,9	110,6	112,9	116,4	119,1	120,9
ESTONIE	EE	100,0	104,4	111,4	123,2	123,4	126,8	133,2	138,8	143,3
FINLANDE	FI	100,0	101,3	102,9	106,9	108,6	110,5	114,1	117,8	120,4
FRANCE	FR	100,0	101,9	103,5	106,8	107,0	108,8	111,3	113,7	114,9
GRÈCE	GR	100,0	103,3	106,4	110,9	112,3	117,6	121,2	122,4	121,3
HONGRIE	HU	100,0	104,0	112,2	118,9	123,7	129,5	134,6	142,2	144,7
IRLANDE	IE	100,0	102,7	105,7	109,0	107,1	105,4	106,7	108,7	109,2
ITALIE	IT	100,0	102,2	104,2	107,9	108,8	110,5	113,7	117,5	119,0
LETONIE	LV	100,0	106,6	117,4	135,3	139,8	138,1	143,9	147,2	147,2
LITUANIE	LT	100,0	103,8	109,8	122,0	127,1	128,7	133,9	138,2	139,9
LUXEMBOURG-IPCH	LU	100,0	103,0	105,8	110,1	110,1	113,2	117,4	120,8	122,8
LUXEMBOURG-IPCN	LU	100,0	102,7	105,1	108,6	109,1	111,6	115,4	118,5	120,5
MALTE	MT	100,0	102,6	103,3	108,2	110,1	112,3	115,1	118,8	120,0
PAYS-BAS	NL	100,0	101,7	103,3	105,6	106,7	107,6	110,3	113,4	116,3
POLOGNE	PL	100,0	101,3	103,9	108,3	112,6	115,7	120,2	124,6	125,6
PORTUGAL	PT	100,0	103,0	105,5	108,3	107,3	108,8	112,8	115,9	116,4
RÉP. TCHÈQUE	CZ	100,0	102,1	105,2	111,8	112,5	113,8	116,2	120,3	121,9
ROUMANIE	RO	100,0	106,6	111,8	120,7	127,4	135,2	143,0	147,9	152,6
ROYAUME-UNI	GB	100,0	102,3	104,7	108,4	110,8	114,5	119,6	123,0	126,2
SLOVAQUIE	SK	100,0	104,3	106,3	110,4	111,4	112,2	116,8	121,1	122,9
SLOVÉNIE	SI	100,0	102,5	106,4	112,2	113,3	115,6	118,1	121,4	123,7
SUÈDE	SE	100,0	101,5	103,2	106,6	108,7	110,7	112,3	113,3	113,7
UE	EU	100,0	102,2	104,6	108,4	109,5	111,8	115,3	118,3	120,0
ZONE EURO	EZ	100,0	102,2	104,3	107,8	108,1	109,8	112,8	115,6	117,1



« Le différentiel cumulé d'inflation entre le Luxembourg et l'Allemagne est de 7,4 points de % sur la période 2005-2013. »



LÉGENDE



ÉVOLUTION POSITIVE

01 / 02 COÛTS SALARIAUX UNITAIRES NOMINAUX

////////////////////

Le coût salarial unitaire (csu) représente le coût du travail par unité de valeur ajoutée produite. Il est défini par le rapport entre les charges salariales et la valeur ajoutée au prix de marché. Il faut noter que l'indicateur des coûts salariaux unitaires comprend deux aspects différents de la compétitivité qu'il convient de distinguer : le coût salarial et la productivité apparente du travail. Par conséquent, une hausse du csu peut résulter d'une hausse des salaires ou bien d'une baisse de la productivité. Pour apprécier la compétitivité-coût, la comparaison du niveau des salaires et des prélèvements obligatoires est insuffisante ; *encore faut-il suivre son évolution dans le temps.*

A cet effet, la comparaison de la progression du coût salarial dans le temps fournit une indication supplémentaire sur l'évolution de la position compétitive d'une économie. Si l'évolution des salaires n'est pas directement en phase avec une évolution de la productivité, le csu augmente, engendrant ainsi une baisse de compétitivité.

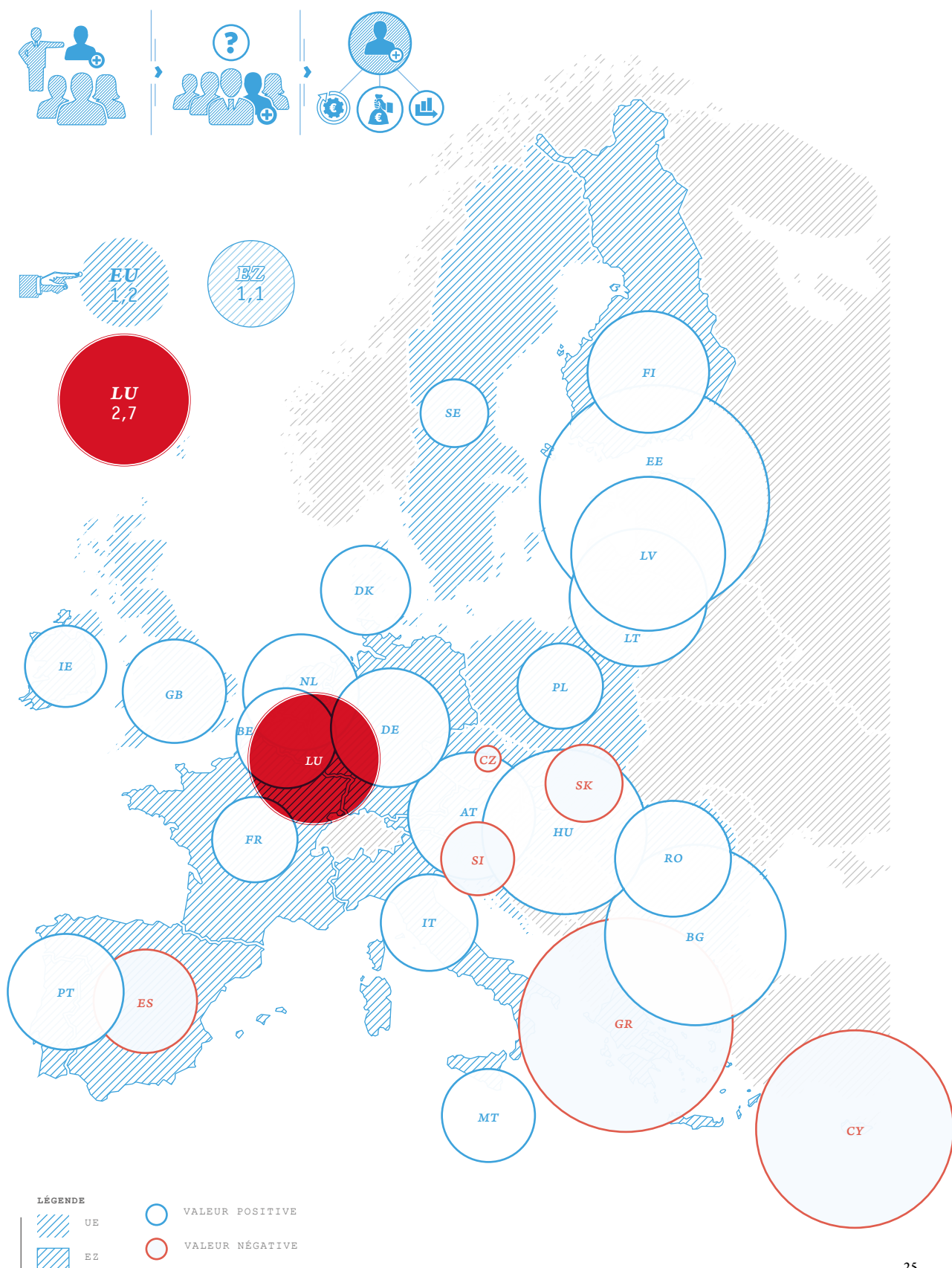
C'est surtout pour les secteurs/entreprises à forte intensité de main-d'œuvre que le csu revêt un rôle déterminant. L'avantage du csu est qu'il ne tient pas seulement compte des coûts salariaux, mais également de la production et donc de l'interaction entre ces deux variables.

TABLEAU 03

TAUX DE VARIATION ANNUELLE DES COÛTS SALARIAUX UNITAIRES
NOMINAUX ENTRE 2006 ET 2013 (EN %)

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	-2,0	-0,8	2,3	5,6	-1,1	1,0	3,1	2,1
AUTRICHE	AT	1,0	0,7	3,5	5,0	0,0	1,0	3,0	2,4
BELGIQUE	BE	2,0	2,2	4,4	3,9	-0,3	2,7	4,1	1,5
BULGARIE	BG	3,1	9,3	12,6	12,4	5,2	2,5	4,4	4,8
CHYPRE	CY	0,9	1,2	1,8	4,1	1,1	2,5	-2,7	-5,8
DANEMARK	DK	2,2	4,8	6,1	5,8	-0,5	0,0	1,5	1,2
ESPAGNE	ES	3,3	4,2	5,7	1,6	-1,7	-1,0	-3,0	-1,6
ESTONIE	EE	9,1	17,2	14,6	1,5	-5,0	-1,8	4,2	7,7
FINLANDE	FI	0,3	0,5	6,7	9,0	-1,6	1,9	4,6	2,2
FRANCE	FR	1,8	1,7	3,2	3,7	0,7	1,2	2,1	1,1
GRÈCE	GR	-1,1	2,6	5,1	6,2	-0,1	-1,8	-5,1	-6,8
HONGRIE	HU	2,0	6,2	4,4	2,8	-0,7	2,3	2,5	4,0
IRLANDE	IE	3,5	5,0	6,8	-2,6	-6,7	-4,0	0,0	1,0
ITALIE	IT	2,0	1,5	4,7	4,6	0,0	1,0	2,4	1,4
LETTONIE	LV	16,5	27,5	20,0	-7,9	-10,1	1,2	3,5	3,5
LITUANIE	LT	10,2	6,6	10,4	-1,5	-7,0	0,7	1,9	2,8
LUXEMBOURG	LU	1,3	1,6	9,4	8,7	1,4	3,4	4,7	2,7
MALTE	MT	3,5	1,4	2,8	6,0	-0,4	3,1	4,0	1,3
PAYS-BAS	NL	0,7	1,7	3,0	5,3	-0,6	1,2	2,9	2,0
POLOGNE	PL	-1,0	2,6	7,2	2,3	1,4	1,1	1,5	1,1
PORTUGAL	PT	0,9	1,1	3,5	3,1	-1,4	-0,9	-3,0	2,0
RÉP. TCHÈQUE	CZ	0,4	2,6	3,4	2,2	-0,4	0,5	3,3	-0,1
ROUMANIE	RO	4,9	15,2	22,9	2,9	-2,4	-7,0	5,0	2,0
ROYAUME-UNI	GB	3,4	2,0	3,2	6,2	1,7	1,4	2,5	1,6
SLOVAQUIE	SK	1,7	0,5	4,4	5,7	-0,9	0,8	1,0	-0,9
SLOVÉNIE	SI	1,1	2,6	6,4	8,6	0,4	-0,7	0,8	-0,8
SUÈDE	SE	-0,5	4,2	3,1	4,4	-2,3	0,1	2,9	0,7
UE	EU	1,3	1,9	4,1	4,5	-0,3	0,7	2,0	1,2
ZONE EURO	EZ	0,8	1,4	3,8	4,3	-0,6	0,7	1,8	1,1

SOURCES
COMMISSION EUROPÉENNE AMECO,
CALCULS UEL



01 / 02 COÛTS SALARIAUX UNITAIRES NOMINAUX

/////////////////

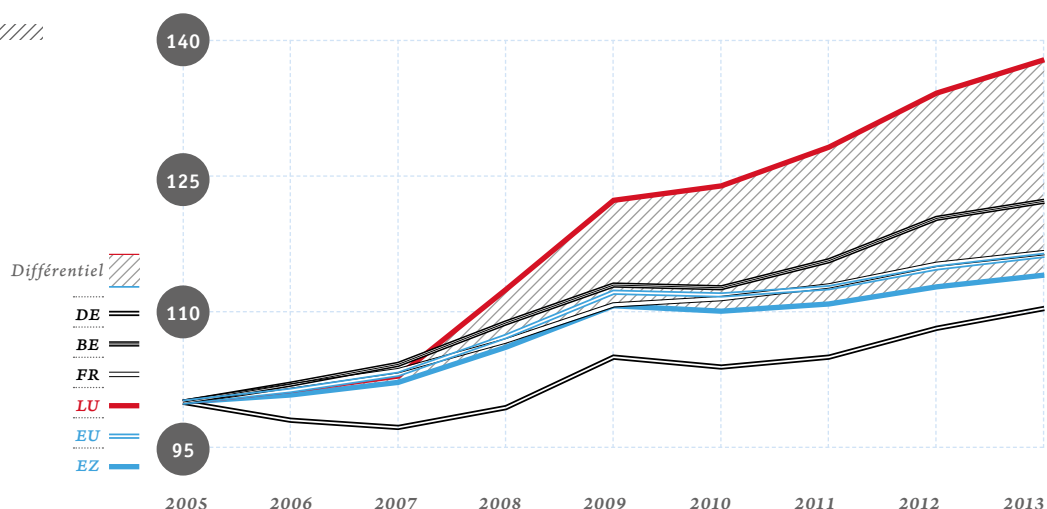


TABLEAU 04

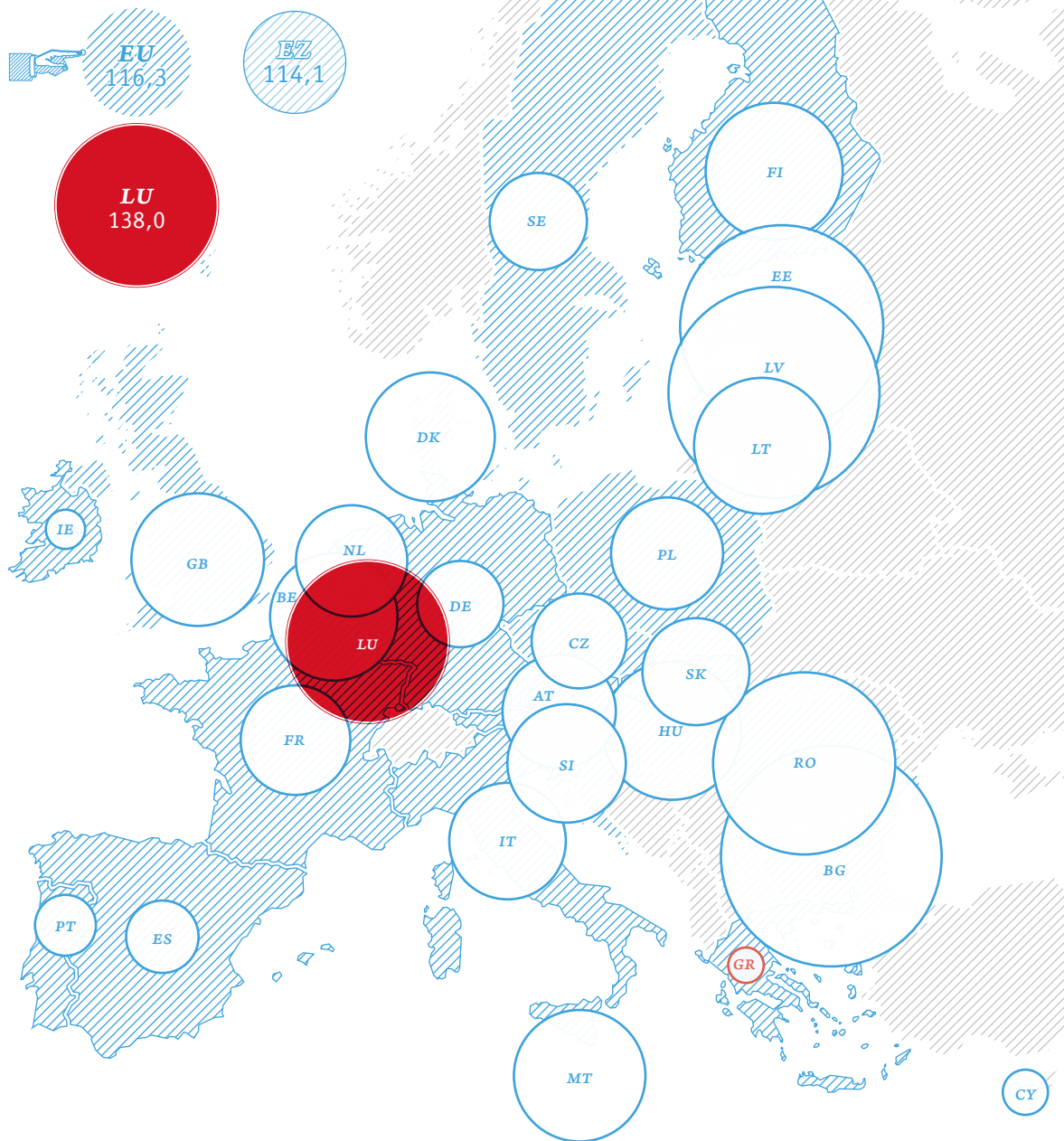
ÉVOLUTION CUMULÉE DES COÛTS SALARIAUX UNITAIRES NOMINAUX
ENTRE 2005 ET 2013 (BASE 100 EN 2005)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	100,0	98,0	97,2	99,4	105,0	103,9	105,0	108,2	110,4
AUTRICHE	AT	100,0	101,0	101,6	105,2	110,5	110,5	111,6	114,9	117,7
BELGIQUE	BE	100,0	102,0	104,2	108,8	113,0	112,7	115,7	120,4	122,3
BULGARIE	BG	100,0	103,1	112,7	126,9	142,5	150,0	153,8	160,7	168,4
CHYPRE	CY	100,0	100,9	102,1	103,9	108,2	109,3	112,0	109,0	102,7
DANEMARK	DK	100,0	102,2	107,1	113,6	120,2	119,6	119,6	121,4	122,8
ESPAGNE	ES	100,0	103,3	107,6	113,7	115,5	113,5	112,4	109,1	107,4
ESTONIE	EE	100,0	109,1	128,0	146,7	148,8	141,4	138,8	144,7	155,8
FINLANDE	FI	100,0	100,3	100,9	107,7	117,3	115,4	117,6	123,0	125,7
FRANCE	FR	100,0	101,8	103,5	106,8	110,8	111,5	112,9	115,3	116,6
GRÈCE	GR	100,0	98,9	101,4	106,6	113,2	113,1	111,0	105,4	98,1
HONGRIE	HU	100,0	102,0	108,4	113,1	116,3	115,6	118,3	121,3	126,1
IRLANDE	IE	100,0	103,5	108,7	116,1	113,1	105,5	101,3	101,3	102,3
ITALIE	IT	100,0	102,0	103,6	108,4	113,4	113,3	114,4	117,1	118,7
LETONIE	LV	100,0	116,5	148,6	178,4	164,3	147,7	149,5	154,7	160,2
LITUANIE	LT	100,0	110,2	117,4	129,6	127,7	118,8	119,6	121,9	125,3
LUXEMBOURG	LU	100,0	101,3	102,9	112,5	122,4	124,0	128,3	134,3	138,0
MALTE	MT	100,0	103,5	105,0	107,9	114,4	113,9	117,4	122,0	123,7
PAYS-BAS	NL	100,0	100,7	102,4	105,5	111,1	110,4	111,7	114,9	117,1
POLOGNE	PL	100,0	99,0	101,6	108,9	111,4	113,0	114,3	116,1	117,3
PORTUGAL	PT	100,0	100,9	102,1	105,6	108,9	107,4	106,5	103,2	105,3
RÉP. TCHÈQUE	CZ	100,0	100,4	103,0	106,5	108,9	108,5	109,0	112,6	112,5
ROUMANIE	RO	100,0	104,9	120,9	148,6	152,9	149,2	138,8	145,7	148,5
ROYAUME-UNI	GB	100,0	103,4	105,5	108,8	115,6	117,5	119,1	122,2	124,1
SLOVAQUIE	SK	100,0	101,7	102,2	106,7	112,8	111,8	112,7	113,8	112,8
SLOVÉNIE	SI	100,0	101,1	103,7	110,3	119,8	120,2	119,4	120,3	119,3
SUÈDE	SE	100,0	99,5	103,7	106,9	111,6	109,0	109,2	112,4	113,1
UE	EU	100,0	101,3	103,1	107,3	112,2	111,9	112,7	114,9	116,3
ZONE EURO	EZ	100,0	100,8	102,2	106,1	110,7	110,1	110,9	112,8	114,1

SOURCE
COMMISSION EUROPÉENNE AMECO



« Dérapage incontrôlé des CSU au Luxembourg. »



LÉGENDE



- ÉVOLUTION POSITIVE
- ÉVOLUTION NÉGATIVE

01 / 03 PRODUCTIVITÉ GLOBALE DES FACTEURS

////////////////////

La productivité globale des facteurs (PGF) se définit comme l'efficacité globale avec laquelle les facteurs de production capital et travail sont transformés en produit. Son évolution est mesurée dans le temps par le taux moyen de variation annuelle (TMVA).

Un accroissement de la PGF peut être à l'origine d'un accroissement de la compétitivité, et peut être interprété de deux manières : soit en termes d'une hausse de la production à utilisation donnée de facteurs, soit en termes de baisse de coût à production donnée. A contrario, une diminution de la productivité à utilisation donnée de facteurs induit une baisse de la PGF.

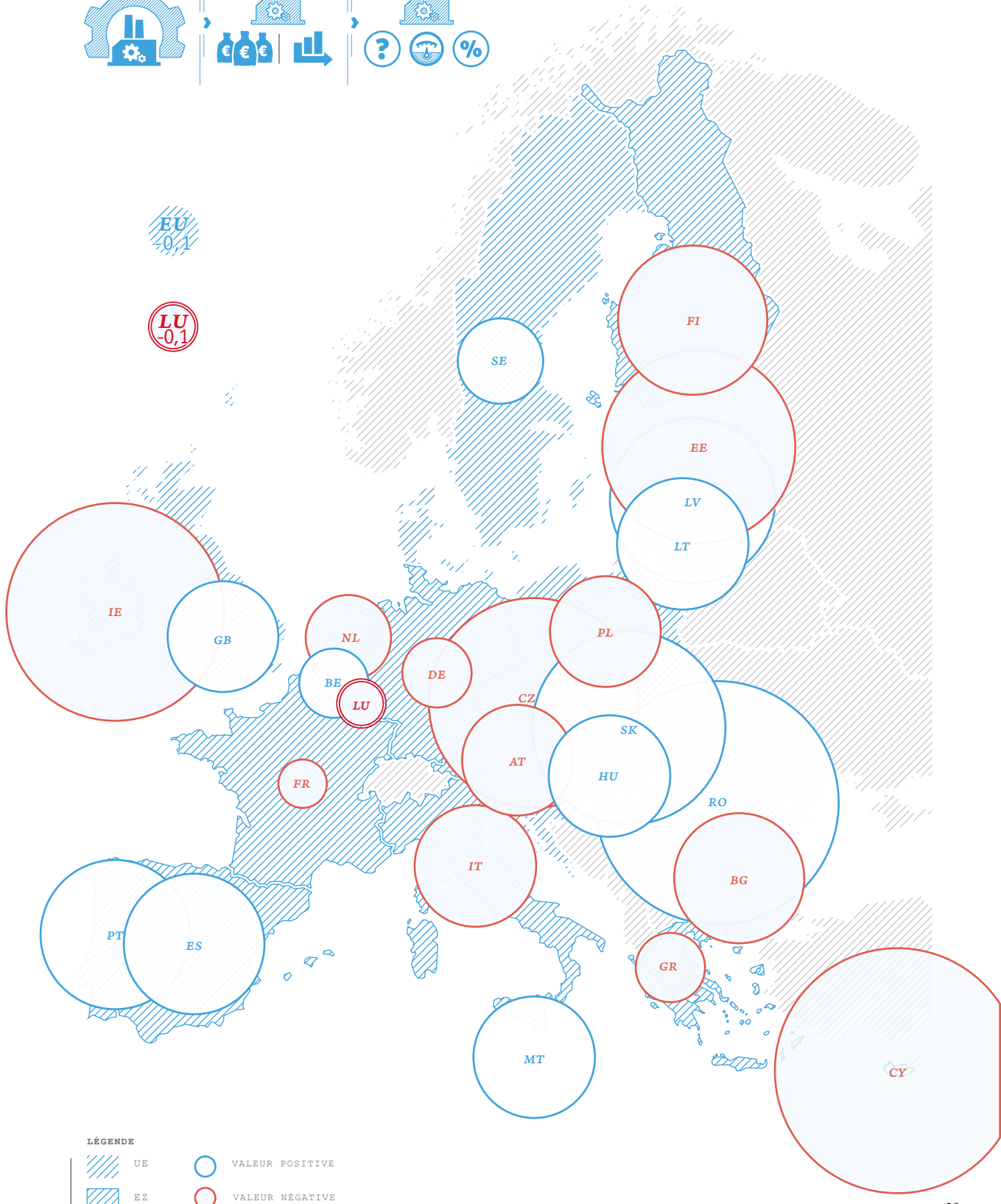
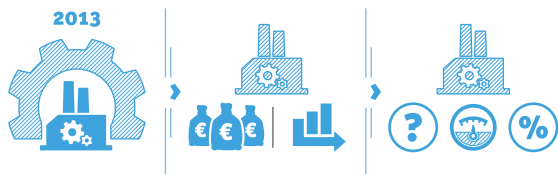
TABLEAU 05

TAUX DE VARIATION ANNUELLE DE LA PRODUCTIVITÉ GLOBALE DES FACTEURS
ENTRE 2006 ET 2013 (EN %)

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	2,9	1,7	-0,2	-5,4	3,4	2,0	-0,3	-0,2
AUTRICHE	AT	2,4	1,8	-0,4	-3,4	0,9	1,3	-0,5	-0,5
BELGIQUE	BE	1,2	1,0	-0,9	-3,2	1,5	0,4	-0,6	0,2
BULGARIE	BG	1,2	1,0	-0,2	-7,5	0,8	1,5	0,3	-0,7
CHYPRE	CY	1,0	0,7	-0,1	-3,4	-0,2	-0,9	-0,6	-2,4
DANEMARK	DK	1,0	-1,1	-2,5	-3,7	2,9	1,1	-0,3	0,0
ESPAGNE	ES	0,0	-0,2	-0,5	-0,8	0,6	0,9	1,1	0,8
ESTONIE	EE	1,8	1,7	-7,5	-10,1	4,6	4,1	0,8	-1,6
FINLANDE	FI	2,5	3,0	-2,1	-7,4	3,0	1,3	-1,5	-0,9
FRANCE	FR	0,8	0,4	-1,2	-2,8	1,1	0,9	-0,6	-0,1
GRÈCE	GR	3,1	0,9	-2,0	-3,4	-3,6	-3,5	-1,1	-0,2
HONGRIE	HU	1,9	-2,0	0,2	-6,4	0,1	1,1	-1,8	0,6
IRLANDE	IE	0,1	-0,1	-3,6	-2,5	1,1	3,2	0,4	-1,9
ITALIE	IT	0,5	0,4	-1,5	-4,0	2,2	0,2	-1,7	-0,6
LETTONIE	LV	1,2	2,6	-6,9	-11,7	2,1	3,0	2,2	1,1
LITUANIE	LT	2,1	2,3	-1,2	-12,4	7,4	4,0	1,3	0,7
LUXEMBOURG	LU	0,6	1,1	-5,7	-7,1	1,2	-1,3	-3,1	-0,1
MALTE	MT	0,0	0,8	1,3	-3,3	1,5	0,1	-0,7	0,6
PAYS-BAS	NL	1,6	1,7	-0,1	-3,5	1,6	0,2	-1,4	-0,3
POLOGNE	PL	2,6	1,8	0,1	-1,3	2,7	1,4	-0,4	-0,5
PORTUGAL	PT	0,4	1,6	-1,0	-1,7	2,7	-0,3	-0,2	0,9
RÉP. TCHÈQUE	CZ	4,9	2,9	0,3	-4,6	2,0	1,0	-1,8	-1,8
ROUMANIE	RO	4,8	1,6	2,2	-7,1	-2,7	1,1	-1,9	2,5
ROYAUME-UNI	GB	1,2	1,8	-2,2	-4,7	1,0	0,3	-0,9	0,5
SLOVAQUIE	SK	4,8	6,5	1,8	-4,6	4,4	0,9	1,4	1,5
SLOVÉNIE	SI	2,7	2,4	-0,7	-7,8	2,1	1,4	-2,2	0,0
SUÈDE	SE	2,3	0,9	-2,1	-4,1	5,3	0,9	-0,3	0,3
UE	EU	1,4	0,9	-0,9	-3,7	1,9	1,0	-0,5	-0,1
ZONE EURO	EZ	1,4	1,0	-1,2	-3,9	2,0	1,0	-0,6	0,0

SOURCES
COMMISSION EUROPÉENNE AMECO,
CALCULS UEL

2013



LÉGENDE

- UE
- EZ
- VALEUR POSITIVE
- VALEUR NÉGATIVE

01 / 03 PRODUCTIVITÉ GLOBALE DES FACTEURS

////////////////

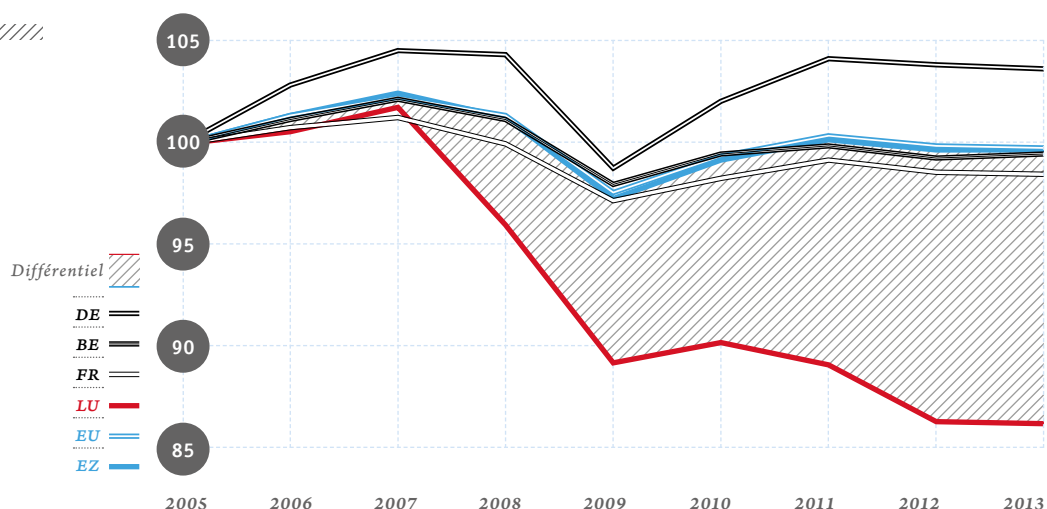
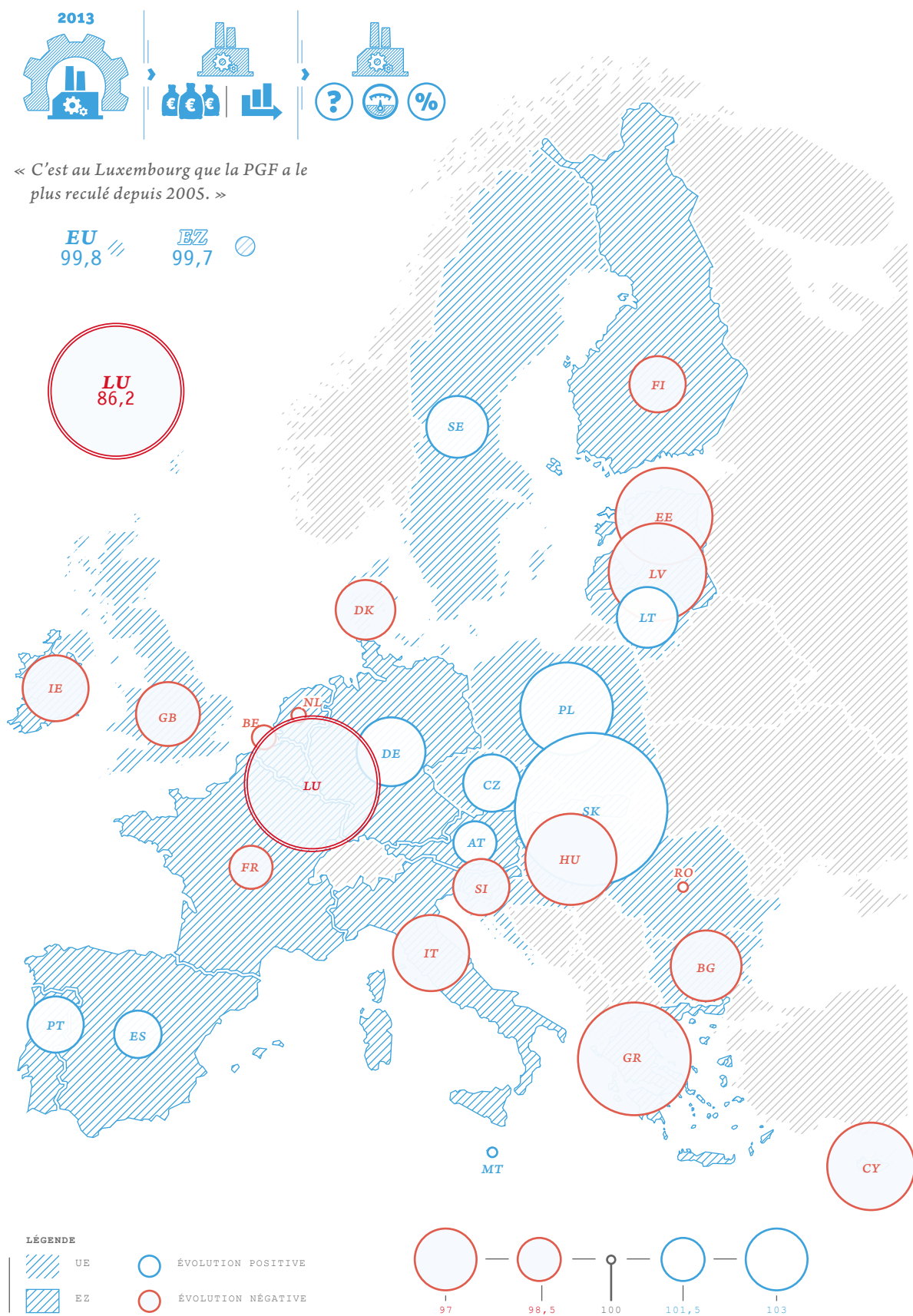


TABLEAU 06

ÉVOLUTION CUMULÉE DE LA PRODUCTIVITÉ GLOBALE DES FACTEURS
ENTRE 2005 ET 2013 (BASE 100 EN 2005)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	100,0	102,9	104,6	104,4	98,8	102,1	104,2	103,9	103,7
AUTRICHE	AT	100,0	102,4	104,3	103,9	100,4	101,3	102,6	102,1	101,5
BELGIQUE	BE	100,0	101,2	102,2	101,2	98,0	99,5	99,9	99,3	99,5
BULGARIE	BG	100,0	101,2	102,2	102,0	94,3	95,1	96,5	96,8	96,1
CHYPRE	CY	100,0	101,0	101,6	101,5	98,0	97,9	97,0	96,4	94,1
DANEMARK	DK	100,0	101,0	99,9	97,5	93,8	96,5	97,6	97,2	97,2
ESPAGNE	ES	100,0	100,0	99,8	99,3	98,4	99,0	99,9	101,0	101,8
ESTONIE	EE	100,0	101,8	103,5	95,7	86,0	90,0	93,6	94,3	92,8
FINLANDE	FI	100,0	102,5	105,6	103,4	95,7	98,6	99,9	98,4	97,5
FRANCE	FR	100,0	100,8	101,3	100,0	97,2	98,3	99,2	98,6	98,5
GRÈCE	GR	100,0	103,1	104,0	101,9	98,4	94,9	91,6	90,6	90,3
HONGRIE	HU	100,0	101,9	99,9	100,0	93,6	93,8	94,8	93,0	93,6
IRLANDE	IE	100,0	100,1	100,0	96,4	94,0	95,0	98,0	98,4	96,6
ITALIE	IT	100,0	100,5	100,9	99,4	95,5	97,5	97,7	96,0	95,5
LETONIE	LV	100,0	101,2	103,9	96,7	85,3	87,1	89,7	91,7	92,7
LITUANIE	LT	100,0	102,1	104,4	103,2	90,3	97,0	100,9	102,2	102,9
LUXEMBOURG	LU	100,0	100,6	101,8	96,0	89,2	90,2	89,1	86,3	86,2
MALTE	MT	100,0	100,0	100,8	102,2	98,7	100,2	100,2	99,5	100,1
PAYS-BAS	NL	100,0	101,6	103,3	103,3	99,6	101,2	101,4	100,0	99,8
POLOGNE	PL	100,0	102,6	104,4	104,6	103,2	106,1	107,6	107,2	106,6
PORTUGAL	PT	100,0	100,4	102,0	101,1	99,4	102,1	101,8	101,6	102,5
RÉP. TCHÈQUE	CZ	100,0	104,9	108,0	108,3	103,3	105,4	106,4	104,5	102,6
ROUMANIE	RO	100,0	104,8	106,4	108,8	101,0	98,3	99,4	97,4	99,9
ROYAUME-UNI	GB	100,0	101,2	103,0	100,7	96,0	96,9	97,2	96,3	96,8
SLOVAQUIE	SK	100,0	104,8	111,6	113,6	108,4	113,2	114,2	115,8	117,6
SLOVÉNIE	SI	100,0	102,7	105,1	104,4	96,3	98,3	99,7	97,6	97,5
SUÈDE	SE	100,0	102,3	103,2	101,1	97,0	102,1	103,0	102,7	103,0
UE	EU	100,0	101,4	102,3	101,4	97,6	99,4	100,4	99,9	99,8
ZONE EURO	EZ	100,0	101,4	102,5	101,3	97,3	99,2	100,2	99,7	99,7

SOURCE
COMMISSION EUROPÉENNE AMECO



01 / 04 TERMES DE L'ÉCHANGE

////////////////////.

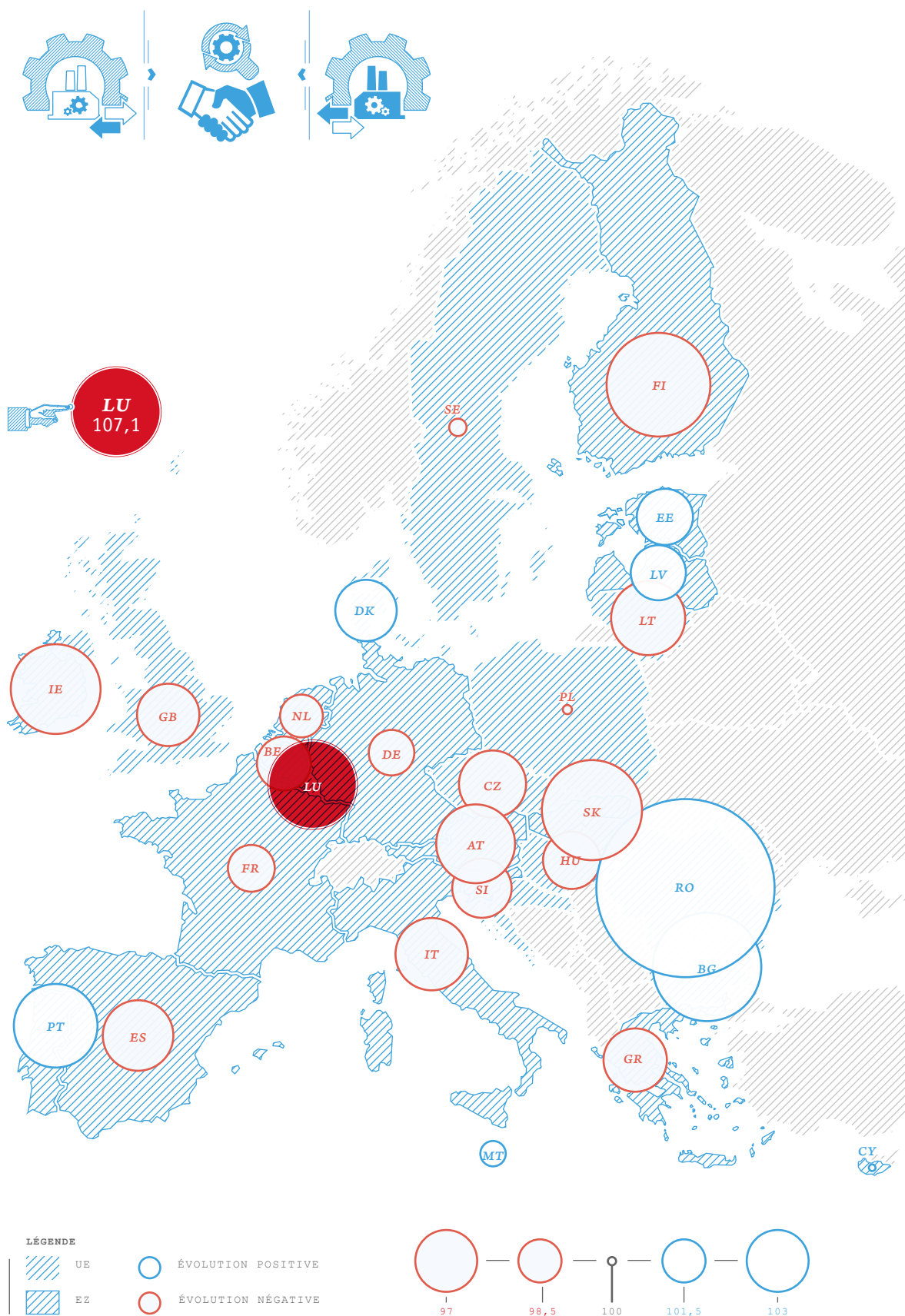
L'indicateur des termes de l'échange rapporte l'indice des prix des exportations d'un pays à l'indice des prix de ces importations. Les termes de l'échange s'améliorent dans le temps ($\tau > 100$) si une économie exporte une quantité moindre de marchandises pour se procurer la même quantité de biens importés (*en d'autres termes, les mêmes quantités exportées permettent d'acheter une quantité accrue de marchandises importées*). Dans le cas inverse, les termes de l'échange se dégradent ($\tau < 100$).

TABLEAU 07

ÉVOLUTION CUMULÉE DES TERMES DE L'ÉCHANGE
ENTRE 2005 ET 2013 (BASE 100 EN 2005)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	100,0	98,6	99,1	97,6	101,6	99,5	97,3	96,9	98,2
AUTRICHE	AT	100	99,4	98,5	97,1	98,6	97,4	95,4	94,3	94,8
BELGIQUE	BE	100,0	99,3	99,5	97,1	100,5	98,9	97,6	97,4	97,5
BULGARIE	BG	100,0	104,5	104,4	103,9	105,5	108,1	108,2	107,3	107,4
CHYPRE	CY	100,0	100,7	102,6	101,7	101,2	101,3	101,1	100,5	100,0
DANEMARK	DK	100,0	99,8	99,4	100,9	100,4	104,0	101,6	101,5	103,2
ESPAGNE	ES	100,0	100,3	100,8	98,9	103,0	100,7	97,6	95,4	96,0
ESTONIE	EE	100,0	102,0	105,0	104,1	105,4	103,3	102,3	101,4	102,7
FINLANDE	FI	100,0	96,8	96,6	94,7	95,9	93,8	92,1	91,0	91,1
FRANCE	FR	100,0	98,5	99,7	99,0	101,8	100,3	98,1	97,4	98,1
GRÈCE	GR	100,0	99,8	100,0	98,9	98,2	98,6	97,6	96,2	96,6
HONGRIE	HU	100,0	98,6	99,0	98,3	99,0	99,0	97,6	96,6	97,2
IRLANDE	IE	100,0	99,2	97,7	95,5	97,2	95,7	93,2	93,5	93,3
ITALIE	IT	100,0	96,9	97,9	95,9	101,3	97,6	94,8	93,7	95,6
LETONIE	LV	100,0	98,9	103,6	101,5	101,8	102,0	105,2	102,2	102,6
LITUANIE	LT	100,0	97,1	97,9	100,8	96,2	97,0	96,1	95,4	95,4
LUXEMBOURG	LU	100,0	102,0	102,5	102,0	102,4	104,9	105,5	105,7	107,1
MALTE	MT	100,0	100,1	100,8	99,4	98,6	99,0	100,0	99,9	100,6
PAYS-BAS	NL	100,0	99,6	99,4	99,5	99,4	98,3	98,4	97,8	98,4
POLOGNE	PL	100,0	99,9	101,6	99,8	103,3	101,9	100,0	98,7	100,1
PORTUGAL	PT	100,0	100,5	101,2	98,7	103,4	102,8	101,0	101,1	102,3
RÉP. TCHÈQUE	CZ	100,0	97,6	98,4	97,0	98,9	97,0	95,4	94,9	96,2
ROUMANIE	RO	100,0	105,8	116,3	119,6	121,2	122,5	124,4	127,9	127,1
ROYAUME-UNI	GB	100,0	99,5	99,4	98,6	98,0	97,6	96,1	95,8	96,7
SLOVAQUIE	SK	100,0	98,6	97,5	96,0	95,0	94,5	93,2	92,1	91,7
SLOVÉNIE	SI	100,0	99,5	100,4	98,9	102,6	98,5	97,1	96,2	97,0
SUÈDE	SE	100,0	99,7	101,0	100,6	101,2	100,6	100,1	99,6	99,7
UE	EU									
ZONE EURO	EZ									

SOURCE
COMMISSION EUROPÉENNE AMECO



01 / 05 PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR SALAIRES

Le niveau des prélèvements obligatoires qui pèsent sur le facteur travail se mesure à travers la différence entre le coût salarial total pour l'employeur et le salaire net touché par le salarié. Ces prélèvements obligatoires tiennent compte des prélèvements sociaux (*contributions sociales patronales et contributions sociales salariales*), de l'imposition directe sur les salaires et de l'ensemble des transferts sociaux au bénéfice des salariés en fonction de leur situation familiale (*prestations familiales*).

Cet indicateur prend en considération deux types de situations :

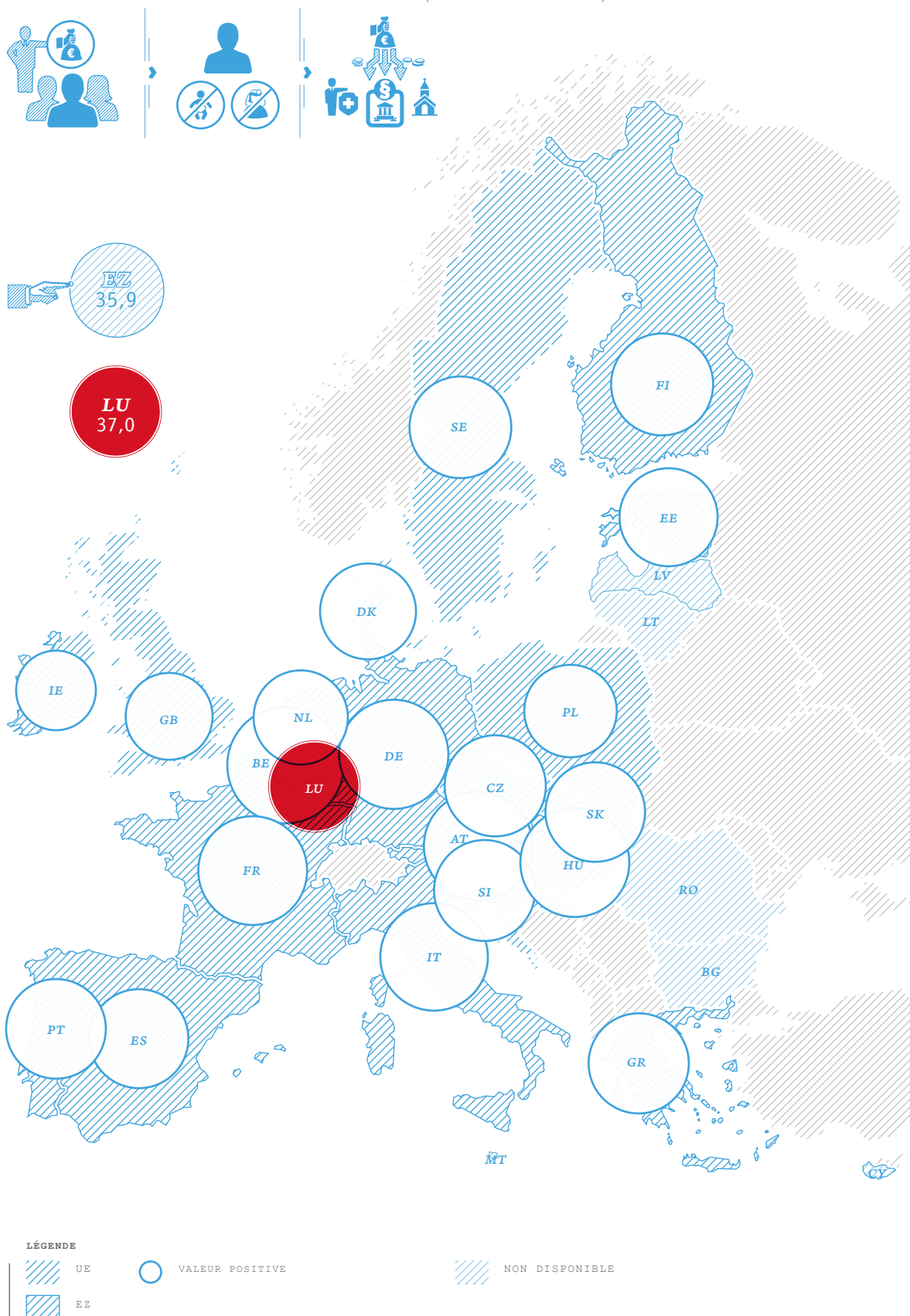
- » un célibataire sans enfant percevant 100% du salaire moyen de chaque pays considéré et
- » un couple marié avec 2 enfants percevant 100% du salaire moyen de chaque pays considéré.

TABLEAU 08

ÉVOLUTION DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR SALAIRES POUR UN CÉLIBATAIRE SANS ENFANT ET DISPOSANT D'UN REVENU TOTAL ÉGAL À 100% DU SALAIRE MOYEN DE SON PAYS ENTRE 2005 ET 2013 (EN % DU COÛT TOTAL DU TRAVAIL)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	52,1	52,3	51,8	51,3	50,8	49,1	49,7	49,6	49,3
AUTRICHE	AT	48,3	48,1	48,5	48,8	49,0	48,0	48,2	48,5	48,8
BELGIQUE	BE	55,5	55,5	55,6	55,9	55,7	55,9	56,1	56,0	55,8
BULGARIE	BG									
CHYPRE	CY									
DANEMARK	DK	40,9	41,0	41,1	40,9	39,5	38,3	38,4	38,6	38,2
ESPAGNE	ES	39,0	39,1	39,0	38,0	38,3	39,8	40,0	40,6	40,7
ESTONIE	EE	39,9	39,0	39,0	38,4	39,2	40,1	40,3	40,4	39,9
FINLANDE	FI	44,4	44,0	43,9	43,8	42,5	42,3	42,4	42,6	43,1
FRANCE	FR	50,5	49,8	49,8	49,8	49,8	49,9	50,0	50,1	48,9
GRÈCE	GR	41,3	42,3	42,1	41,5	41,3	40,1	43,2	42,9	41,6
HONGRIE	HU	51,1	51,9	54,5	54,1	53,1	46,6	49,5	49,5	49,0
IRLANDE	IE	23,5	23,0	22,2	22,3	24,7	25,8	25,8	25,9	26,6
ITALIE	IT	45,9	46,1	46,4	46,7	46,8	47,2	47,6	47,7	47,8
LETONIE	LV									
LITUANIE	LT									
LUXEMBOURG	LU	34,7	35,3	36,3	34,7	33,9	34,3	36,3	35,9	37,0
MALTE	MT									
PAYS-BAS	NL	38,9	38,4	38,7	39,2	38,0	38,1	38,0	38,7	36,9
POLOGNE	PL	38,7	39,0	38,2	34,7	34,1	34,2	34,3	35,5	35,6
PORTUGAL	PT	36,8	37,5	37,3	37,0	36,5	37,1	38,0	37,6	41,2
RÉP. TCHÈQUE	CZ	43,7	42,5	42,9	43,4	42,0	42,1	42,6	42,5	42,4
ROUMANIE	RO									
ROYAUME-UNI	GB	33,9	34,0	34,1	32,8	32,4	32,6	32,5	32,1	31,5
SLOVAQUIE	SK	38,0	38,3	38,4	38,8	37,7	37,9	38,8	39,6	41,1
SLOVÉNIE	SI	45,6	45,3	43,3	42,9	42,2	42,5	42,7	42,5	42,3
SUÈDE	SE	48,1	47,8	45,3	44,8	43,2	42,8	42,8	42,9	42,9
UE	EU									
ZONE EURO	EZ	36,1	36,1	36,2	35,7	35,1	35,1	35,6	35,7	35,9

SOURCE
OCDE



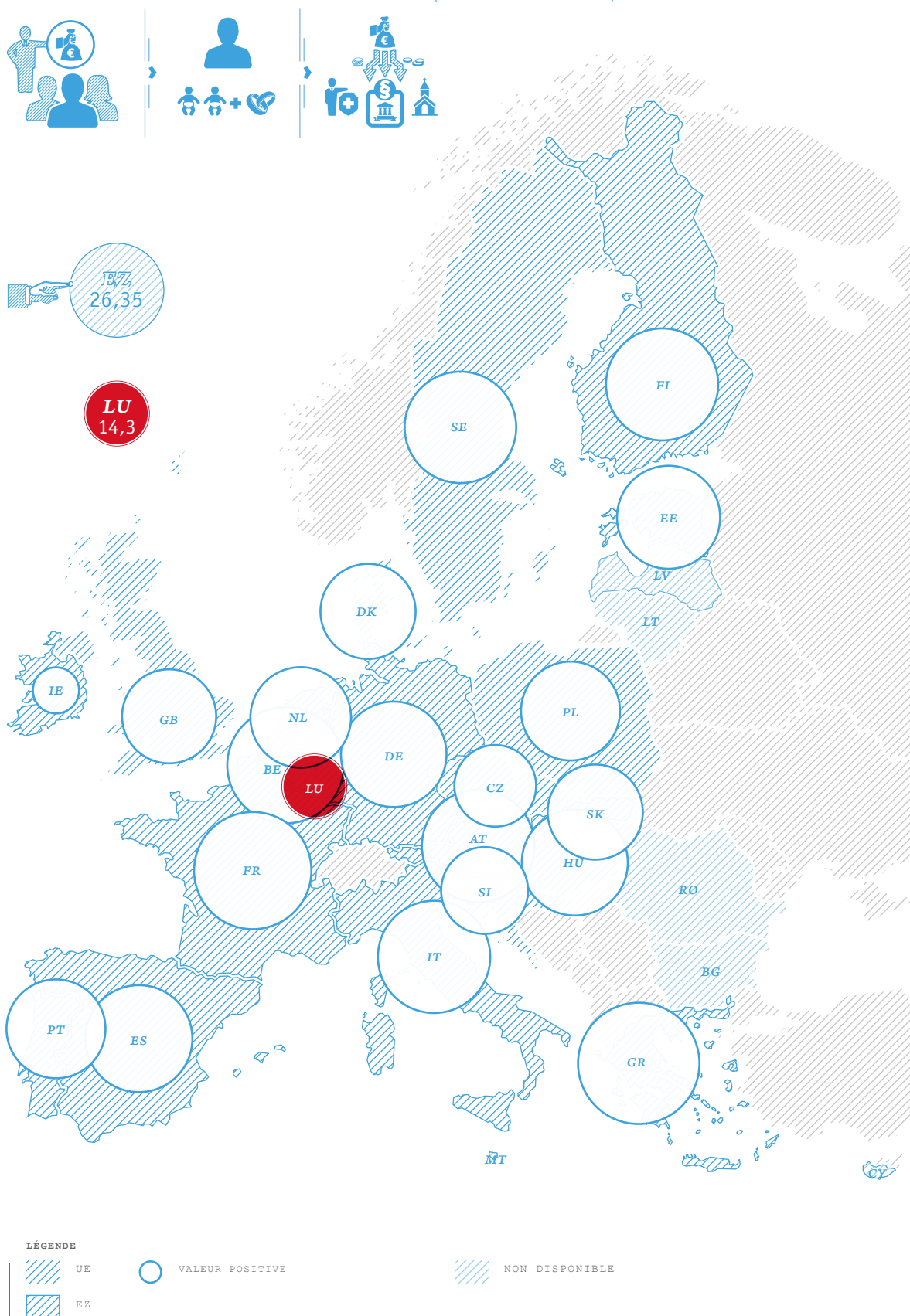
01 / 05 PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR SALAIRES

TABLEAU 09

ÉVOLUTION DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES SUR SALAIRES POUR UN COUPLE MARIÉ
AYANT 2 ENFANTS ET DISPOSANT D'UN REVENU TOTAL ÉGAL À 100% DU SALAIRE MOYEN DE
SON PAYS ENTRE 2005 ET 2013 (EN % DU COÛT TOTAL DU TRAVAIL)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	35,4	35,8	35,5	35,2	33,6	32,6	33,8	34,0	33,8
AUTRICHE	AT	36,3	37,0	37,7	38,2	36,0	36,4	37,3	37,9	38,4
BELGIQUE	BE	40,3	40,3	40,3	40,6	40,4	41,2	41,4	41,3	41,0
BULGARIE	BG									
CHYPRE	CY									
DANEMARK	DK	28,9	29,1	29,4	29,3	28,7	27,2	27,6	27,8	27,6
ESPAGNE	ES	33,4	33,6	32,9	32,0	32,4	34,0	34,3	34,7	34,8
ESTONIE	EE	30,7	27,3	29,5	26,8	29,9	31,0	31,8	32,4	32,3
FINLANDE	FI	38,0	38,0	38,2	38,4	37,2	37,1	37,2	37,4	38,1
FRANCE	FR	42,2	42,4	42,5	42,5	42,7	42,9	43,0	43,1	41,6
GRÈCE	GR	42,5	43,7	42,4	41,8	41,6	40,4	44,2	43,9	44,5
HONGRIE	HU	40,6	41,2	44,0	43,9	43,2	36,7	33,1	34,2	34,1
IRLANDE	IE	5,7	1,9	4,0	3,8	2,8	4,7	5,6	6,1	6,8
ITALIE	IT	36,3	36,6	35,7	36,6	36,9	37,8	38,4	38,7	38,2
LETONIE	LV									
LITUANIE	LT									
LUXEMBOURG	LU	10,9	11,4	12,7	11,2	11,1	11,6	13,7	13,5	14,3
MALTE	MT									
PAYS-BAS	NL	29,7	29,1	29,6	30,3	29,7	30,8	31,1	32,3	30,8
POLOGNE	PL	37,1	37,4	32,4	28,4	28,4	28,4	28,4	29,6	29,8
PORTUGAL	PT	27,5	28,3	27,7	26,3	25,4	26,3	27,3	27,9	29,8
RÉP. TCHÈQUE	CZ	27,0	26,0	21,3	20,8	20,9	21,1	22,2	21,0	20,5
ROUMANIE	RO									
ROYAUME-UNI	GB	27,9	28,0	28,4	26,9	26,2	26,5	26,4	27,6	27,0
SLOVAQUIE	SK	22,2	23,0	23,9	25,3	22,8	22,9	24,9	25,8	27,6
SLOVÉNIE	SI	24,2	24,2	24,5	23,1	22,1	22,9	23,2	23,2	23,1
SUÈDE	SE	42,6	41,6	39,4	39,2	37,7	37,2	37,4	37,6	37,7
UE	EU									
ZONE EURO	EZ	26,91	26,44	26,31	25,65	24,98	25,16	25,78	26,1	26,35

SOURCE
OCDE



01 / 06 IMPÔT DES SOCIÉTÉS

////////////////////.

L'impôt des sociétés est calculé sur la base des bénéfices nets (*assiette*) des entreprises. L'assiette est fixée par rapport à ce qui est considéré comme imposable. Une politique avantageuse en matière d'impôt des sociétés peut stimuler l'investissement du secteur privé.

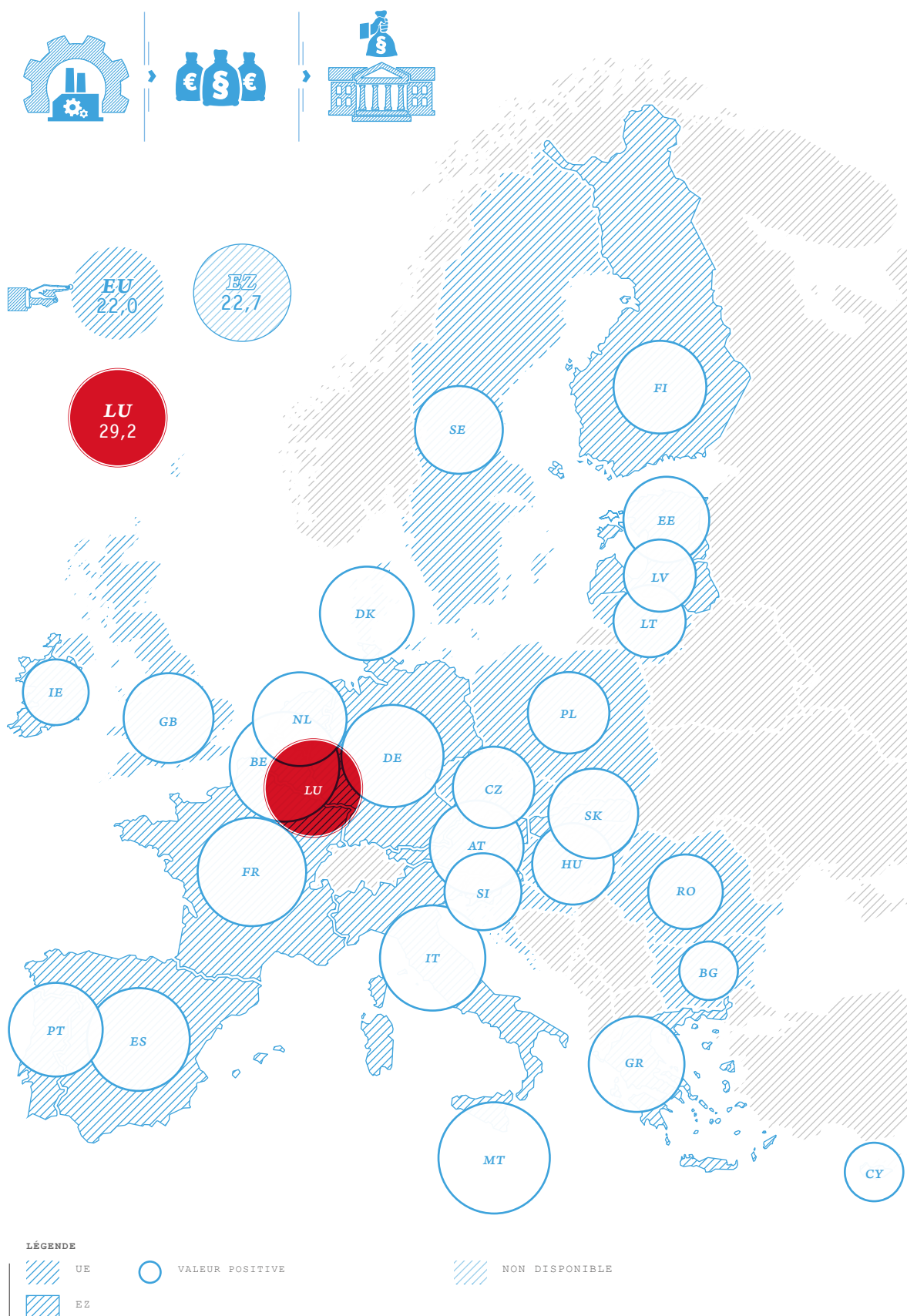
Par exemple, un faible taux d'imposition permet aux entreprises de dégager une plus grande marge bénéficiaire; ce qui peut d'une part inciter les entreprises à réinvestir leurs profits et d'autre part attirer des investisseurs étrangers.

TABLEAU 10

ÉVOLUTION DU TAUX D'IMPÔT DES SOCIÉTÉS ENTRE 2005 ET 2013

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	38,3	38,3	38,4	29,5	29,4	29,4	29,4	29,5	29,6
AUTRICHE	AT	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
BELGIQUE	BE	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
BULGARIE	BG	15,0	15,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
CHYPRE	CY	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
DANEMARK	DK	28,0	28,0	28,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
ESPAGNE	ES	35,0	35,0	32,5	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0
ESTONIE	EE	24,0	23,0	22,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0
FINLANDE	FI	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	26,0	24,5	24,5
FRANCE	FR	33,8	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3
GRÈCE	GR	32,0	29,0	25,0	25,0	25,0	24,0	20,0	20,0	26,0
HONGRIE	HU	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	19,0	19,0	19,0	19,0
IRLANDE	IE	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5	12,5
ITALIE	IT	37,3	37,3	37,3	31,4	31,4	31,4	31,4	31,4	31,4
LETTONIE	LV	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
LITUANIE	LT	15,0	15,0	15,0	15,0	20,0	20,0	15,0	15,0	15,0
LUXEMBOURG	LU	30,4	29,6	26,6	29,6	28,6	28,6	28,8	28,8	29,2
MALTE	MT	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0
PAYS-BAS	NL	31,5	29,6	25,5	25,5	25,5	25,5	25,0	25,0	25,0
POLOGNE	PL	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0
PORTUGAL	PT	27,5	27,5	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
RÉP. TCHÈQUE	CZ	26,0	24,0	24,0	21,0	20,0	20,0	19,0	19,0	19,0
ROUMANIE	RO	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0
ROYAUME-UNI	GB	30,0	30,0	30,0	28,0	28,0	28,0	26,0	24,0	23,0
SLOVAQUIE	SK	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	23,0
SLOVÉNIE	SI	25,0	25,0	23,0	22,0	21,0	20,0	20,0	18,0	17,0
SUÈDE	SE	28,0	28,0	28,0	28,0	26,3	26,3	26,3	26,3	22,0
UE	EU	25,3	24,8	24,0	23,2	23,1	22,9	22,7	22,5	22,7

SOURCE
KPMG'S CORPORATE TAX RATES TABLE



01 / 07 TAUX DE TVA STANDARD

/////////////////.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est une taxe indirecte sur la consommation. La TVA est collectée par les entreprises et fait partie intégrante des prix affichés des produits ou des services.

Les différences entre les taux de TVA peuvent donner un avantage aux entreprises et aux consommateurs : toutes choses égales par ailleurs, le prix final pour un produit ou service donné sera moindre dans un pays appliquant un taux plus faible.

Des prix plus bas augmentent également le pouvoir d'achat. Le choix du consommateur de dépenser ses revenus dans un pays plutôt que dans un autre prend toute son importance dans les régions frontalières.

TABLEAU 11

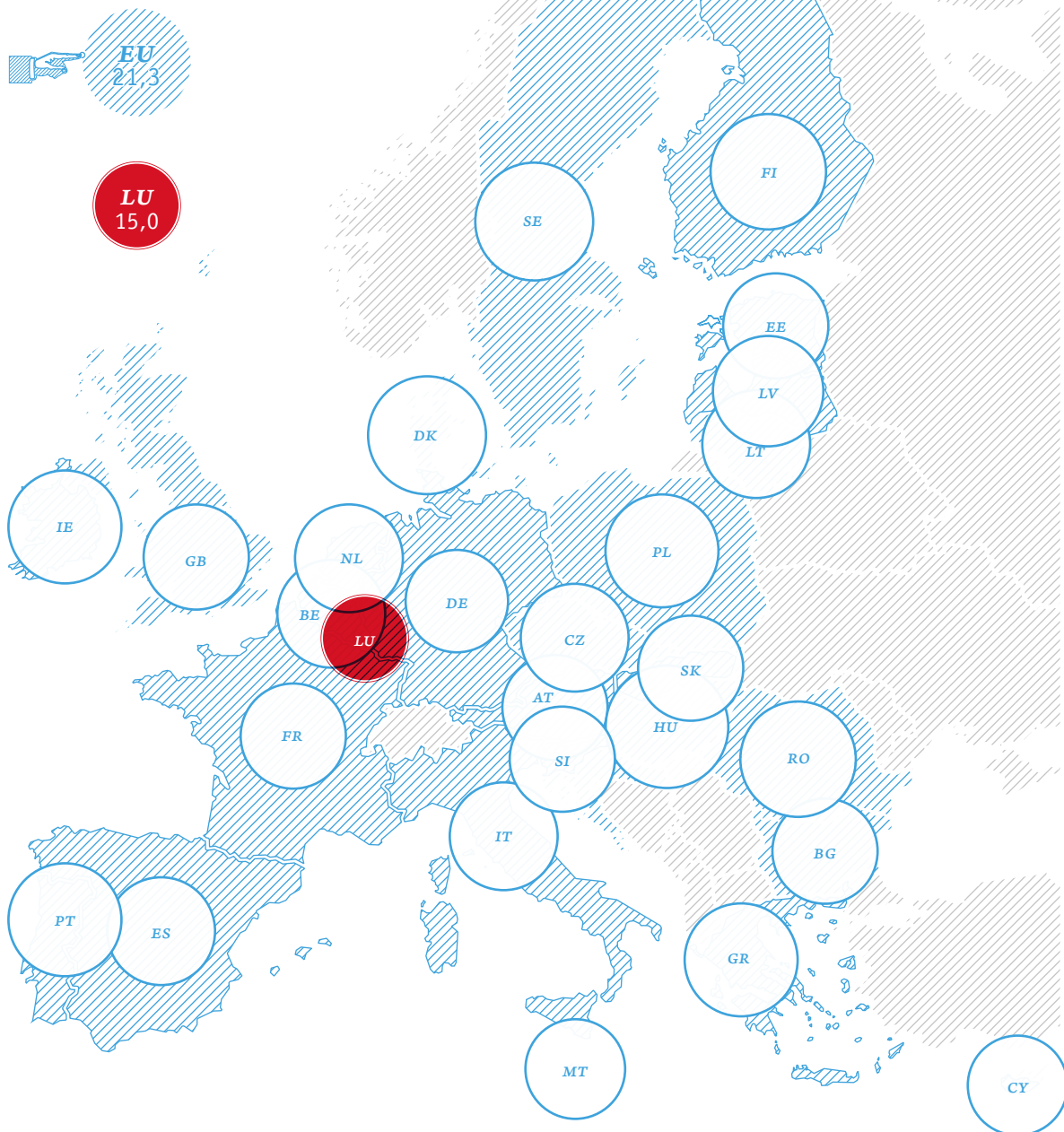
ÉVOLUTION DU TAUX DE TVA STANDARD ENTRE 2005 ET 2013 (EN %)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	16,0	16,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0
AUTRICHE	AT	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
BELGIQUE	BE	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0	21,0
BULGARIE	BG	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
CHYPRE	CY	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	17,0	18,0
DANEMARK	DK	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
ESPAGNE	ES	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	18,0	18,0	18,0	21,0
ESTONIE	EE	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	20,0	20,0	20,0	20,0
FINLANDE	FI	22,0	22,0	22,0	22,0	22,0	23,0	23,0	23,0	24,0
FRANCE	FR	19,6	19,6	19,6	19,6	19,6	19,6	19,6	19,6	19,6
GRÈCE	GR	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	21,0	23,0	23,0	23,0
HONGRIE	HU	25,0	20,0	20,0	20,0	20,0	25,0	25,0	27,0	27,0
IRLANDE	IE	21,0	21,0	21,0	21,0	21,5	21,0	21,0	23,0	23,0
ITALIE	IT	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	21,0	21,0
LETTONIE	LV	18,0	18,0	18,0	18,0	21,0	21,0	22,0	22,0	22,0
LITUANIE	LT	18,0	18,0	18,0	18,0	19,0	21,0	21,0	21,0	21,0
LUXEMBOURG	LU	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0
MALTE	MT	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0
PAYS-BAS	NL	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	21,0
POLOGNE	PL	22,0	22,0	22,0	22,0	22,0	22,0	23,0	23,0	23,0
PORTUGAL	PT	21,0	21,0	21,0	21,0	20,0	20,0	23,0	23,0	23,0
RÉP. TCHÈQUE	CZ	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	20,0	20,0	20,0	21,0
ROUMANIE	RO	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	24,0	24,0	24,0
ROYAUME-UNI	GB	17,5	17,5	17,5	17,5	15,0	17,5	20,0	20,0	20,0
SLOVAQUIE	SK	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	19,0	20,0	20,0	20,0
SLOVÉNIE	SI	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
SUÈDE	SE	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0
UE	EU	19,6	19,4	19,5	19,5	19,5	20,2	20,7	21,0	21,3

SOURCE
COMMISSION EUROPÉENNE



« Le taux de TVA au Luxembourg est le plus faible de l'UE. Au 1.1.2015, le taux de TVA au Luxembourg augmentera de 2% »



LÉGENDE



○ VALEUR POSITIVE

NON DISPONIBLE

01 / 08 PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ

////////////////.

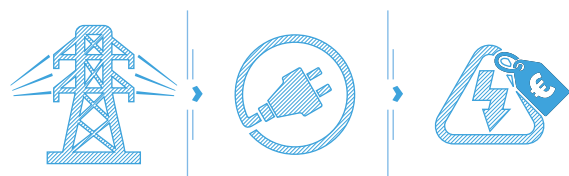
Cet indicateur présente les prix de l'électricité facturés aux consommateurs finaux. Les prix de l'électricité pour les consommateurs industriels sont définis de la façon suivante : Prix hors taxes national moyen en euro par kWh au premier semestre de chaque année pour les industriels de taille moyenne et correspond à une consommation annuelle de 500 à 2 000 MWh.

TABLEAU 12

ÉVOLUTION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ POUR LES INDUSTRIES DE TAILLE MOYENNE
ENTRE 2005 ET 2013 (EN EURO PAR KWH HORS TAXES)

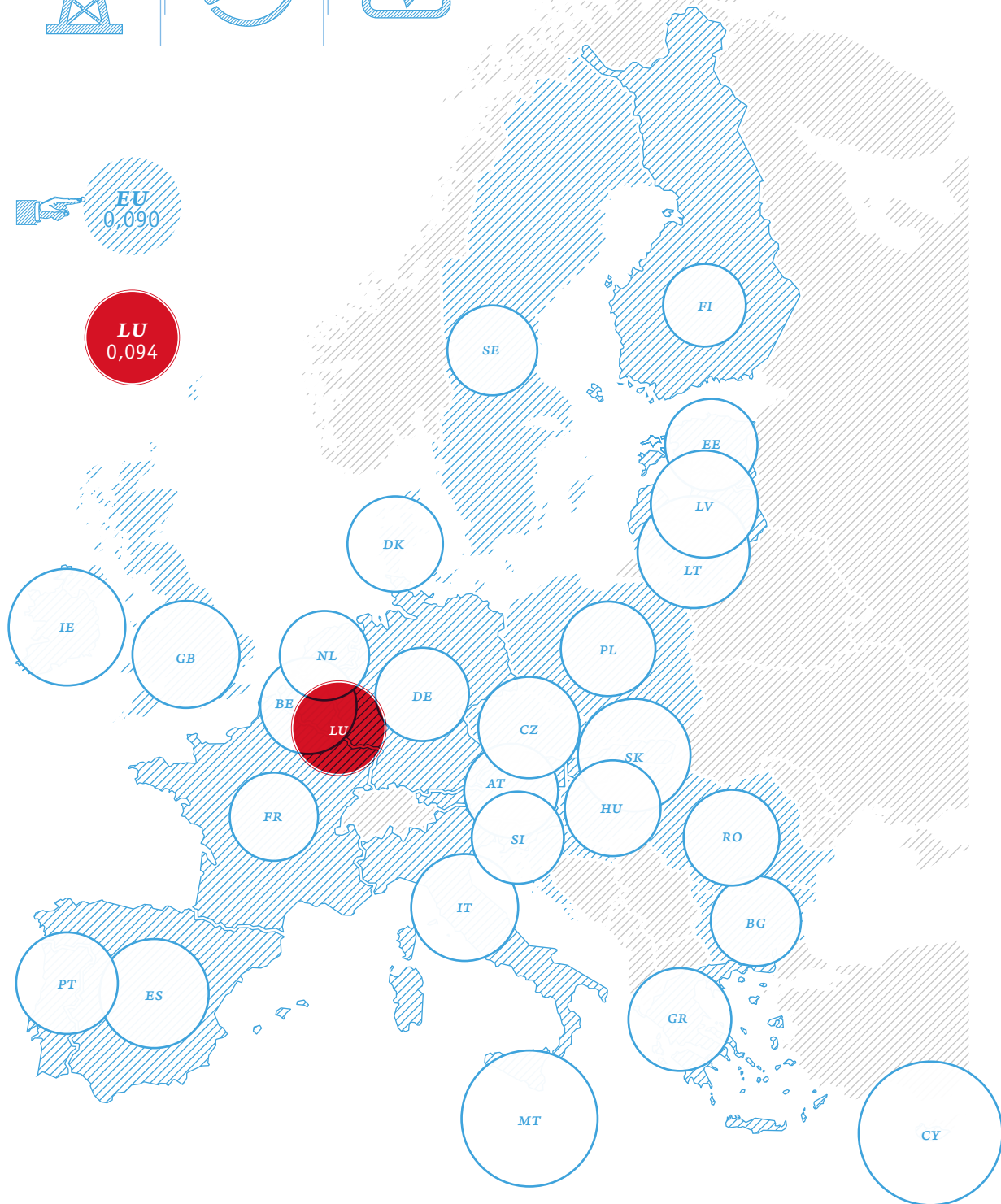
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	0,0780	0,0871	0,0946	0,0929	0,0975	0,0921	0,0900	0,0895	0,0860
AUTRICHE	AT	0,0621	0,0653	0,0786	0,0897	0,0991	0,0922	0,0917	0,0905	0,0871
BELGIQUE	BE	0,0695	0,0830	0,0880	0,0988	0,1026	0,0943	0,0977	0,0950	0,0914
BULGARIE	BG	0,0429	0,0460	0,0465	0,0557	0,0639	0,0639	0,0638	0,0684	0,0803
CHYPRE	CY	0,0787	0,1114	0,1048	0,1405	0,1164	0,1483	0,1605	0,2171	0,2002
DANEMARK	DK	0,0646	0,0724	0,0638	0,0785	0,0738	0,0848	0,0875	0,0829	0,0898
ESPAGNE	ES	0,0686	0,0721	0,0810	0,0915	0,1098	0,1110	0,1082	0,1152	0,1165
ESTONIE	EE	0,0472	0,0511	0,0534	0,0514	0,0587	0,0573	0,0616	0,0647	0,0842
FINLANDE	FI	0,0527	0,0517	0,0542	0,0614	0,0663	0,0667	0,0686	0,0684	0,0679
FRANCE	FR	0,0533	0,0533	0,0541	0,0599	0,0667	0,0687	0,0722	0,0809	0,0771
GRÈCE	GR	0,0645	0,0668	0,0698	0,0861	0,0948	0,0855	0,0917	0,1006	0,1040
HONGRIE	HU	0,0701	0,0753	0,0812	0,1119	0,1221	0,1037	0,0978	0,1000	0,0904
IRLANDE	IE	0,0896	0,0998	0,1125	0,1302	0,1206	0,1118	0,1121	0,1293	0,1331
ITALIE	IT	0,0843	0,0934	0,1027				0,1145	0,1151	0,1122
LETTONIE	LV	0,0409	0,0409	0,0443	0,0660	0,0896	0,0890	0,0984	0,1103	0,1125
LITUANIE	LT	0,0498	0,0498	0,0548	0,0829	0,0924	0,0991	0,1045	0,1135	0,1228
LUXEMBOURG	LU	0,0752	0,0845	0,0963	0,0927	0,1096	0,0956	0,0960	0,1007	0,0940
MALTE	MT	0,0706	0,0711	0,0897	0,1221	0,1506	0,1800	0,1800	0,1800	0,1800
PAYS-BAS	NL	0,0806	0,0855	0,0920	0,0910	0,0985	0,0865	0,0822	0,0805	0,0789
POLOGNE	PL	0,0506	0,0543	0,0541	0,0814	0,0857	0,0929	0,0963	0,0869	0,0883
PORTUGAL	PT	0,0713	0,0817	0,0860	0,0782	0,0919	0,0896	0,0903	0,1050	0,1015
RÉP. TCHÈQUE	CZ	0,0601	0,0731	0,0783	0,1095	0,1057	0,1022	0,1097	0,1028	0,1012
ROUMANIE	RO	0,0769	0,0773	0,0842	0,0886	0,0811	0,0850	0,0803	0,0833	0,0904
ROYAUME-UNI	GB	0,0570	0,0799	0,0950	0,0937	0,1077	0,0947	0,0939	0,1097	0,1124
SLOVAQUIE	SK	0,0703	0,0773	0,0932	0,1151	0,1416	0,1161	0,1233	0,1273	0,1242
SLOVÉNIE	SI	0,0611	0,0651	0,0750	0,0904	0,0987	0,0917	0,0889	0,0872	0,0838
SUÈDE	SE	0,0462	0,0587	0,0626	0,0688	0,0662	0,0800	0,0887	0,0804	0,0799
UE	EU	0,0672	0,0752	0,0820	0,0880	0,0956	0,0915	0,0929	0,0957	0,0940

SOURCE
EUROSTAT



EU
0,090

LU
0,094



LÉGENDE

UE
 EZ

VALEUR POSITIVE

NON DISPONIBLE

01 / 09 PRIX DU GAZ

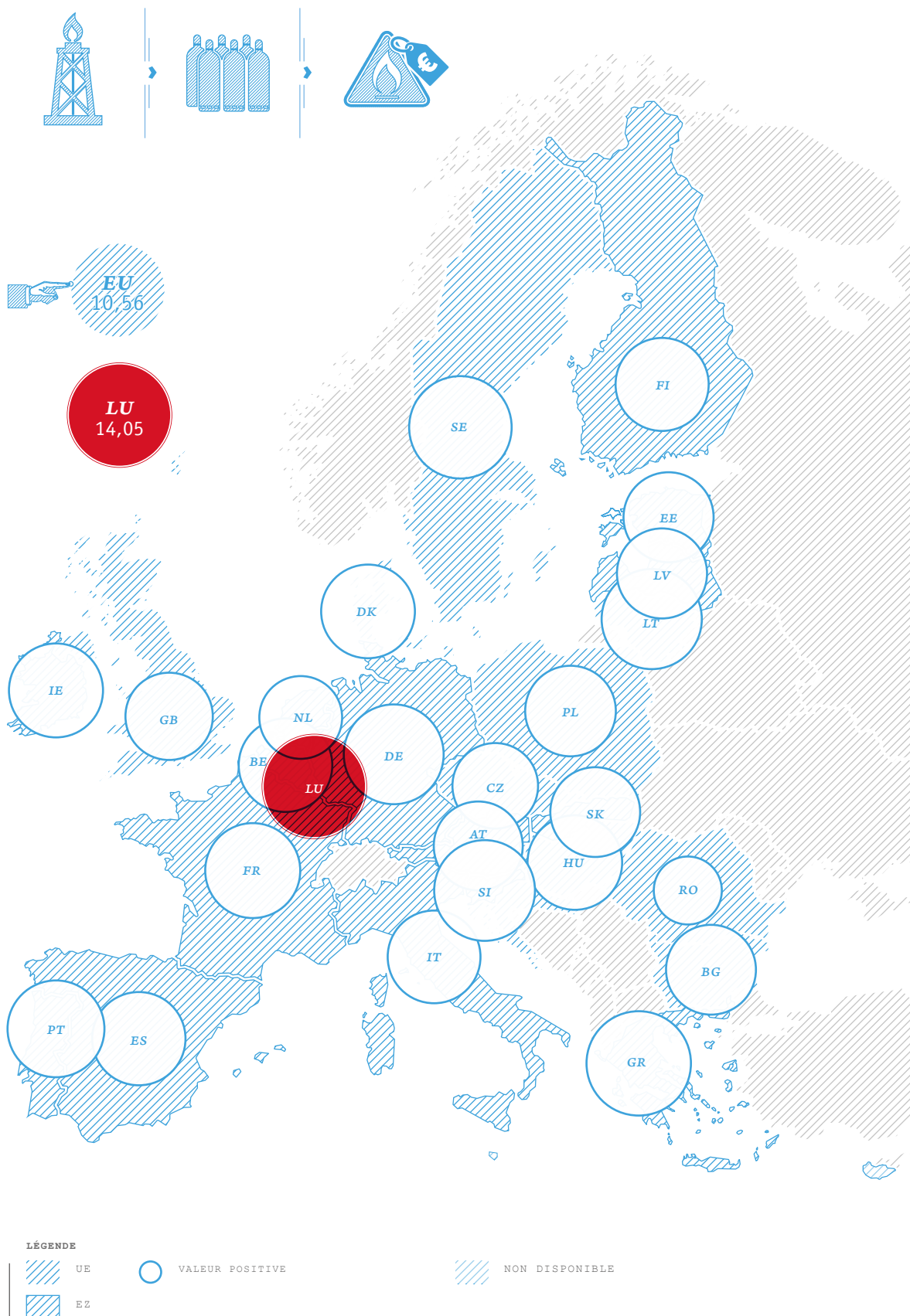
////////////////.

Cet indicateur présente les prix du gaz naturel facturés aux consommateurs finaux. Les prix du gaz naturel pour les consommateurs industriels sont définis de la façon suivante : Prix hors taxes national moyen en euro par Giga-Joule au premier semestre de chaque année pour les industriels de taille moyenne et correspond à une consommation annuelle de 10.000 à 100.000 GJ).

TABLEAU 13

ÉVOLUTION DU PRIX DU GAZ POUR LES INDUSTRIES DE TAILLE MOYENNE
ENTRE 2005 ET 2013 (EN EURO PAR GIGA-JOULE HORS TAXES)

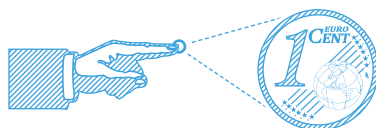
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	7,7600	10,4700	12,1500	11,2800	10,8600	8,9800	9,6500	9,2700	12,16
AUTRICHE	AT	6,1400	8,3400	8,9100		8,3000	9,0100	8,9700	9,7000	9,70
BELGIQUE	BE	5,2700	7,0600	6,8900	8,9800	8,7300	7,6400	8,7200	9,1700	10,71
BULGARIE	BG	3,7773	4,5020	5,2173	5,7163	8,7432	6,6622	7,9763	10,0317	9,89
DANEMARK	DK	6,0077	6,1651	5,7688		7,3820	6,6540	9,4311	9,9032	10,74
ESPAGNE	ES	4,6832	7,2400	7,0736	7,6140	8,7020	7,7023	8,0900	10,0300	10,65
ESTONIE	EE	2,7520	2,8447	3,6909	6,7774	7,3011	7,5019	7,3100	9,8200	9,94
FINLANDE	FI	6,4300	7,3200	7,6100	7,4000	8,0000	7,9000	9,3400	10,8800	10,6
FRANCE	FR	6,2200	8,0600	7,6300	9,0600	9,7600	8,9500	9,8600	10,5100	11,03
GRÈCE	GR									13,27
HONGRIE	HU	5,8067	7,9531	9,4769	9,3887	10,0444	7,9758	8,2595	13,7579	10,94
IRLANDE	IE				11,0500	9,3000	7,6700	9,9000	9,7600	10,81
ITALIE	IT	6,0940	7,0400	8,4580	8,7740	10,4020	7,7800	8,2400	10,5800	10,53
LETTONIE	LV	3,4755	4,0517	5,2903	7,9026	10,8594	7,1585	8,1182	9,9384	9,93
LITUANIE	LT	3,6058	4,4542	6,0208	8,7871	8,7301	8,9116	9,7399	12,4768	12,23
LUXEMBOURG	LU	6,9452	9,0107	9,8540	10,4400	11,0800	10,1300	11,5800	13,9900	14,05
PAYS-BAS	NL	6,3900	8,1400	8,4000	8,1100	9,0000	7,1300	7,5500	7,9900	8,43
POLOGNE	PL	5,3047	6,7668	7,5448	8,3633	7,7331	8,4008	9,1100	9,3590	10,06
PORTUGAL	PT	6,0300	7,6300	7,7600	8,6900	9,8100	7,6200	9,3800	11,0900	11,46
RÉP. TCHÈQUE	CZ	5,1086	7,3407	6,5320	8,5375	8,9816	8,2283	8,3566	8,9691	8,99
ROUMANIE	RO	3,6785	6,2335	7,3193	6,2327	4,6996	4,1150	4,2302	5,2855	5,75
ROYAUME-UNI	GB	5,8110	8,9172	10,5515	7,2911	7,6862	5,9426	6,4724	8,2459	9,35
SLOVAQUIE	SK	5,0813	7,6550	7,9998	8,9164	11,1200	8,7390	9,2200	10,6000	9,88
SLOVÉNIE	SI	5,0965	7,1692	7,3300	9,3300	11,3400	10,8766	11,1900	14,8000	12,38
SUÈDE	SE	8,0795	11,1480	11,0579	12,4898	9,2995	10,3179	11,7050	12,4562	12,79
UE	EU	6,0100	8,1100	8,8700	8,9000	9,3200	7,9200	8,5400	9,5200	10,56



02



INDICATEURS DE COMPÉTITIVITÉ HORS COÛT



INDICATEURS

10	FORMATION DE DEUXIÈME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
11	DÉPENSES ANNUELLES D'ÉDUCATION PAR ÉLÈVE
12	FORMATION D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
13	FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE
14	DÉPENSE INTÉRIEURE BRUTE DE R&D (DIRD)
15	NOMBRE DE CHERCHEURS POUR 1 000 ACTIFS
16	NOMBRE DE PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES PAR MILLION D'HABITANTS
17	PROPENSION À ENTREPRENDRE

Une part importante de la compétitivité d'un pays repose sur des éléments hors coût, essentiellement liés à la qualité des produits et à l'innovation.

En effet, il existe des gains de spécialisation pour tous les pays, indépendamment du type d'activités dans lesquelles ils se spécialisent. Les spécialisations des pays sont le reflet de l'orientation des appareils productifs. Ce sont ces types de spécialisation qui sont les garants d'une plus importante progression des revenus.

Privilégier la qualité des produits signifie développer un positionnement de gamme élevé, une spécialisation dans les produits de hautes technologies et développer des services en s'appuyant sur l'effet amplificateur des technologies de l'information et de la communication.

Pour ces raisons, un pays comme le Luxembourg doit impérativement mettre en place une stratégie de développement compétitif s'appuyant, non seulement sur le renforcement de sa compétitivité-coût, mais également sur d'autres facteurs tels que le développement de l'esprit d'entreprise, l'amélioration qualitative des systèmes d'éducation initiale, de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie, l'encouragement à l'innovation sous toutes ses formes et le soutien à la recherche-développement dans les secteurs publics et privés.

02 / 10 FORMATION DE DEUXIÈME CYCLE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Cet indicateur révèle le pourcentage de la population adulte (25-64 ANS) ayant terminé au moins le cycle secondaire supérieur.

L'éducation, la formation professionnelle et la formation continue jouent un rôle primordial dans la stratégie économique et sociale de l'Europe et des différents Etats membres.

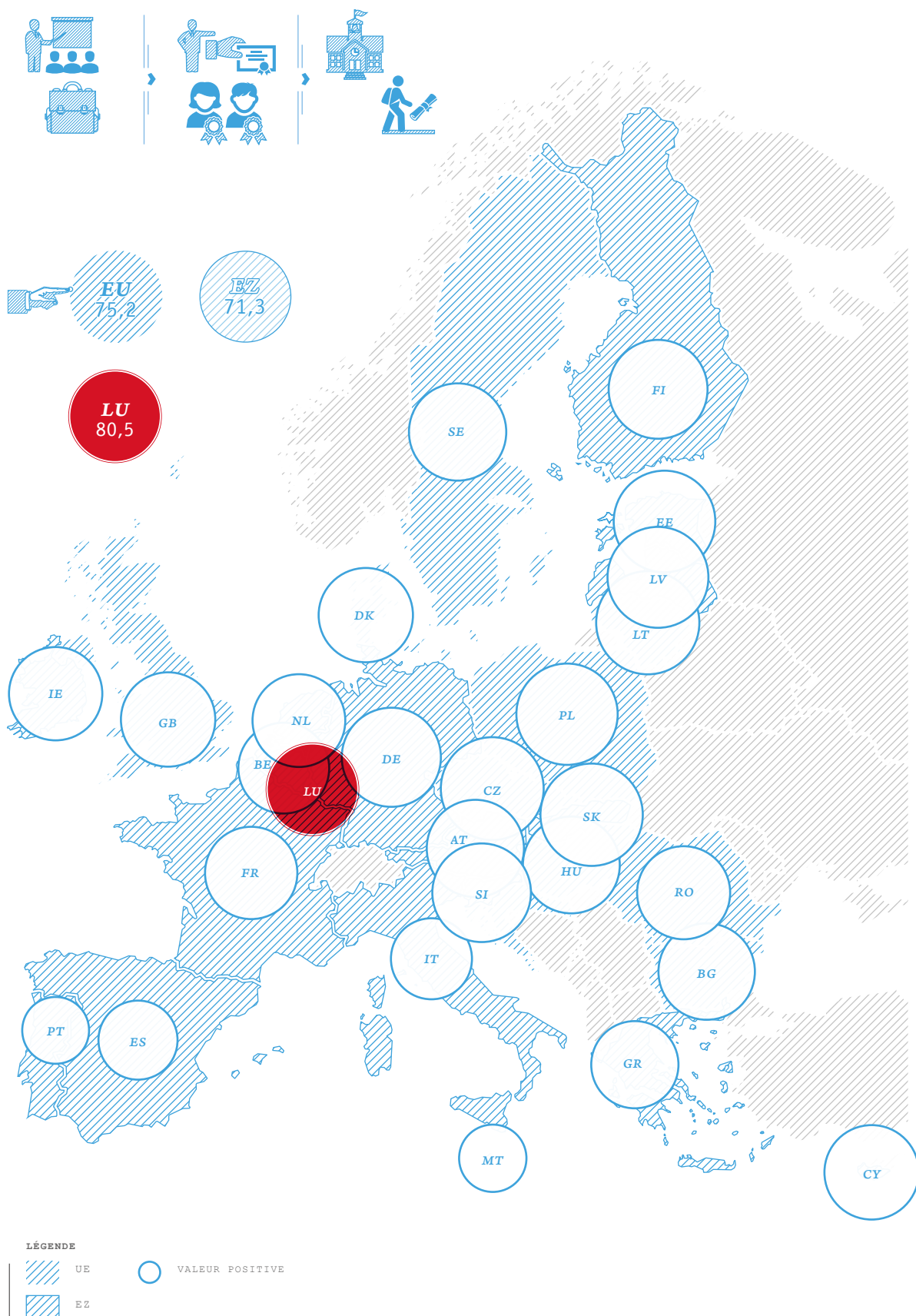
Pour être compétitif, un pays a besoin d'un système d'enseignement qui dispense une formation initiale hautement qualitative donnant accès à une qualification digne d'intégrer le marché primaire du travail ou à des études de niveau universitaire. Il s'agit d'offrir aux jeunes la meilleure perspective de vie active possible et d'éviter qu'ils ne se retrouvent dans une situation d'exclusion du marché primaire du travail avec toutes les conséquences sociales que cela implique.

TABLEAU 14

ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE PERSONNES AYANT TERMINÉ AU MOINS LE CYCLE SECONDAIRE SUPÉRIEUR ENTRE 2005 ET 2013 (EN % DE LA POPULATION ÂGÉE ENTRE 25 ET 64 ANS)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	83,1	83,2	84,4	85,3	85,5	85,8	86,3	86,3	86,3
AUTRICHE	AT	80,6	80,3	80,1	81,0	81,9	82,5	82,5	83,1	83,1
BELGIQUE	BE	66,1	66,9	68,0	69,6	70,6	70,5	71,3	71,6	72,8
BULGARIE	BG	72,5	75,5	77,4	77,5	77,9	79,4	80,0	81,0	81,8
CHYPRE	CY	66,6	69,5	72,1	73,1	72,4	74,1	75,2	77,4	78,5
DANEMARK	DK	81,0	75,5	74,6	74,6	76,3	76,5	76,9	77,9	78,3
ESPAGNE	ES	48,5	49,4	50,4	51,0	51,5	52,6	53,8	54,4	55,5
ESTONIE	EE	89,1	88,5	89,1	88,5	88,9	89,2	88,9	89,8	90,6
FINLANDE	FI	78,8	79,6	80,5	81,1	82,0	83,0	83,7	84,8	85,9
FRANCE	FR	66,7	67,3	68,5	69,6	70,3	70,8	71,6	72,5	75,1
GRÈCE	GR	60,0	59,0	59,8	61,1	61,2	62,5	64,5	65,7	67,2
HONGRIE	HU	76,4	78,1	79,2	79,7	80,6	81,3	81,8	82,1	82,5
IRLANDE	IE	65,2	66,6	68,1	70,0	71,2	72,8	73,6	74,6	76,7
ITALIE	IT	50,4	51,3	52,3	53,3	54,3	55,2	56,0	57,2	58,2
LETONIE	LV	84,5	84,5	85,0	85,8	86,8	88,5	87,9	89,1	89,4
LITUANIE	LT	87,6	88,3	88,9	90,6	91,3	92,0	93,0	93,4	93,4
LUXEMBOURG	LU	65,9	65,5	65,7	67,9	77,3	77,7	77,3	78,3	80,5
MALTE	MT	25,3	26,1	26,7	27,3	27,7	35,2	38,1	38,1	40,6
PAYS-BAS	NL	71,8	72,4	73,2	73,3	73,4	72,3	72,3	73,2	75,8
POLOGNE	PL	84,8	85,8	86,3	87,1	88,0	88,7	89,1	89,6	90,1
PORTUGAL	PT	26,5	27,6	27,5	28,2	29,9	31,9	35,0	37,6	40,0
RÉP. TCHÈQUE	CZ	89,9	90,3	90,5	90,9	91,4	91,9	92,3	92,5	92,8
ROUMANIE	RO	73,1	74,2	75,0	75,3	74,7	74,3	74,9	75,9	76,3
ROYAUME-UNI	GB	71,8	72,7	73,4	73,4	74,6	76,1	76,4	77,9	78,4
SLOVAQUIE	SK	87,9	88,8	89,1	89,9	90,9	91,0	91,3	91,7	91,9
SLOVÉNIE	SI	80,3	81,6	81,8	82,0	83,3	83,3	84,5	85,0	85,5
SUÈDE	SE	83,6	78,9	79,4	80,0	80,7	81,2	81,6	82,4	83,2
UE	EU	69,4	69,9	70,7	71,3	72,0	72,7	73,4	74,2	75,2
ZONE EURO	EZ	65,0	65,5	66,4	67,2	67,8	68,4	69,3	70,1	71,3

SOURCE
EUROSTAT



02 / 11 DÉPENSES ANNUELLES D'ÉDUCATION PAR ÉLÈVE

Cet indicateur évalue les sommes dépensées annuellement en termes d'éducation, et ce par élève au titre des établissements publics au niveau des enseignements primaire (CITE 1) et secondaire (CITE 2-4). Les dépenses annuelles par élève constituent un indicateur représentatif de l'effort consenti pour former les élèves.

La question de l'efficacité de l'utilisation des ressources, notamment en termes de résultats scolaires ou de niveau d'éducation atteint, peut donner un complément d'information.

TABLEAU 15

ÉVOLUTION DES DÉPENSES ANNUELLES PAR ÉLÈVE AU TITRE DES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT PUBLIC ENTRE 2002 ET 2011 (EN EURO SPA)*

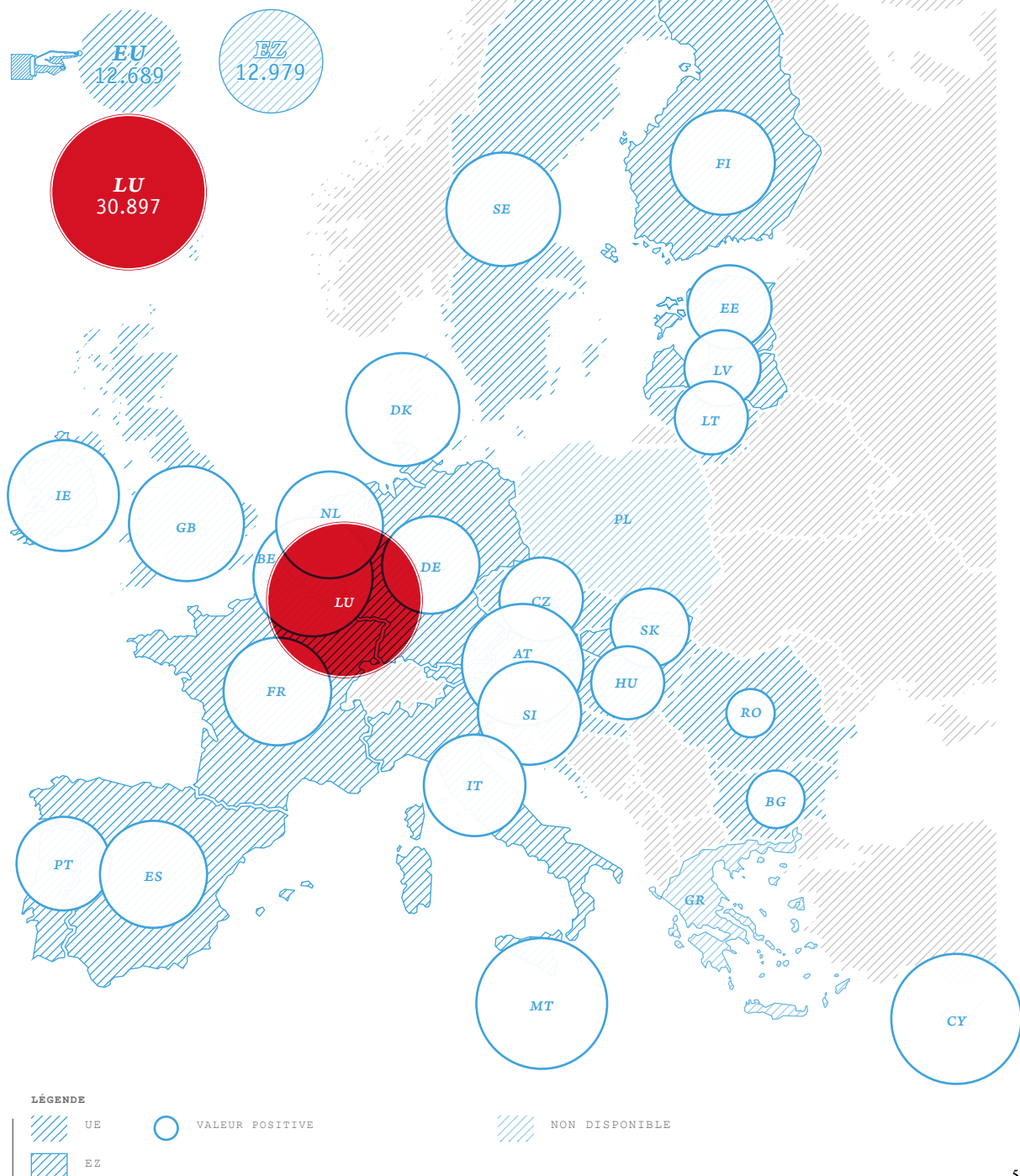
		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
ALLEMAGNE	DE	8.417	8.644	8.897	9.280	9.571	9.840	9.952	10.345	11.401	11.829
AUTRICHE	AT										18.198
BELGIQUE	BE	13.467	13.065	12.698	13.018	14.375	15.186	16.551	16.075	17.135	17.535
BULGARIE	BG	2.285	2.523	2.752	3.186	3.394	3.719	4.581	4.358	4.278	4.274
CHYPRE	CY	11.088	12.538	12.451	13.770	15.011	16.587	19.096	19.952	20.345	20.812
DANEMARK	DK	13.848	13.831	14.776	15.350	16.053	16.378	16.805	17.436	18.211	15.771
ESPAGNE	ES	10.591	10.968	11.542	12.177	13.392	14.650	15.433	15.350	14.843	14.202
ESTONIE	EE	4.532	4.999	5.312	5.886	6.759	7.486	8.964	8.712	8.917	8.800
FINLANDE	FI	9.956	10.276	10.892	10.833	11.232	11.716	12.347	12.222	12.909	13.522
FRANCE	FR	12.204	12.010	12.189	12.535	12.915	13.737	13.804	13.749	14.320	14.373
GRÈCE	GR	6.271	7.060	7.664	8.481						
HONGRIE	HU	5.380	6.166	6.239	6.793	6.994	7.259	7.021	6.737	7.127	6.723
IRLANDE	IE	8.473	9.406	10.416	10.996	11.825	13.199	14.171	14.349	15.109	15.235
ITALIE	IT	12.334	12.774	12.651	12.242	13.547	12.841	14.039	13.448	13.019	12.813
LETONIE	LV	4.693	4.271	4.416	4.885	6.411	6.964	8.274	7.345	6.925	7.318
LITUANIE	LT				3.979	4.575	5.277	6.204	5.948	6.673	6.742
LUXEMBOURG	LU	23.081	24.493	26.223	24.892	23.681	26.812	27.911	27.916	30.911	30.897
MALTE	MT	6.691	5.829	5.703	8.056	9.533	9.365	12.709	12.272	14.037	21.020
PAYS-BAS	NL	11.088	11.306	11.584	12.143	12.617	13.190	13.465	13.711	14.165	14.130
POLOGNE	PL	ND	4.699	5.023	5.403	5.933	6.386	7.325	7.779		
PORTUGAL	PT	9.404	9.299	8.905	9.797	9.983	9.880	9.821	10.916	11.360	10.938
RÉP. TCHÈQUE	CZ	4.909	5.390	6.173	6.381	7.004	7.330	7.416	8.096	8.138	8.747
ROUMANIE	RO	1.787	1.794	2.010	2.398		4.002		4.152	3.381	3.037
ROYAUME-UNI	GB	9.778	10.475	11.203	11.937	12.744	12.831	13.173	13.147	13.061	16.326
SLOVAQUIE	SK	3.210	3.862	4.028	4.584	5.092	5.555	6.298	7.322	8.197	7.762
SLOVÉNIE	SI		9.355	10.294	11.052	12.116	11.587	12.622	12.324	13.163	13.226
SUÈDE	SE	12.364	12.384	12.984	12.769	13.318	14.306	14.769	14.566	15.473	15.963
UE	EU	9.243	9.020	9.366	9.791	10.427	10.937	11.490	11.575	12.488	12.689
ZONE EURO	EZ	10.110	10.344	10.574	10.895	11.521	11.949	12.519	12.565	13.338	12.979

SOURCE
EUROSTAT

* ATTENTION
PAS DE DONNÉES PLUS RÉCENTES



« Les dépenses d'éducation au Luxembourg sont de loin les plus élevées de l'UE. »



02 / 12 FORMATION D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

/////////////////.

Les taux d'obtention d'un diplôme montrent le taux actuel de production de connaissances avancées par les systèmes éducatifs de chaque pays. Les pays où les taux de diplômés du tertiaire sont élevés ont toutes les chances de constituer ou de conserver une population active hautement qualifiée.

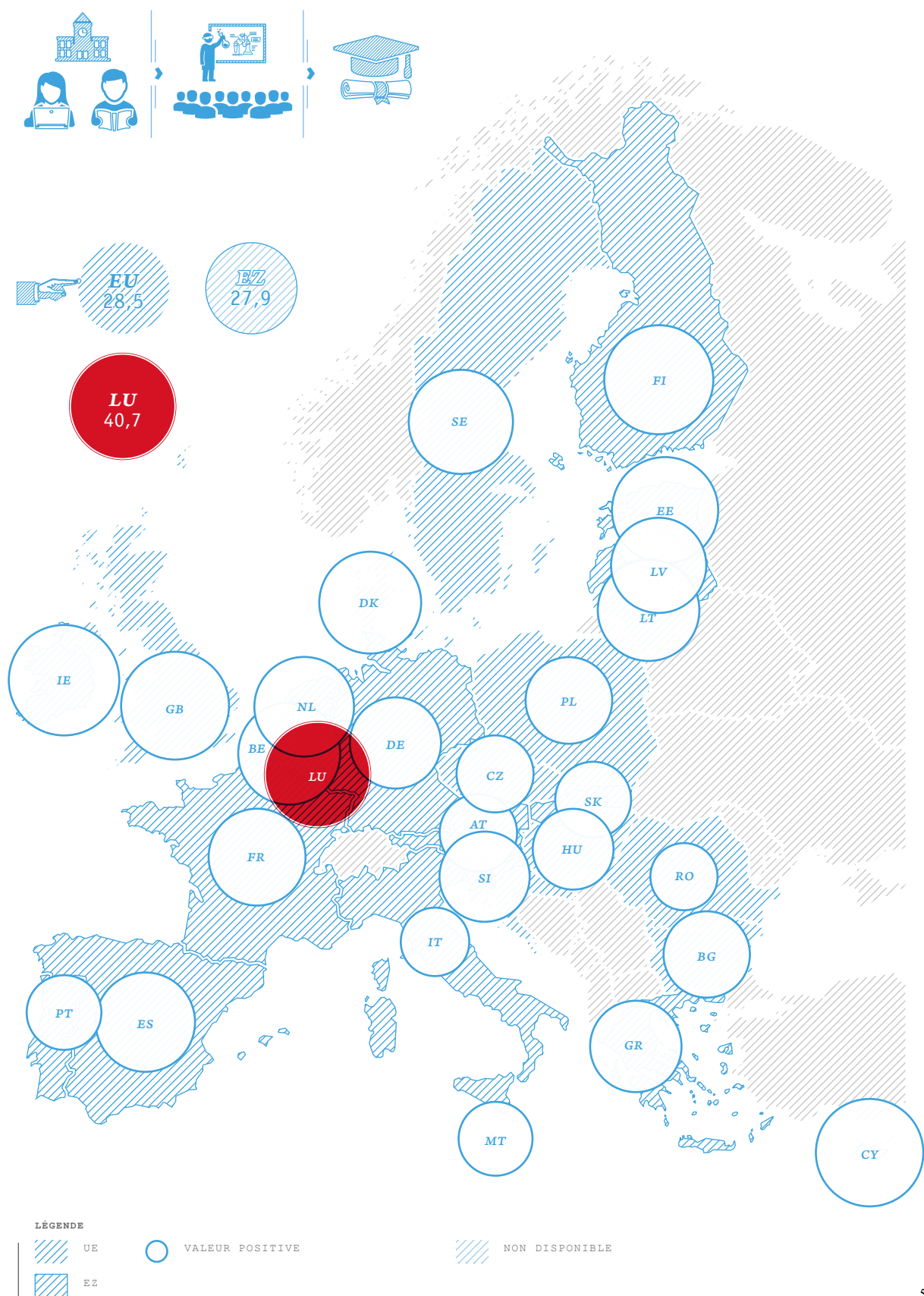
Les mesures du niveau de formation permettent de cerner l'évolution des connaissances avancées au sein de la population. Enfin, la part de diplômés dans la population active est un indicateur important du potentiel d'innovation du marché du travail.

TABLEAU 16

ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE PERSONNES AYANT UN DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES ENTRE 2005 ET 2013 (EN % DE LA POPULATION ÂGÉE ENTRE 25 ET 64 ANS)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	24,6	23,9	24,3	25,4	26,4	26,6	27,6	28,1	28,5
AUTRICHE	AT	17,8	17,6	17,6	18,1	19,0	19,3	19,3	20,0	20,7
BELGIQUE	BE	31,0	31,8	32,1	32,3	33,4	35,0	34,6	35,3	35,5
BULGARIE	BG	21,6	21,9	22,4	22,8	23,0	23,2	23,4	24,0	25,6
CHYPRE	CY	28,8	30,5	33,1	34,5	34,1	35,6	37,4	39,3	39,3
DANEMARK	DK	33,5	34,7	30,9	31,4	32,4	33,3	33,7	34,8	35,4
ESPAGNE	ES	28,2	28,5	29,0	29,2	29,7	30,7	31,6	32,3	33,7
ESTONIE	EE	33,3	33,3	33,3	34,3	36,0	35,3	36,8	37,3	38,4
FINLANDE	FI	34,6	35,1	36,4	36,6	37,3	38,1	39,3	39,7	40,5
FRANCE	FR	25,4	26,1	26,6	27,2	28,6	29,0	29,8	30,8	32,1
GRÈCE	GR	20,6	21,5	22,0	22,6	22,8	23,9	25,4	26,1	27,4
HONGRIE	HU	17,1	17,7	18,0	19,2	19,9	20,1	21,1	22,0	22,5
IRLANDE	IE	29,6	31,3	32,8	34,4	35,8	37,6	38,2	39,7	41,5
ITALIE	IT	12,2	12,9	13,6	14,4	14,5	14,8	14,9	15,7	16,3
LETONIE	LV	20,5	21,1	22,6	25,2	26,1	26,9	27,7	29,2	31
LITUANIE	LT	26,3	26,8	28,9	30,4	31,0	32,6	33,6	34,3	35,2
LUXEMBOURG	LU	26,5	24,0	26,5	27,7	34,8	35,5	37,0	39,1	40,7
MALTE	MT	11,4	12,0	12,6	13,2	13,1	14,1	15,5	16,2	18,9
PAYS-BAS	NL	30,1	30,2	30,8	32,2	32,8	31,9	32,1	33,1	33,9
POLOGNE	PL	16,8	17,9	18,7	19,6	21,2	22,9	23,7	24,5	25,8
PORTUGAL	PT	12,8	13,5	13,7	14,3	14,7	15,4	17,3	18,5	19,3
RÉP. TCHÈQUE	CZ	13,1	13,5	13,7	14,5	15,5	16,8	18,2	19,3	20,5
ROUMANIE	RO	11,1	11,7	12,0	12,8	13,2	13,8	14,9	15,4	15,7
ROYAUME-UNI	GB	29,7	30,8	32,0	32,0	33,4	35,0	37,0	38,6	39,6
SLOVAQUIE	SK	14,0	14,5	14,4	14,8	15,8	17,3	18,8	19,0	19,9
SLOVÉNIE	SI	20,2	21,4	22,2	22,6	23,3	23,7	25,1	26,4	27,9
SUÈDE	SE	29,2	30,5	31,3	32,0	33,0	34,2	35,2	35,7	37
UE	EU	22,5	23,0	23,5	24,3	25,2	25,9	26,8	27,7	28,5
ZONE EURO	EZ	22,8	23,0	23,5	24,3	25,1	25,5	26,2	27,0	27,9

SOURCE
EUROSTAT



02 / 13 FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE (LIFELONG LEARNING)

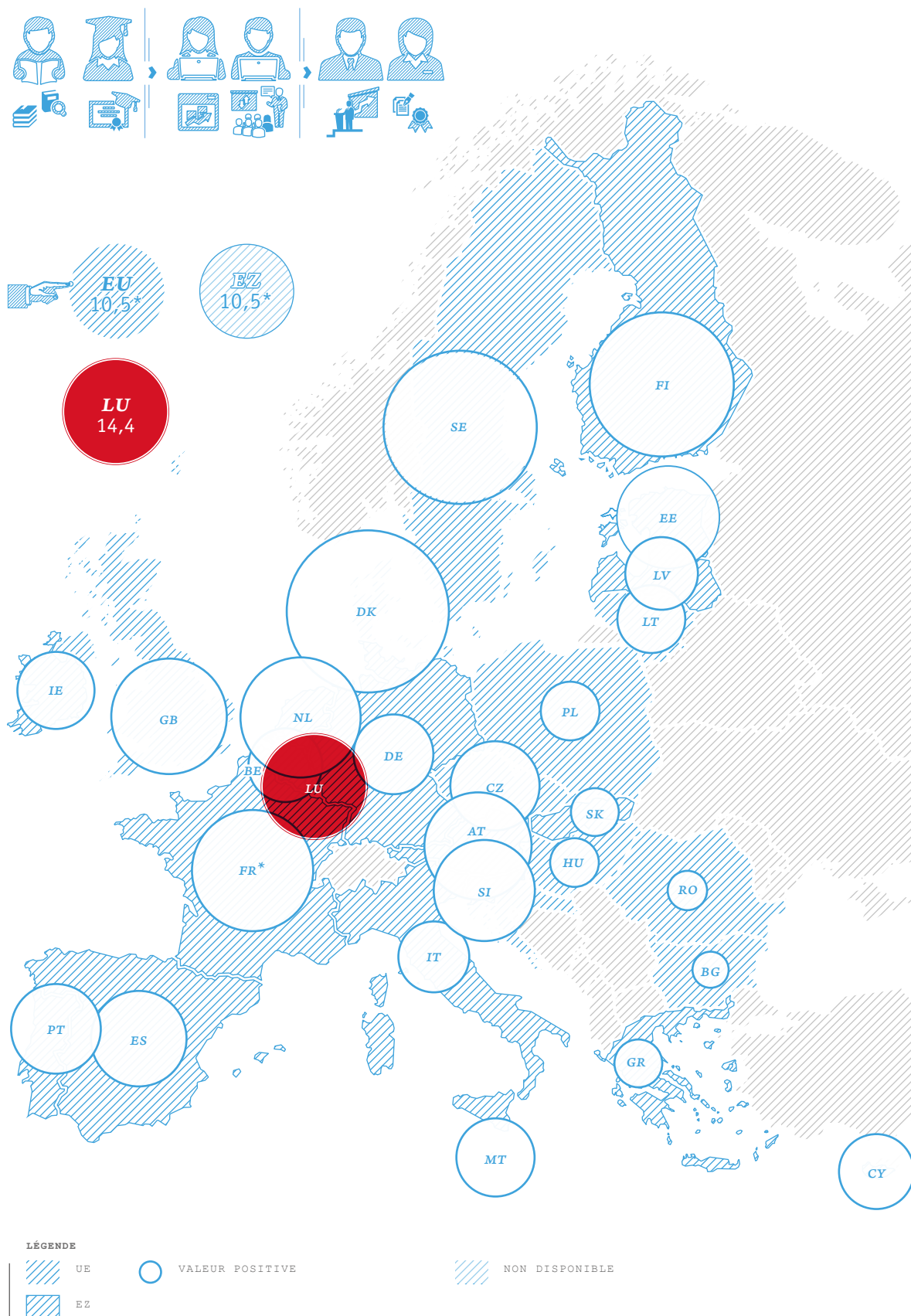
La formation permanente fait référence aux personnes âgées de 25 à 64 ans qui ont répondu avoir suivi un enseignement ou une formation au cours des quatre semaines précédant l'enquête.

Développer les aptitudes et les qualifications par la formation professionnelle continue au travail est un élément essentiel de la formation tout au long de la vie et reflète l'accent, mis par les entreprises, sur les qualifications de leur personnel et traduit la volonté des salariés d'augmenter leur employabilité.

TABLEAU 17

ÉVOLUTION DE LA PROPORTION DE PERSONNES AYANT SUIVI UNE FORMATION CONTINUE
ENTRE 2005 ET 2013 (EN % DE LA POPULATION ÂGÉE DE 25 À 64 ANS)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	7,7	7,5	7,8	7,9	7,8	7,7	7,8	7,9	7,8
AUTRICHE	AT	12,9	13,1	12,8	13,2	13,8	13,7	13,4	14,1	13,9
BELGIQUE	BE	8,3	7,5	7,2	6,8	6,8	7,2	7,1	6,6	6,7
BULGARIE	BG	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,2	1,3	1,5	1,7
CHYPRE	CY	5,9	67,1	8,4	8,5	7,8	7,7	7,5	7,4	6,9
DANEMARK	DK	27,4	29,2	29,0	29,9	31,2	32,5	32,3	31,6	31,4
ESPAGNE	ES	10,5	10,4	10,4	10,4	10,4	10,8	10,8	10,7	11,1
ESTONIE	EE	5,9	6,5	7,0	9,8	10,5	10,9	12,0	12,9	12,6
FINLANDE	FI	22,5	23,1	23,4	23,1	22,1	23,0	23,8	24,5	24,9
FRANCE	FR	7,1	6,9	6,5	6,0	5,7	5,0	5,5	5,7	17,7*
GRÈCE	GR	1,9	1,9	2,1	2,9	3,3	3,0	2,4	2,9	2,9
HONGRIE	HU	3,9	3,8	3,6	3,1	2,7	2,8	2,7	2,8	3
IRLANDE	IE	7,4	7,3	7,6	7,1	6,3	6,7	6,8	7,1	7,3
ITALIE	IT	5,8	6,1	6,2	6,3	6,0	6,2	5,7	6,6	6,2
LETONIE	LV	7,9	6,9	7,1	6,8	5,3	5,0	5,1	7,0	6,5
LITUANIE	LT	6,0	4,9	5,3	4,9	4,5	4,0	5,7	5,2	5,7
LUXEMBOURG	LU	8,5	8,2	7,0	8,5	13,4	13,4	13,6	13,9	14,4
MALTE	MT	5,3	5,4	6,0	6,3	6,1	6,2	6,5	7,0	7,5
PAYS-BAS	NL	15,9	15,6	16,6	17,0	17,0	16,6	16,7	16,5	17,4
POLOGNE	PL	4,9	4,7	5,1	4,7	4,7	5,3	4,5	4,5	4,3
PORTUGAL	PT	4,1	4,2	4,4	5,3	6,5	5,8	11,6	10,6	9,8
RÉP. TCHÈQUE	CZ	5,6	5,6	5,7	7,8	6,8	7,5	11,4	10,8	9,7
ROUMANIE	RO	1,6	1,3	1,3	1,5	1,5	1,3	1,6	1,4	2
ROYAUME-UNI	GB	27,6	26,7	20,0	19,9	20,1	19,4	15,8	15,8	16,1
SLOVAQUIE	SK	4,6	4,1	3,9	3,3	2,8	2,8	3,9	3,1	2,9
SLOVÉNIE	SI	15,3	15,0	14,8	13,9	14,6	16,2	15,9	13,8	12,4
SUÈDE	SE	17,4	18,4	18,6	22,2	22,2	24,4	24,9	26,7	28,1
UE	EU	9,8	9,6	9,4	9,4	9,3	9,1	8,9	9,0	10,5*
ZONE EURO	EZ	7,9	7,9	8,0	8,1	8,0	7,9	8,2	8,4	10,5*



02 / 14 DÉPENSE INTÉRIEURE BRUTE DE R&D

/////////////////.

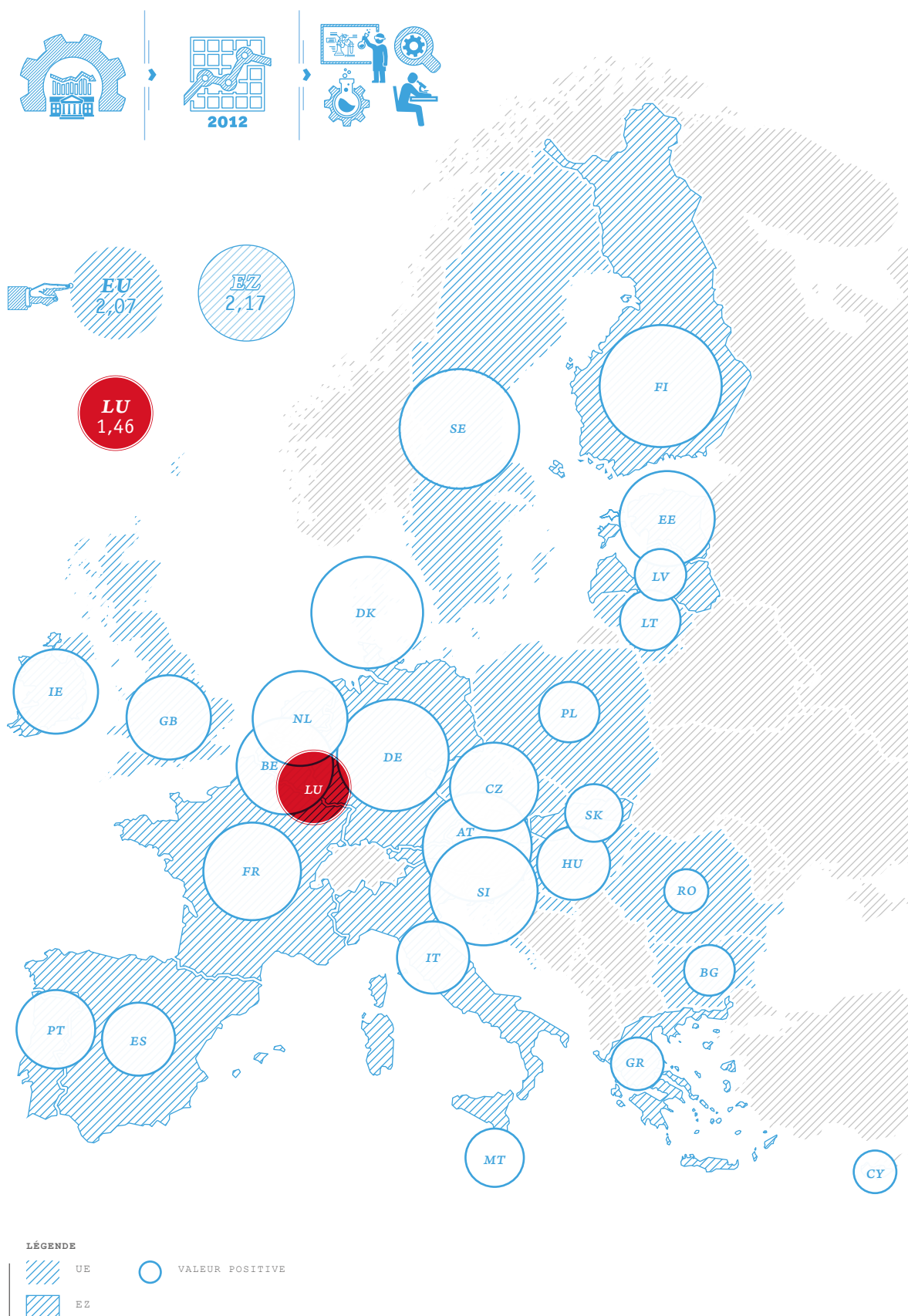
La dépense intérieure brute de recherche-développement (DIRD) mesure les dépenses relatives à la R&D intra-muros (*effectuée au sein d'une entité statistique*), réalisées sur le territoire national au cours d'une période annuelle. Elle comprend donc la globalité des dépenses afférentes aux travaux de R&D exécutés au sein de chaque organisme sur le territoire national.

La R&D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour de nouvelles applications.

TABLEAU 18

ÉVOLUTION DE LA DÉPENSE INTÉRIEURE BRUTE DE R&D
ENTRE 2004 ET 2012 (EN % DU PIB)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
ALLEMAGNE	DE	2,50	2,51	2,54	2,53	2,69	2,82	2,82	2,89	2,98
AUTRICHE	AT	2,24	2,46	2,44	2,51	2,67	2,71	2,79	2,75	2,84
BELGIQUE	BE	1,86	1,83	1,86	1,89	1,97	2,03	2,01	2,21	2,24
BULGARIE	BG	0,49	0,46	0,46	0,45	0,47	0,53	0,60	0,57	0,64
CHYPRE	CY	0,37	0,41	0,43	0,44	0,43	0,49	0,50	0,48	0,46
DANEMARK	DK	2,48	2,46	2,48	2,58	2,85	3,16	3,07	3,09	2,98
ESPAGNE	ES	1,06	1,12	1,20	1,27	1,35	1,39	1,39	1,33	1,3
ESTONIE	EE	0,85	0,93	1,13	1,08	1,28	1,43	1,63	2,38	2,18
FINLANDE	FI	3,45	3,48	3,48	3,47	3,70	3,94	3,90	3,78	3,55
FRANCE	FR	2,16	2,11	2,11	2,08	2,12	2,27	2,24	2,25	2,29
GRÈCE	GR	0,55	0,60	0,59	0,6					0,69
HONGRIE	HU	0,88	0,94	1,01	0,98	1,00	1,17	1,17	1,21	1,3
IRLANDE	IE	1,23	1,25	1,25	1,29	1,46	1,76	1,71	1,72	1,72
ITALIE	IT	1,09	1,09	1,13	1,17	1,21	1,26	1,26	1,25	1,27
LETONIE	LV	0,42	0,56	0,70	0,60	0,62	0,46	0,60	0,70	0,66
LITUANIE	LT	0,75	0,75	0,79	0,81	0,80	0,84	0,80	0,92	0,9
LUXEMBOURG	LU	1,63	1,56	1,66	1,58	1,66	1,72	1,48	1,43	1,46
MALTE	MT	0,53	0,57	0,62	0,58	0,56	0,54	0,67	0,73	0,84
PAYS-BAS	NL	1,93	1,90	1,88	1,81	1,77	1,82	1,85	2,04	2,16
POLOGNE	PL	0,56	0,57	0,56	0,57	0,60	0,67	0,74	0,77	0,9
PORTUGAL	PT	0,74	0,78	0,99	1,17	1,50	1,64	1,59	1,50	1,5
RÉP. TCHÈQUE	CZ	1,20	1,35	1,49	1,48	1,41	1,47	1,55	1,84	1,88
ROUMANIE	RO	0,39	0,41	0,45	0,52	0,58	0,47	0,46	0,48	0,49
ROYAUME-UNI	GB	1,69	1,72	1,74	1,77	1,78	1,85	1,80	1,77	1,72
SLOVAQUIE	SK	0,51	0,51	0,49	0,46	0,47	0,48	0,63	0,68	0,82
SLOVÉNIE	SI	1,39	1,44	1,56	1,45	1,66	1,85	2,09	2,47	2,8
SUÈDE	SE	3,58	3,56	3,68	3,40	3,70	3,60	3,39	3,37	3,41
UE	EU	1,83	1,82	1,85	1,85	1,92	2,02	2,01	2,03	2,07
ZONE EURO	EZ	1,85	1,84	1,87	1,88	1,96	2,06	2,06	2,09	2,17



02 / 15 NOMBRE DE CHERCHEURS POUR 1.000 ACTIFS

Cet indicateur mesure le poids des chercheurs dans la population active.

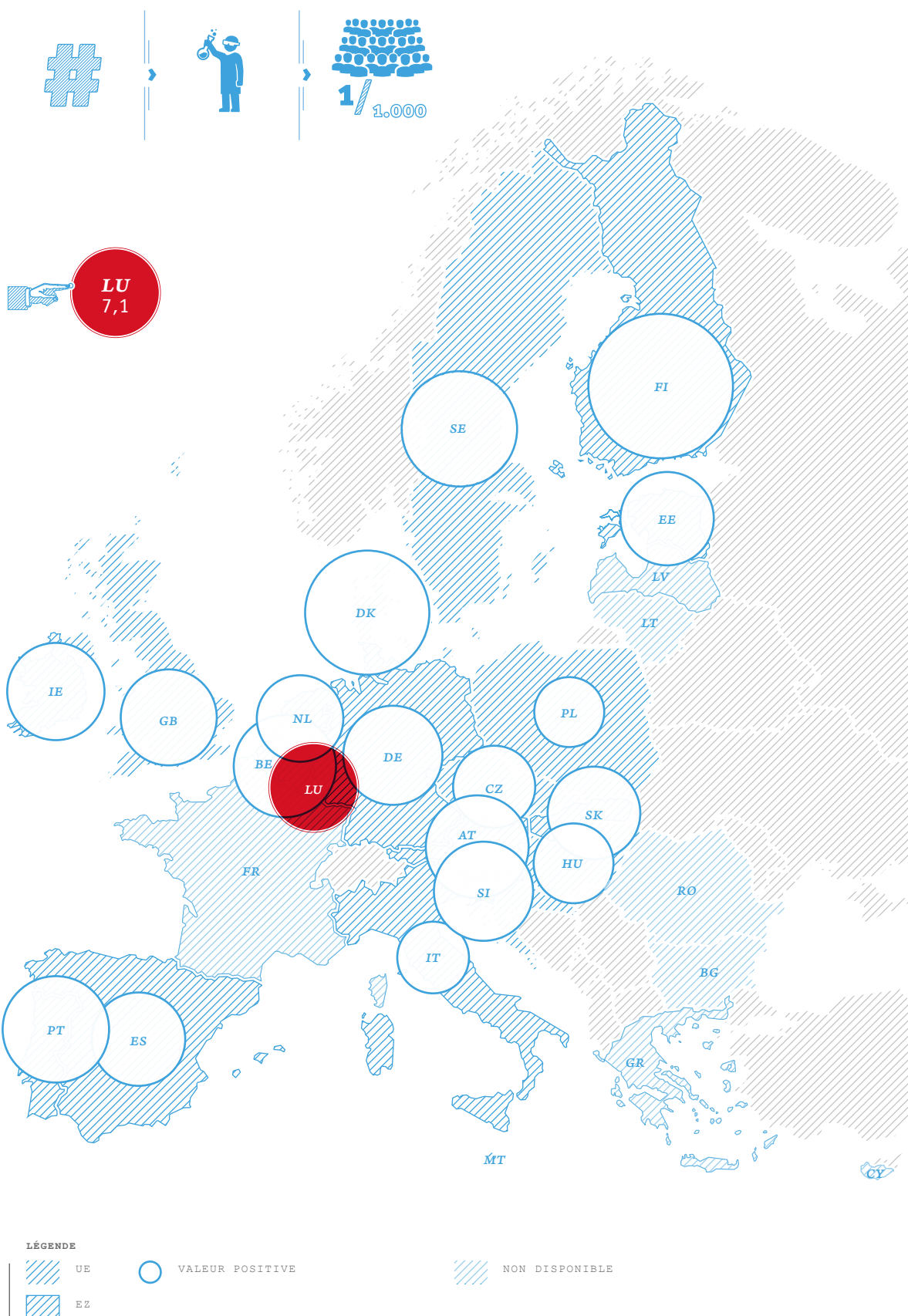
Les chercheurs sont définis comme des professionnels engagés dans la conception et la création de nouvelles connaissances, produits, procédés, méthodes et systèmes nouveaux directement associés à la gestion des projets.

L'évolution de l'effectif des chercheurs dans une économie est en lien étroit avec sa capacité de recherche et ses efforts d'innovation.

TABLEAU 19

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CHERCHEURS POUR 1.000 ACTIFS ENTRE 2001 ET 2010

		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
ALLEMAGNE	DE	6,7	6,8	6,9	6,9	7,0	7,2	7,3	7,5	7,9	8,1
AUTRICHE	AT		6,3		6,7	7,3	7,3	7,8	8,4	8,5	8,7
BELGIQUE	BE	7,7	7,4	7,4	7,7	7,8	8,1	8,3	8,3	8,6	8,6
BULGARIE	BG										
CHYPRE	CY										
DANEMARK	DK	7,0	9,2	9,0	9,6	10,2	10,2	10,4	12,1	12,6	12,6
ESPAGNE	ES	4,7	4,8	5,2	5,5	5,7	5,8	5,9	6,4	7,0	7,2
ESTONIE	EE	4,6	5,2	5,1	5,7	5,5	5,4	5,6	6,1	7,3	7,2
FINLANDE	FI	15,9	16,5	17,8	17,4	16,6	16,6	15,7	16,2	16,6	17,0
FRANCE	FR	7,2	7,5	7,7	8,1	8,1	8,3	8,6	8,8	9,1	
GRÈCE	GR	3,4		3,5		4,3	4,2	4,4			
HONGRIE	HU	3,5	3,5	3,6	3,6	3,8	4,2	4,2	4,5	5,0	5,3
IRLANDE	IE	5,1	5,3	5,5	5,9	5,9	6,0	6,0	6,9	7,5	7,8
ITALIE	IT	2,9	3,0	2,9	3,0	3,4	3,6	3,7		4,1	4,3
LETTONIE	LV										
LITUANIE	LT										
LUXEMBOURG	LU	6,8	6,8	6,8	6,8	7,2	6,4	6,6	6,6	6,8	7,1
MALTE	MT										
MOYENNE OCDE	OCDE	6,9	7,0	7,4	7,3	7,5	7,6	7,6			
PAYS-BAS	NL	5,5	5,3	5,3	5,9	5,8	6,3	5,9	5,8	5,4	6,2
POLOGNE	PL	4,0	4,1	4,3	4,4	4,4	4,1	4,0	3,9	3,9	4,1
PORTUGAL	PT	3,5	3,7	4,0	4,0	4,1	4,8	5,5	7,8	8,8	9,3
RÉP. TCHÈQUE	CZ	3,0	3,0	3,2	3,3	4,8	5,2	5,3	5,6	5,5	5,6
ROUMANIE	RO										
ROYAUME-UNI	GB	6,1	6,6	7,1	7,5	8,0	8,1	8,0	8,0	8,3	7,6
SLOVAQUIE	SK	4,7	4,5	4,7	5,2	5,2	5,5	5,7	5,6	6,1	7,1
SLOVÉNIE	SI	4,9	5,0	4,1	4,4	5,7	6,3	6,5	7,1	7,7	8,1
SUÈDE	SE	10,5		11,0	11,2	12,7	12,6	10,1	11,0	10,5	10,9
UE	EU										
ZONE EURO	EZ										



02 / 16 NOMBRE DE PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES PAR MILLION D'HABITANTS

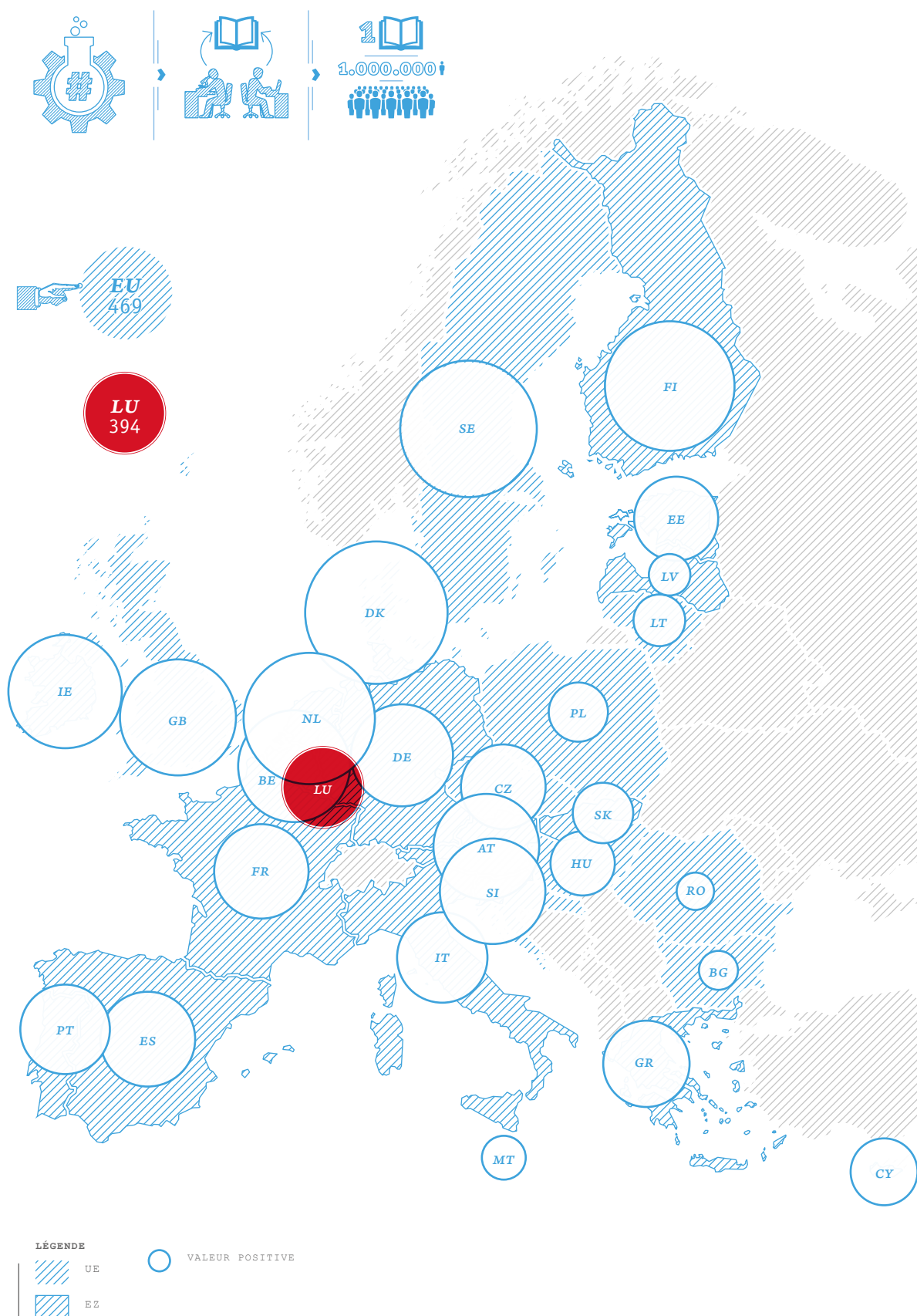
S'agissant des publications scientifiques par million d'habitants, le comptage des articles émanant de la recherche scientifique est fondé sur les articles scientifiques et techniques publiés dans environ 5.000 des principales revues spécialisées dans le monde.

Les publications scientifiques constituent le principal véhicule de diffusion des résultats de l'activité de recherche, une des formes de validation du travail des chercheurs. Le rapport du volume de publications sur une population donnée est par conséquent un indicateur du dynamisme et donc de performance de la recherche scientifique du pays en question.

TABLEAU 20

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES
PAR MILLION D'HABITANTS ENTRE 2002 ET 2011

		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
ALLEMAGNE	DE	514	512	521	536	541	540	547	550	554	566
AUTRICHE	AT	552	578	577	555	558	582	578	578	587	607
BELGIQUE	BE	584	608	636	653	639	666	681	669	677	677
BULGARIE	BG	104	99	104	99	100	106	102	99	91	88
CHYPRE	CY	111	105	120	124	160	181	215	242	255	248
DANEMARK	DK	886	929	927	931	944	960	965	961	1016	1090
ESPAGNE	ES	388	382	397	420	440	464	468	465	473	490
ESTONIE	EE	233	259	286	324	339	375	357	388	395	387
FINLANDE	FI	943	940	960	918	966	943	962	927	908	905
FRANCE	FR	495	488	478	482	492	482	498	492	484	486
GRÈCE	GR	314	326	355	387	438	446	443	436	415	408
HONGRIE	HU	229	242	238	260	257	244	254	239	222	230
IRLANDE	IE	414	421	476	510	539	568	593	617	670	696
ITALIE	IT	394	415	429	425	444	455	456	453	444	446
LETTONIE	LV	76	58	70	60	54	67	74	75	64	99
LITUANIE	LT	97	90	120	122	158	142	161	123	115	151
LUXEMBOURG	LU	88	85	135	126	138	153	228	275	295	394
MALTE	MT	59	98	52	63	50	55	110	93	81	110
PAYS-BAS	NL	773	780	813	851	856	868	890	899	933	929
POLOGNE	PL	157	172	175	180	190	187	197	193	187	196
PORTUGAL	PT	224	232	272	277	345	325	365	393	395	438
RÉP. TCHÈQUE	CZ	269	277	312	311	348	358	379	378	397	393
ROUMANIE	RO	44	41	44	42	48	60	68	67	76	81
ROYAUME-UNI	GB	752	758	758	756	768	769	750	734	733	728
SLOVAQUIE	SK	177	167	199	172	187	181	202	186	195	204
SLOVÉNIE	SI	425	476	465	518	530	636	646	605	562	604
SUÈDE	SE	1106	1080	1096	1109	1113	1084	1050	1020	1004	1003
UE	EU	386	393	408	415	431	441	453	450	453	469



02 / 17 PROPENSION À ENTREPRENDRE

////////////////////.

La propension à entreprendre reflète des attitudes façonnées par la tradition, l'image du chef d'entreprise et l'opportunité économique, ainsi que par la manière dont sont perçus les avantages liés à une activité non salariée.

Cet indicateur est le fruit d'une enquête qualitative sur l'opinion du public sur le statut professionnel. Les résultats obtenus se basent sur un sondage commandité par la Direction générale « Entreprises » de la Commission européenne.

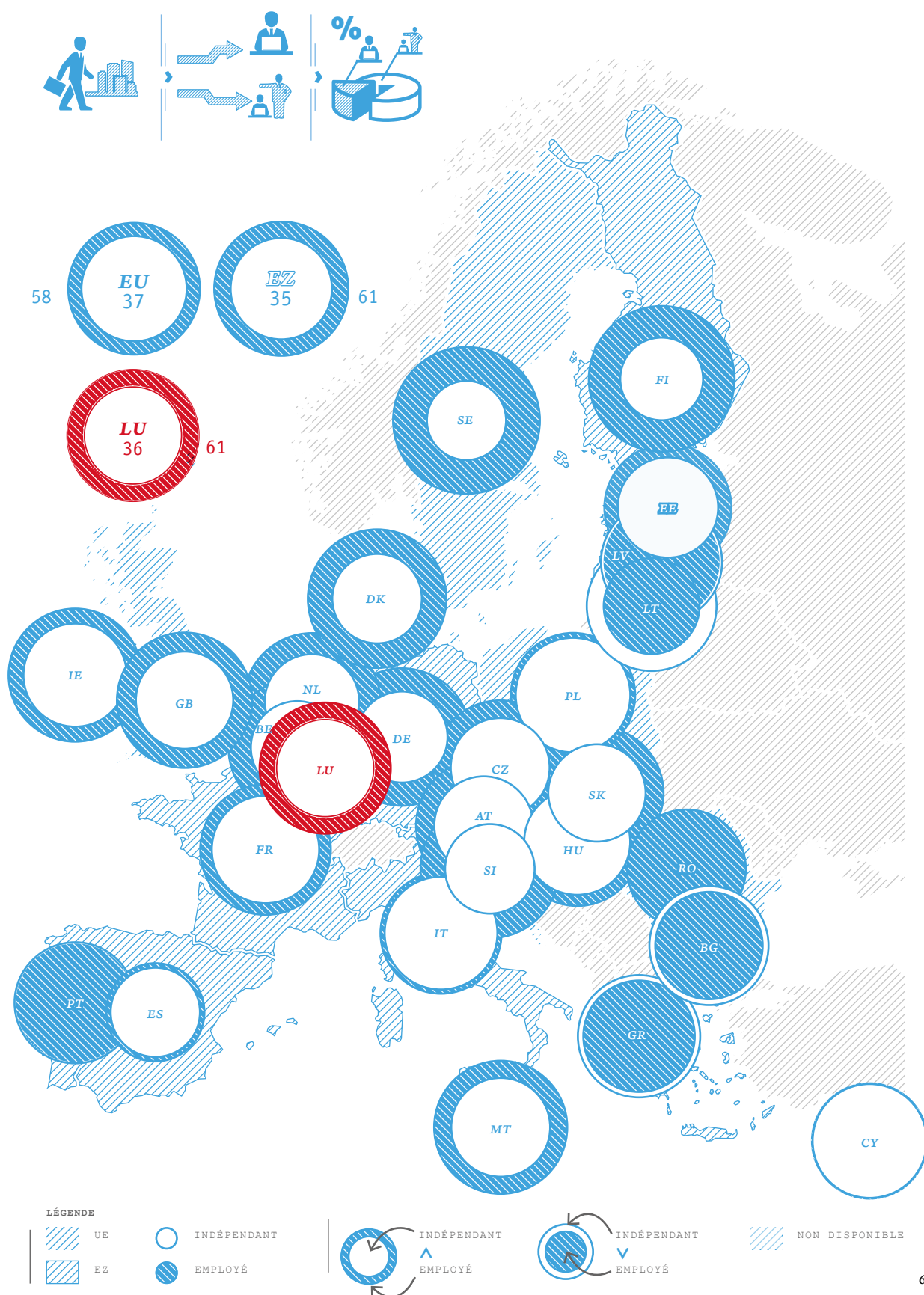
TABLEAU 21

POURCENTAGE DES PERSONNES INTERROGÉES PRÉFÉRANT AVOIR LE STATUT D'INDÉPENDANT PAR RAPPORT AU STATUT DE SALARIÉ (EN %)

		INDÉPENDANT								EMPLOYÉ							
		2000	2001	2002	2003	2004	2007	2009	2012	2000	2001	2002	2003	2004	2007	2009	2012
ALLEMAGNE	DE	48	45	35	44	39	41	41	29	46	52	59	53	56	54	55	65
AUTRICHE	AT	38	33	35	35	37	36	41	34	57	63	58	60	56	59	55	63
BELGIQUE	BE	36	36	34	34	34	30	30	30	61	58	62	61	58	62	61	65
BULGARIE	BG							50	49							39	40
CHYPRE	CY					56	54	66	45					32	38	29	46
DANEMARK	DK	38	38	37	37	38	36	32	28	55	58	58	59	55	61	65	66
ESPAGNE	ES	62	60	56	57	56	40	40	35	33	34	36	35	34	52	52	62
ESTONIE	EE					37	40	43	35					48	49	46	54
FINLANDE	FI	27	27	26	26	28	35	41	24	68	69	69	70	68	55	54	73
FRANCE	FR	55	42	42	43	42	41	51	40	41	54	55	54	55	55	46	57
GRÈCE	GR	70	68	48	51	52	56	60	50	24	25	45	48	46	40	37	43
HONGRIE	HU					42	43	39	39					45	46	52	55
IRLANDE	IE	63	56	61	57	58	56	49	37	36	43	38	41	39	43	49	61
ITALIE	IT	56	59	57	57	58	55	51	44	38	38	39	39	42	39	39	49
LETTONIE	LV					42	50	45	49					53	33	48	45
LITUANIE	LT					52	58	49	58					39	30	43	32
LUXEMBOURG	LU	44	43	37	45	48	35	44	36	51	53	59	53	49	60	51	61
MALTE	MT					44	45	36	34					49	44	56	61
PAYS-BAS	NL	41	33	30	35	33	35	42	31	58	65	68	64	66	59	55	64
POLOGNE	PL					51	51	49	47					44	44	43	50
PORTUGAL	PT	67	63	71	67	62	57	51	49	27	28	23	27	32	33	39	47
RÉP. TCHÈQUE	CZ					30	30	32	34					55	54	62	62
ROUMANIE	RO							52	48							41	47
ROYAUME-UNI	GB	48	47	48	46	41	49	46	33	50	49	47	51	55	49	52	63
SLOVAQUIE	SK					30	36	26	33					56	57	65	61
SLOVÉNIE	SI					32	32	47	28					60	63	48	66
SUÈDE	SE	31	36	32	34	35	35	32	22	63	59	61	59	61	61	63	74
UE	EU							45	37							49	58
ZONE EURO	EZ	51	48	45	47	45	44	43	35	44	48	50	49	51	52	52	61

SOURCE
COMMISSION EUROPÉENNE,
FLASH EUROBAROMÈTRE N° 354

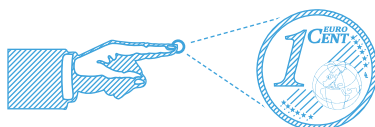
ATTENTION
PAS DE DONNÉES PLUS RÉCENTES



03



INDICATEURS DE NIVEAU DE VIE ET DE COHÉSION SOCIALE

**INDICATEURS**

18	REVENU NATIONAL BRUT AU PRIX DU MARCHÉ
19	CROISSANCE DE L'EMPLOI
20	TAUX DE CHÔMAGE
21	LÉGISLATION DE PROTECTION DE L'EMPLOI
22	PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE
23	DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les indicateurs de niveau de vie et de cohésion sociale mesurent les performances de l'économie luxembourgeoise en termes de revenus (*revenu national brut par habitant*), d'emploi (*croissance de l'emploi, taux de chômage, législation de protection de l'emploi*), de prestations de protection sociale et d'endettement public.

03 / 18 REVENU NATIONAL BRUT PAR HABITANT AU PRIX DU MARCHÉ

Le revenu national brut (RNB) représente l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes (*personnes physiques ou morales*) : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations, revenus de la propriété, excédent d'exploitation et revenu mixte. Le revenu national brut correspond donc au produit intérieur brut (PIB) diminué des revenus primaires versés par les unités résidentes à des unités non résidentes (*p.ex. travailleurs frontaliers*) et augmenté des revenus primaires provenant de l'étranger et perçus par des unités résidentes.

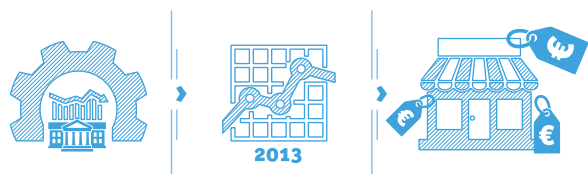
L'UEL a retenu le RNB par habitant en parité du pouvoir d'achat (PPA) au lieu du PIB, car le RNB permet de neutraliser les flux de revenus primaires entre le Grand-Duché et l'étranger, notamment les rémunérations des frontaliers qui sont exportées à l'étranger. Le concept du RNB évalue ce qui reste acquis comme revenus aux résidents après redistribution des revenus (*essentiellement salaires des frontaliers et revenus du patrimoine*) entre résidents et non-résidents. Le RNB est donc un indicateur plus pertinent pour mesurer le niveau de vie matériel moyen des résidents luxembourgeois.

TABLEAU 22

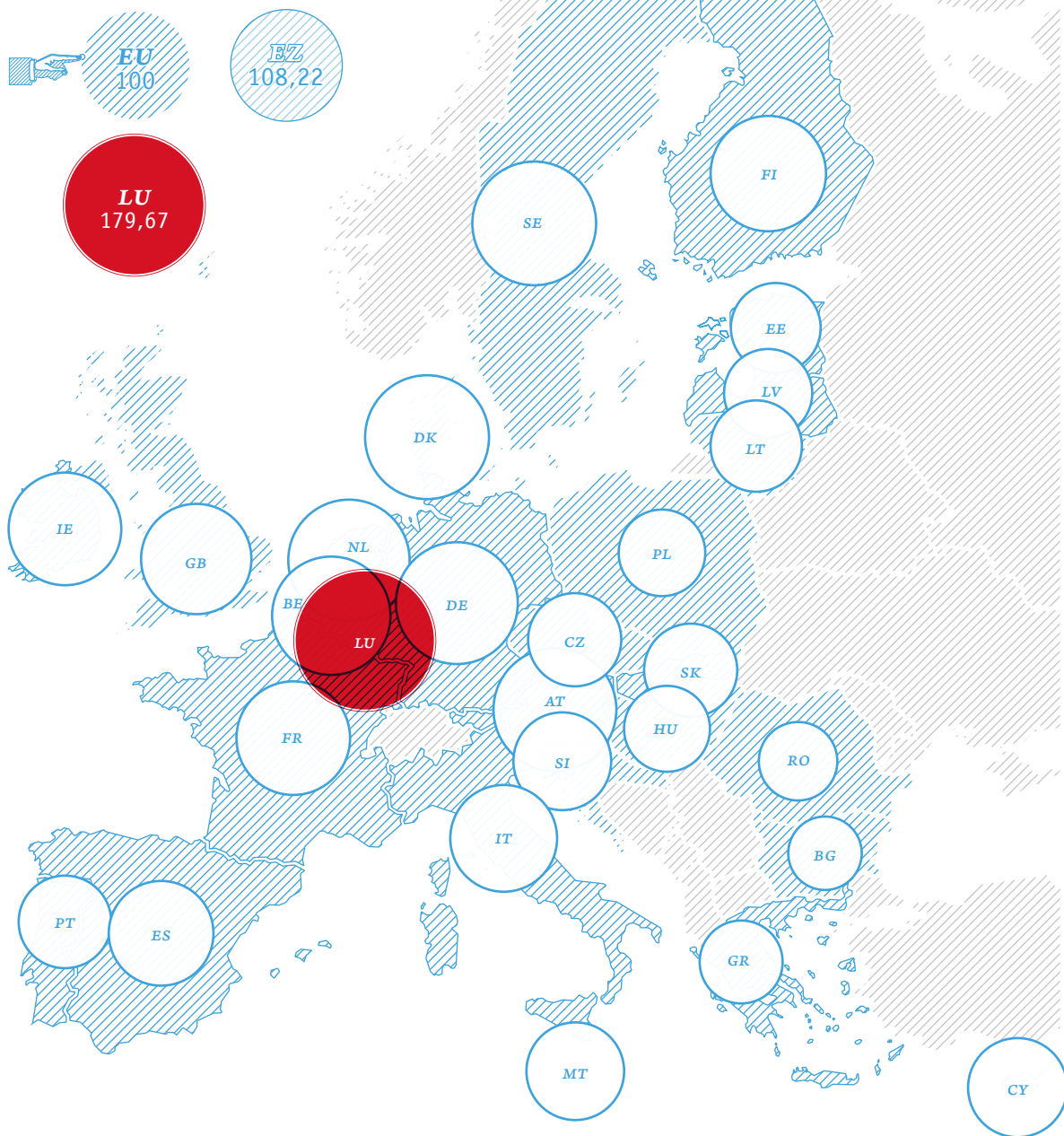
ÉVOLUTION DU REVENU NATIONAL BRUT (RNB) PAR HABITANT AUX PRIX DU MARCHÉ
ENTRE 2005 ET 2013 (EN PPA, UE = 100)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	117,15	117,70	117,75	117,60	117,81	122,32	125,61	126,47	127,05
AUTRICHE	AT	124,00	124,43	122,54	124,54	124,60	126,72	127,92	129,26	129,12
BELGIQUE	BE	120,67	118,77	117,28	117,66	117,25	122,76	121,26	120,65	120,01
BULGARIE	BG	36,58	37,12	37,27	41,57	42,94	43,30	44,94	46,74	47,35
CHYPRE	CY	88,96	88,70	89,03	98,50	95,81	93,69	95,25	88,95	84,72
DANEMARK	DK	125,30	126,24	124,13	126,76	125,40	130,81	128,78	129,88	131,20
ESPAGNE	ES	100,52	102,78	102,48	100,99	101,12	97,58	94,42	94,82	94,40
ESTONIE	EE	59,20	62,38	65,60	65,63	61,75	60,39	65,54	68,07	69,86
FINLANDE	FI	114,84	115,01	117,79	119,78	116,46	115,99	116,03	115,92	114,16
FRANCE	FR	111,74	109,97	109,78	108,90	111,01	111,23	111,37	110,69	110,72
GRÈCE	GR	89,41	90,08	88,01	90,10	92,67	86,19	78,70	77,19	73,69
HONGRIE	HU	59,78	59,52	57,33	59,89	62,47	62,90	63,64	63,11	64,16
IRLANDE	IE	124,41	127,33	126,92	114,39	107,16	108,02	104,43	105,39	108,87
ITALIE	IT	105,31	104,83	104,30	103,39	103,43	102,26	100,86	100,09	98,09
LETONIE	LV	48,93	51,37	55,67	58,00	58,15	56,28	60,30	64,20	67,53
LITUANIE	LT	53,74	56,42	59,81	62,57	59,05	60,75	64,97	69,46	72,27
LUXEMBOURG	LU	218,06	205,11	221,07	208,55	166,62	181,30	182,85	179,40	179,67
MALTE	MT	76,67	75,78	76,63	78,75	78,34	81,42	81,95	80,93	82,36
PAYS-BAS	NL	131,34	134,46	134,82	131,60	129,03	127,92	129,72	128,93	125,97
POLOGNE	PL	50,31	50,50	52,60	55,30	58,52	60,72	62,47	64,31	65,18
PORTUGAL	PT	78,37	76,58	76,28	75,32	77,01	77,57	74,13	73,93	74,24
RÉP. TCHÈQUE	CZ	75,84	75,88	76,96	77,24	77,17	74,64	75,59	75,10	75,15
ROUMANIE	RO	34,41	37,70	41,36	47,73	49,13	50,16	50,67	52,15	53,84
ROYAUME-UNI	GB	126,26	122,88	119,59	117,00	113,55	108,67	106,56	104,09	104,51
SLOVAQUIE	SK	58,51	61,25	65,84	71,19	72,12	72,39	73,65	74,36	75,11
SLOVÉNIE	SI	86,70	86,49	86,85	88,58	84,89	83,27	83,46	83,00	82,55
SUÈDE	SE	122,61	124,32	128,12	128,40	122,45	126,39	127,96	129,52	130,92
UE	EU	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
ZONE EURO	EZ	108,78	108,95	108,81	108,15	108,39	108,82	108,73	108,69	108,22

SOURCE
COMMISSION EUROPÉENNE AMECO,
CALCULS UEL



« C'est au Luxembourg que le RNB par
 habitant est le plus élevé. »



LÉGENDE



VALEUR POSITIVE

03 / 19 CROISSANCE DE L'EMPLOI

/////////////////.

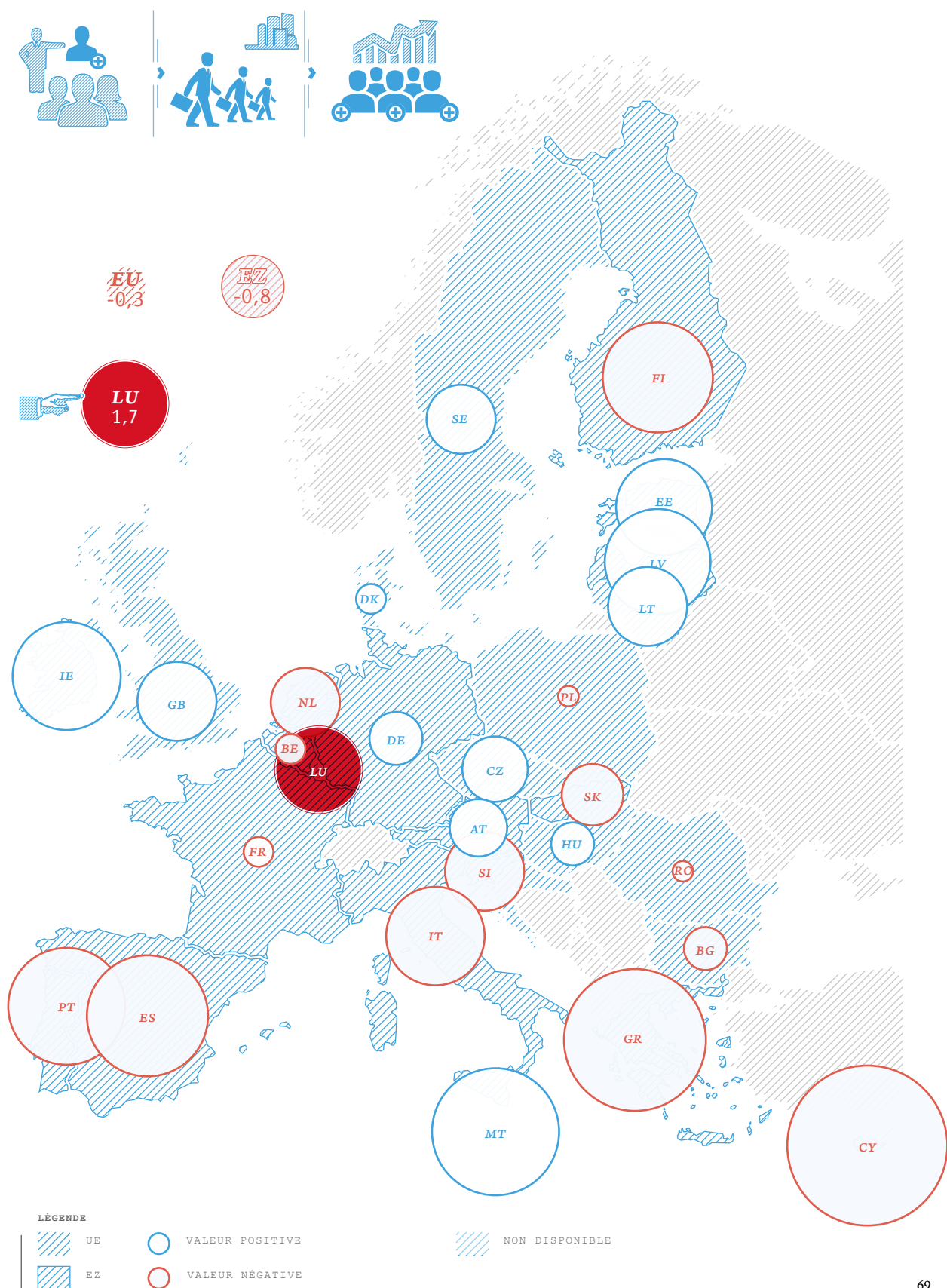
L'indicateur « croissance de l'emploi » fournit le pourcentage d'évolution (*moyennes annuelles*) d'une année à l'autre du nombre total de personnes en emploi sur un territoire économique donné.

TABLEAU 23

ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DE L'EMPLOI
ENTRE 2005 ET 2013 (EN %)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	-0,1	0,6	1,7	1,7	0,1	0,5	1,4	1,1	0,6
AUTRICHE	AT	1,2	1,7	1,8	1,8	-0,7	1,0	1,7	1,3	0,7
BELGIQUE	BE	1,4	1,1	1,7	1,7	-0,2	0,7	1,4	0,2	-0,2
BULGARIE	BG	2,7	3,3	3,2	3,2	-1,7	-3,9	-2,2	-2,5	-0,4
CHYPRE	CY	3,5	1,8	3,4	3,4	-0,4	-0,2	0,4	-4,2	-5,2
DANEMARK	DK	1,0	2,1	2,8	2,8	-3,4	-2,5	-0,2	-0,3	0,2
ESPAGNE	ES	4,1	4,0	3,0	3,0	-6,5	-2,2	-1,9	-4,2	-3,0
ESTONIE	EE	2,0	5,4	0,7	0,7	-9,9	-4,8	7,0	2,1	1,9
FINLANDE	FI	1,4	1,8	2,2	2,2	-2,6	-0,1	1,5	0,1	-1,3
FRANCE	FR	0,7	1,1	1,4	1,4	-1,1	0,0	0,7	0,1	-0,2
GRÈCE	GR	3,0	1,9	1,4	1,4	-0,6	-2,6	-5,6	-8,3	-4,1
HONGRIE	HU	-0,3	0,4	0,7	0,7	-2,5	0,8	0,3	0,0	0,4
IRLANDE	IE	4,9	4,6	4,4	4,4	-7,8	-4,1	-1,8	-0,6	2,4
ITALIE	IT	0,6	2,0	1,3	1,3	-1,6	-0,7	0,3	-0,3	-2,0
LETONIE	LV	1,6	4,9	-1,4	-1,4	-14,3	-6,7	1,5	1,4	2,3
LITUANIE	LT	2,5	1,8	2,8	2,8	-6,8	-11,9	0,5	1,8	1,3
LUXEMBOURG	LU	2,9	3,6	4,5	4,5	0,9	1,8	2,9	2,5	1,7
MALTE	MT	1,6	1,2	2,4	2,4	-0,2	2,1	2,5	2,4	3,3
PAYS-BAS	NL	0,5	1,7	2,5	2,5	-0,7	-0,4	0,7	-0,2	-1,0
POLOGNE	PL	2,2	3,2	4,5	4,5	0,4	-2,7	0,6	0,1	-0,1
PORTUGAL	PT	-0,3	0,5	0,0	0,0	-2,6	-1,5	-1,5	-4,2	-2,8
RÉP. TCHÈQUE	CZ	2,1	1,3	2,1	2,1	-1,8	-1,0	0,0	0,4	0,9
ROUMANIE	RO	-1,5	0,7	0,4	0,4	-2,0	-0,3	-0,8	1,3	-0,1
ROYAUME-UNI	GB	1,0	0,9	0,7	0,7	-1,6	0,2	0,5	1,2	1,3
SLOVAQUIE	SK	1,6	2,1	2,1	2,1	-2,0	-1,5	1,8	0,1	-0,8
SLOVÉNIE	SI	-0,5	1,5	3,3	3,3	-1,8	-2,2	-1,6	-0,8	-2,0
SUÈDE	SE	0,3	1,7	2,3	2,3	-2,4	1,0	2,1	0,7	1,0
UE	EU	1,0	1,6	1,8	1,8	-1,8	-0,7	0,2	-0,2	-0,3
ZONE EURO	EZ	1,0	1,7	1,8	1,8	-1,9	-0,5	0,3	-0,6	-0,8

SOURCE
EUROSTAT



03 / 20 TAUX DE CHÔMAGE

////////////////////

Le taux de chômage mesure le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble des forces de travail. Les forces de travail sont composées des personnes occupées et des chômeurs. Selon Eurostat, sont considérées comme chômeurs les personnes âgées de 15 à 64 ans qui sont dans l'une des situations suivantes :

» personnes disponibles pour travailler, c'est-à-dire pour commencer une activité en tant que salarié ou non-salarié, dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence ;

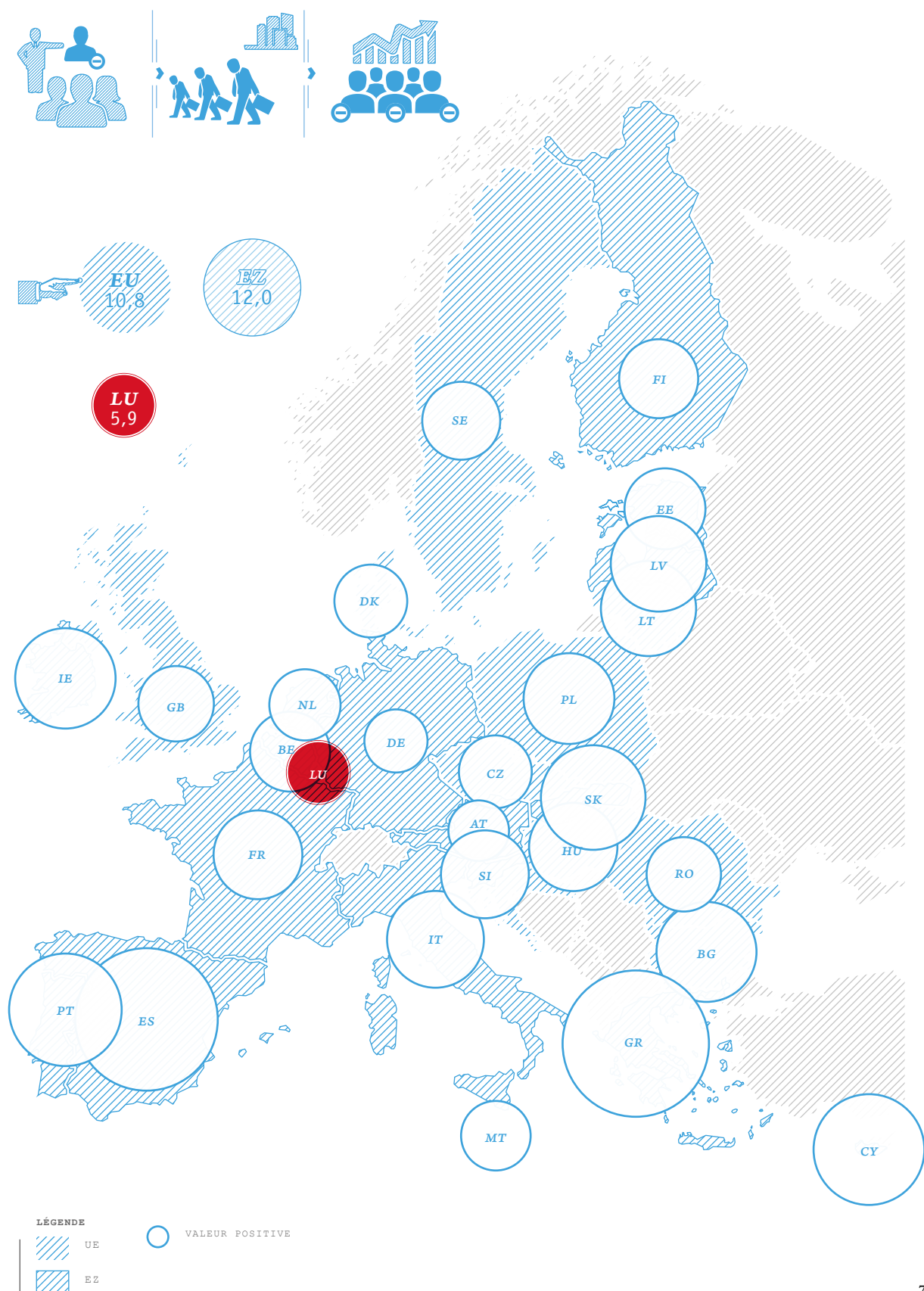
» personnes sans travail pendant la semaine de référence ;

» à la recherche active d'un travail, c'est-à-dire qui avaient entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non-salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou qui avaient trouvé un travail à commencer plus tard, c'est-à-dire endéans une période maximale de trois mois.

TABLEAU 24

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE ENTRE 2005 ET 2013 (EN %)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	11,3	10,3	8,7	7,5	7,8	7,1	5,9	5,5	5,3
AUTRICHE	AT	5,2	4,8	4,4	3,8	4,8	4,4	4,2	4,3	4,9
BELGIQUE	BE	8,5	8,3	7,5	7,0	7,9	8,3	7,2	7,6	8,4
BULGARIE	BG	10,1	9,0	6,9	5,6	6,8	10,3	11,3	12,3	13,0
CHYPRE	CY	5,3	4,6	3,9	3,7	5,4	6,3	7,9	11,9	15,9
DANEMARK	DK	4,8	3,9	3,8	3,4	6,0	7,5	7,6	7,5	7,0
ESPAGNE	ES	9,2	8,5	8,2	11,3	17,9	19,9	21,4	24,8	26,1
ESTONIE	EE	8,0	5,9	4,6	5,5	13,5	16,7	12,3	10,0	8,6
FINLANDE	FI	8,4	7,7	6,9	6,4	8,2	8,4	7,8	7,7	8,2
FRANCE	FR	8,9	8,8	8,0	7,4	9,1	9,3	9,2	9,8	10,3
GRÈCE	GR	10,0	9,0	8,4	7,8	9,6	12,7	17,9	24,5	27,5
HONGRIE	HU	7,2	7,5	7,4	7,8	10,0	11,2	10,9	10,9	10,2
IRLANDE	IE	4,4	4,5	4,7	6,4	12,0	13,9	14,7	14,7	13,1
ITALIE	IT	7,7	6,8	6,1	6,7	7,8	8,4	8,4	10,7	12,2
LETONIE	LV	10,0	7,0	6,1	7,7	17,5	19,5	16,2	15,0	11,9
LITUANIE	LT	8,3	5,8	4,3	5,8	13,8	17,8	15,4	13,4	11,8
LUXEMBOURG	LU	4,6	4,6	4,2	4,9	5,1	4,6	4,8	5,1	5,9
MALTE	MT	6,9	6,8	6,5	6,0	6,9	6,9	6,4	6,3	6,4
PAYS-BAS	NL	5,3	4,4	3,6	3,1	3,7	4,5	4,4	5,3	6,7
POLOGNE	PL	17,9	13,9	9,6	7,1	8,1	9,7	9,7	10,1	10,3
PORTUGAL	PT	8,5	8,6	8,9	8,5	10,6	12,0	12,9	15,8	16,4
RÉP. TCHÈQUE	CZ	7,9	7,1	5,3	4,4	6,7	7,3	6,7	7,0	7,0
ROUMANIE	RO	7,2	7,3	6,4	5,8	6,9	7,3	7,4	7,0	7,3
ROYAUME-UNI	GB	4,8	5,4	5,3	5,6	7,6	7,8	8,0	7,9	7,5
SLOVAQUIE	SK	16,4	13,5	11,2	9,6	12,1	14,5	13,7	14,0	14,2
SLOVÉNIE	SI	6,5	6,0	4,9	4,4	5,9	7,3	8,2	8,9	10,1
SUÈDE	SE	7,7	7,1	6,1	6,2	8,3	8,6	7,8	8,0	8,0
UE	EU	9,0	8,2	7,2	7,0	9,0	9,6	9,6	10,4	10,8
ZONE EURO	EZ	9,0	8,4	7,5	7,5	9,5	10,0	10,1	11,3	12,0



03 / 21 LÉGISLATION DE PROTECTION DE L'EMPLOI

////////////////////

Les indicateurs de l'OCDE du degré de protection de l'emploi mesurent les procédures et les coûts qu'impliquent le licenciement de travailleurs à titre individuel ou de groupes de travailleurs, ou les procédures d'embauche de travailleurs sous contrats de durée déterminée et sous contrats de travail temporaire.

Les indicateurs de protection de l'emploi sont des indicateurs synthétiques de la rigueur de la réglementation des licenciements et l'utilisation des contrats tempo-

raires. Ils sont compilés à partir de 21 éléments qui quantifient les trois différents aspects de la réglementation de la protection de l'emploi en vigueur au 1er janvier de chaque année.

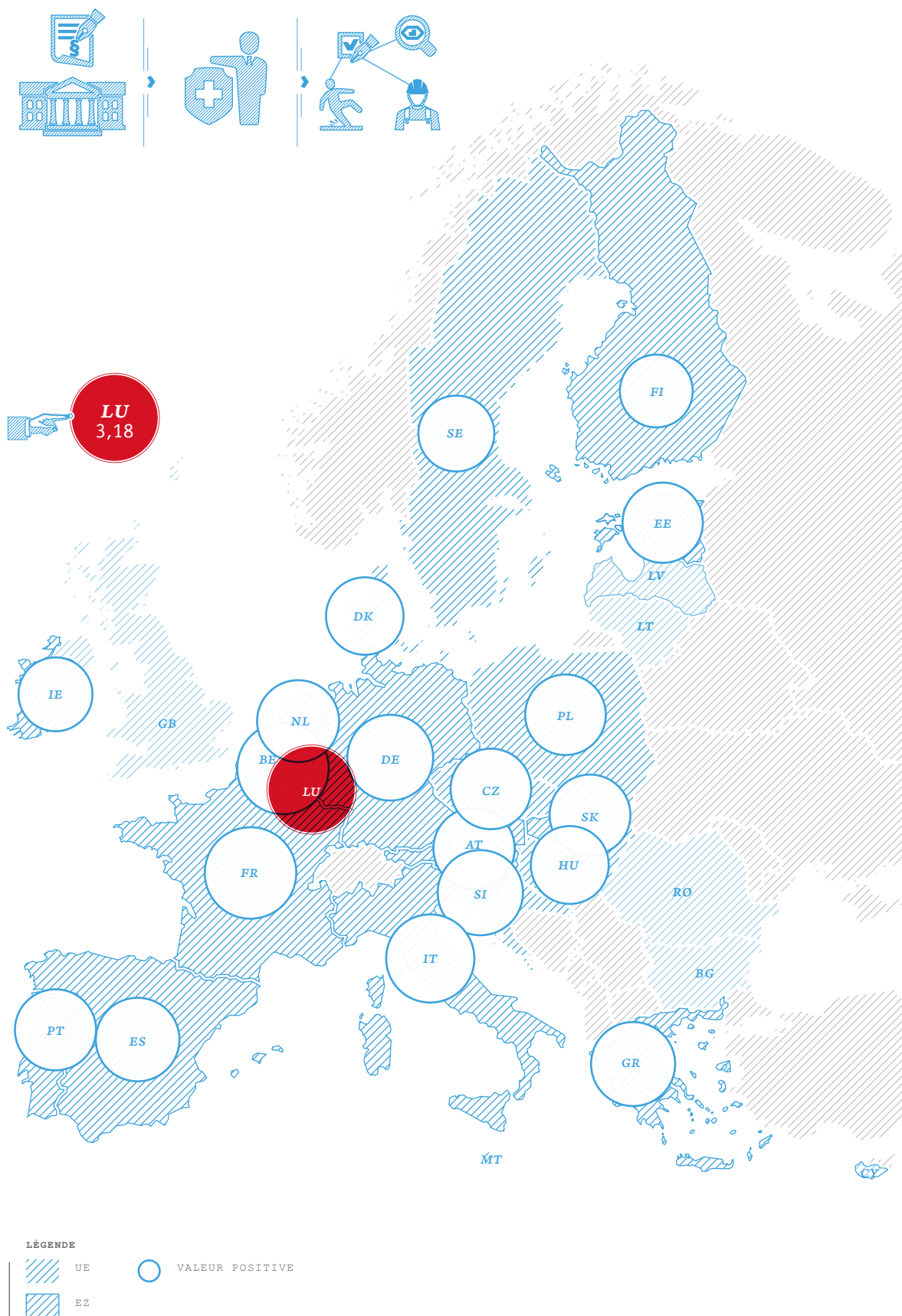
Ces indicateurs ont été compilés par le Secrétariat de l'OCDE en tenant compte de la législation, des conventions collectives, de la jurisprudence et à partir des contributions des autorités des pays membres de l'OCDE ainsi que de conseils d'experts.

TABLEAU 25

LES INDICATEURS DE LA PROTECTION DE L'EMPLOI EN 2013

		PROTECTION DES TRAVAILLEURS PERMANENTS CONTRE LES LICENCIEMENTS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS	PROTECTION DES TRAVAILLEURS PERMANENTS CONTRE LES LICENCIEMENTS INDIVIDUELS	RÉGLEMENTATIONS ADDITIONNELLES APPLICABLES AUX LICENCIEMENTS COLLECTIFS	RÉGLEMENTATION DES CONTRATS TEMPORAIRES	MOYENNE*
		EPRC	EPR	EPC	EPT	MOYENNE
ALLEMAGNE	DE	2,98	2,72	3,63	1,75	2,77
AUTRICHE	AT	2,44	2,12	3,25	2,17	2,49
BELGIQUE	BE	2,95	2,08	5,13	2,42	3,14
DANEMARK	DK	2,32	2,10	2,88	1,79	2,27
ESPAGNE	ES	2,28	1,95	3,13	3,17	2,63
ESTONIE	EE	2,07	1,74	2,88	3,04	2,43
FINLANDE	FI	2,17	2,38	1,63	1,88	2,01
FRANCE	FR	2,82	2,60	3,38	3,75	3,14
GRÈCE	GR	2,41	2,07	3,25	2,92	2,66
HONGRIE	HU	2,07	1,45	3,63	2,00	2,29
IRLANDE	IE	2,07	1,50	3,50	1,21	2,07
ITALIE	IT	2,79	2,41	3,75	2,71	2,92
LUXEMBOURG-IPCN	LU	2,74	2,28	3,88	3,83	3,18
PAYS-BAS	NL	2,94	2,84	3,19	1,17	2,53
POLOGNE	PL	2,39	2,20	2,88	2,33	2,45
PORTUGAL	PT	2,69	3,01	1,88	2,33	2,48
RÉP. TCHÈQUE	CZ	2,66	2,87	2,13	2,13	2,45
SLOVAQUIE	SK	2,26	1,81	3,38	2,42	2,46
SLOVÉNIE	SI	2,67	2,39	3,38	2,50	2,73
SUÈDE	SE	2,52	2,52	2,50	1,17	2,18

Échelle de 0 (le moins restrictif) à 6 (le plus restrictif).



03 / 22 PROTECTION SOCIALE

/////////////////.

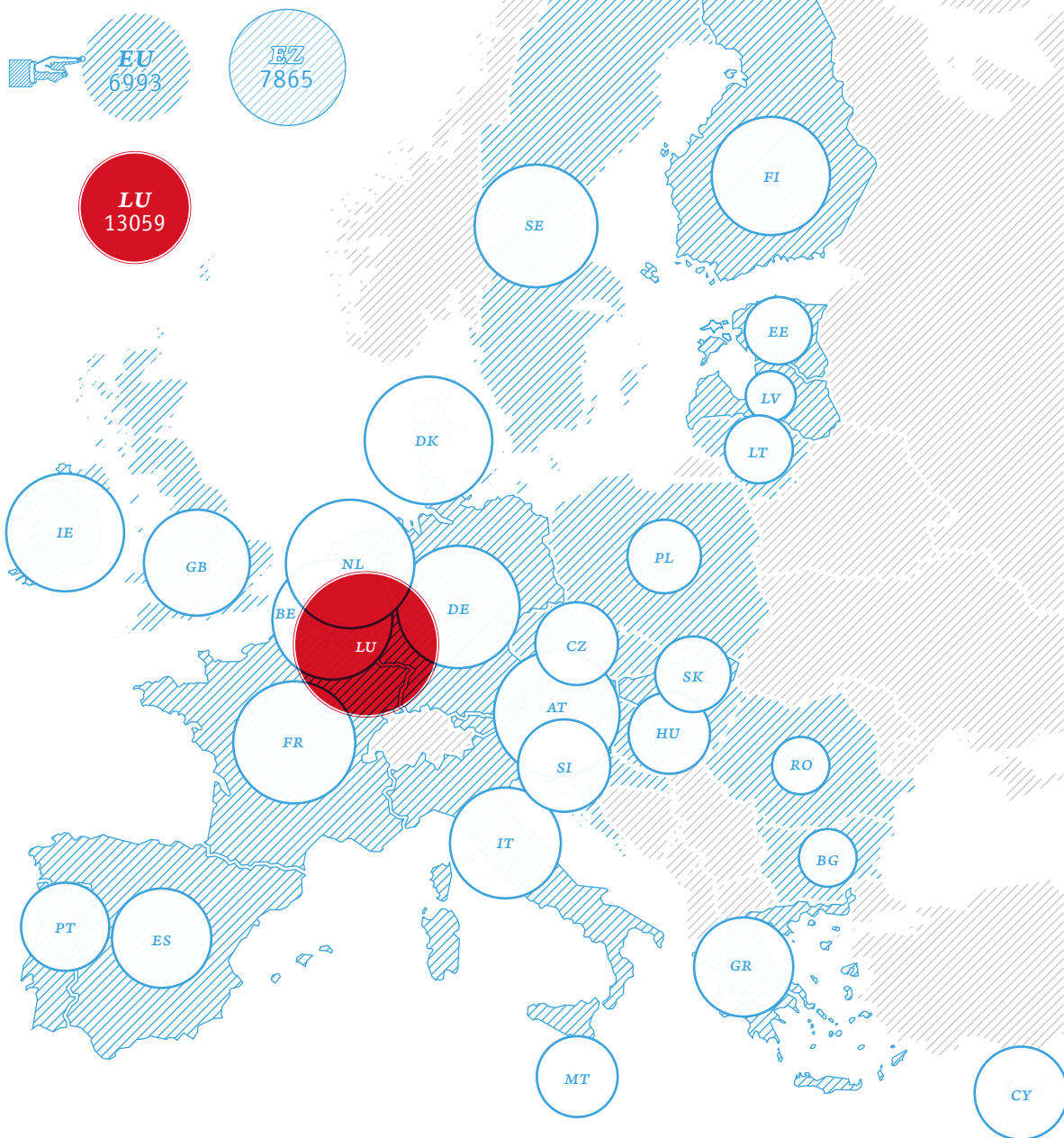
Les prestations de protection sociale (*maladie/soins de santé, invalidité, vieillesse, survie, famille/enfants, chômage, logement, exclusion sociale*) sont des transferts, en espèces ou en nature, versés par les régimes de prestation sociale aux ménages et aux individus pour alléger la charge financière entraînée par un certain nombre de besoins ou de situations à risque.

TABLEAU 26 A | PRESTATIONS DE PROTECTION SOCIALE PAR HABITANT EN 2011 (EN PPA)

		TRANSFERTS TOTAUX	MALADIE /SOINS DE SANTÉ	PRESTATIONS FAMILIALES	INVALIDITÉ	VIEILLESSE
ALLEMAGNE	DE	8921	2969	991	700	2960
AUTRICHE	AT	9381	2409	917	709	4094
BELGIQUE	BE	8552	2461	665	641	2792
BULGARIE	BG	2069	538	227	163	934
CHYPRE	CY	5184	1176	467	174	2196
DANEMARK	DK	9650	2024	1205	1192	4188
ESPAGNE	ES	5923	1622	319	417	2067
ESTONIE	EE	2791	780	346	321	1212
FINLANDE	FI	8323	2125	929	989	3074
FRANCE	FR	8858	2526	727	551	3497
GRÈCE	GR	5895	1524	365	287	2594
HONGRIE	HU	4024	1117	505	303	1635
IRLANDE	IE	8262	3722	993	364	1624
ITALIE	IT	7329	1822	355	423	3817
LETONIE	LV	1575	335	119	137	838
LITUANIE	LT	2837	787	295	272	1165
LUXEMBOURG	LU	13059	3320	2149	1522	3724
MALTE	MT	3961	1160	254	164	1794
PAYS-BAS	NL	9795	3493	388	760	3466
POLOGNE	PL	3301	763	238	292	1582
PORTUGAL	PT	4691	1175	228	387	2242
RÉP. TCHÈQUE	CZ	4142	1322	245	315	1867
ROUMANIE	RO	2045	514	182	185	1003
ROYAUME-UNI	GB	6712	2128	431	612	2893
SLOVAQUIE	SK	3483	1062	346	309	1336
SLOVÉNIE	SI	5134	1621	456	355	2056
SUÈDE	SE	8953	2301	956	1164	3685
UE	EU	6993	2057	557	536	2787
ZONE EURO	EZ	7865	2327	627	550	3053



« Les prestations sociales au Luxembourg sont de loin les plus élevées de l'UE. »



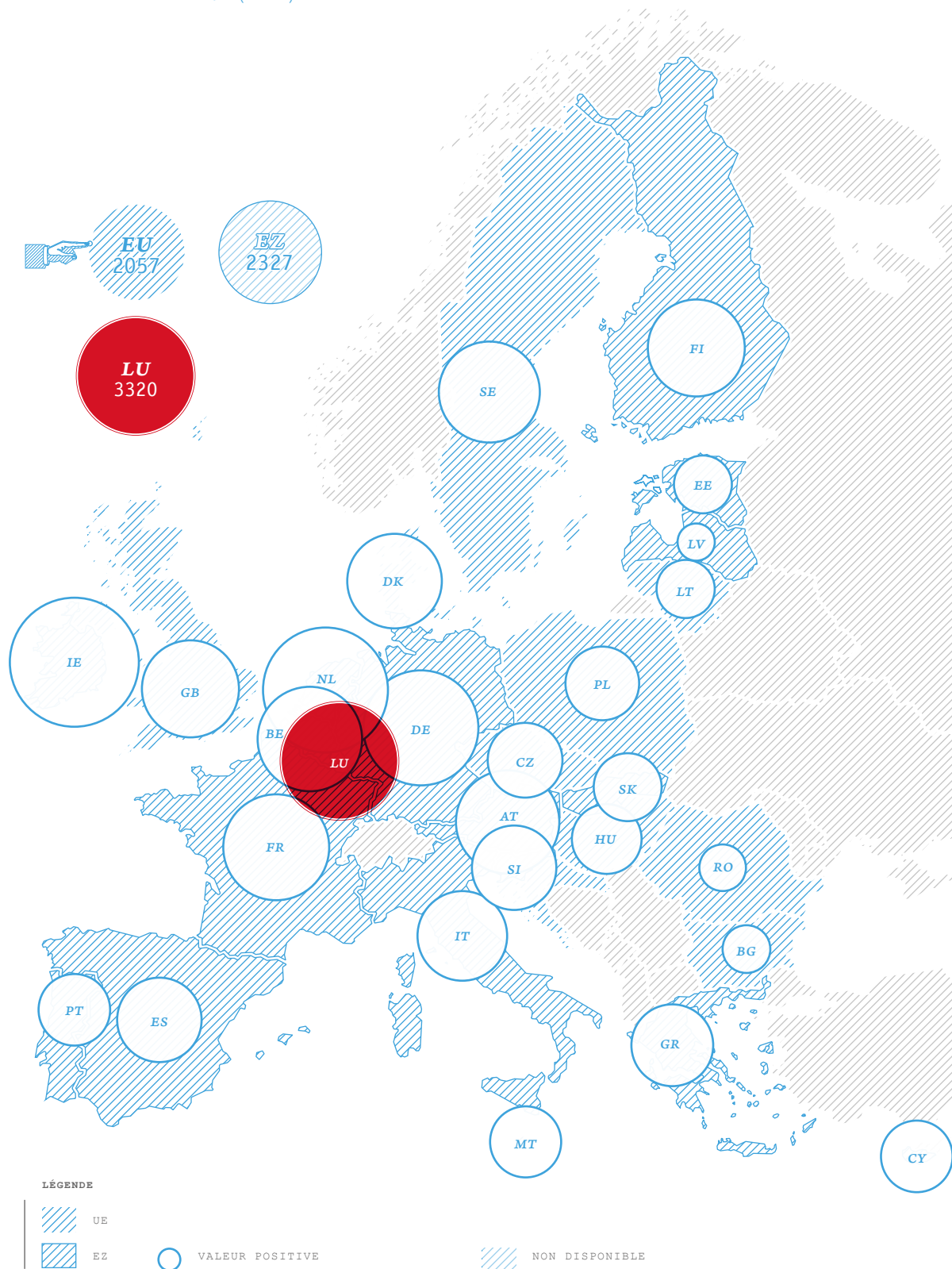
LÉGENDE

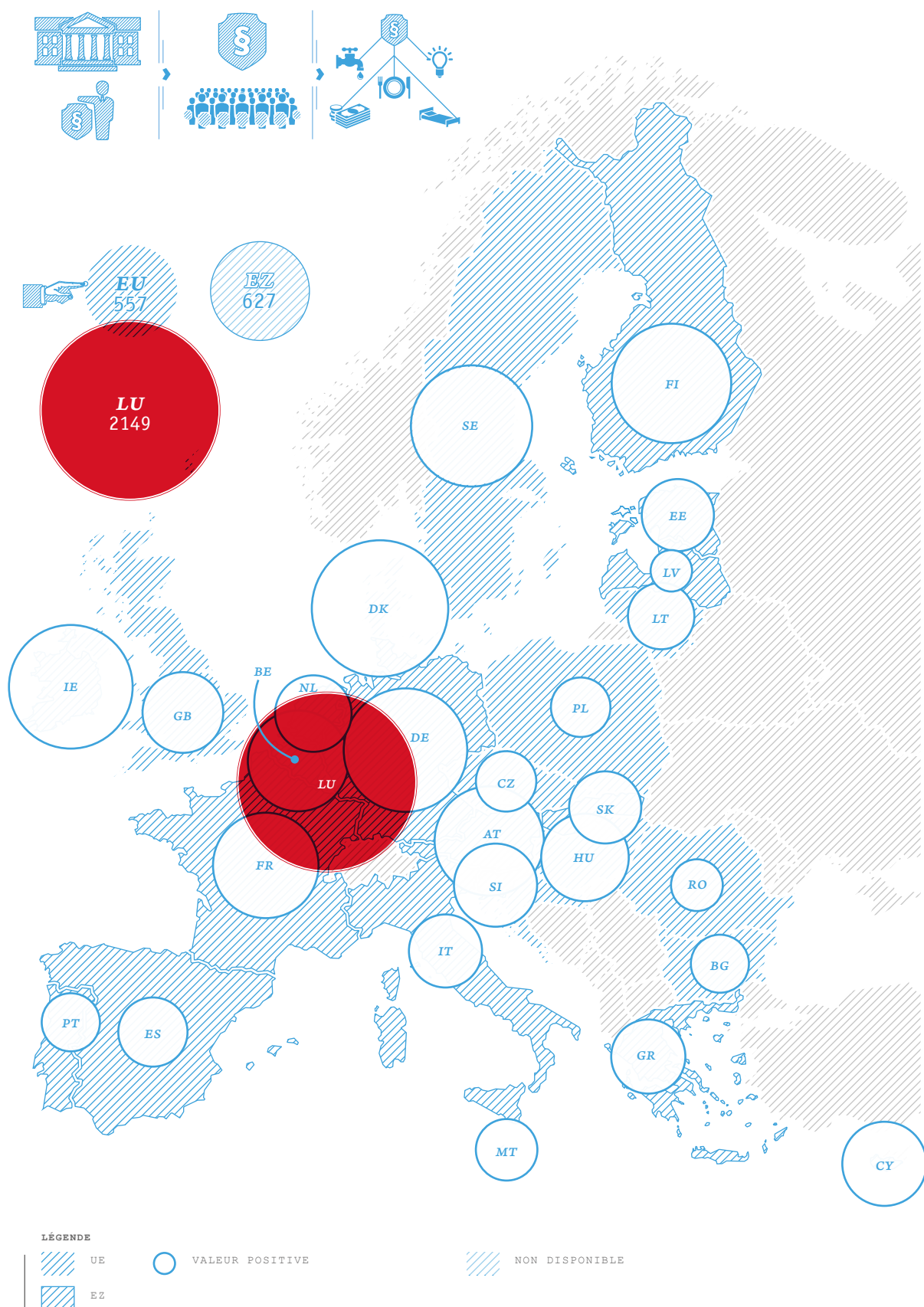


VALEUR POSITIVE

03 / 22 PROTECTION SOCIALE

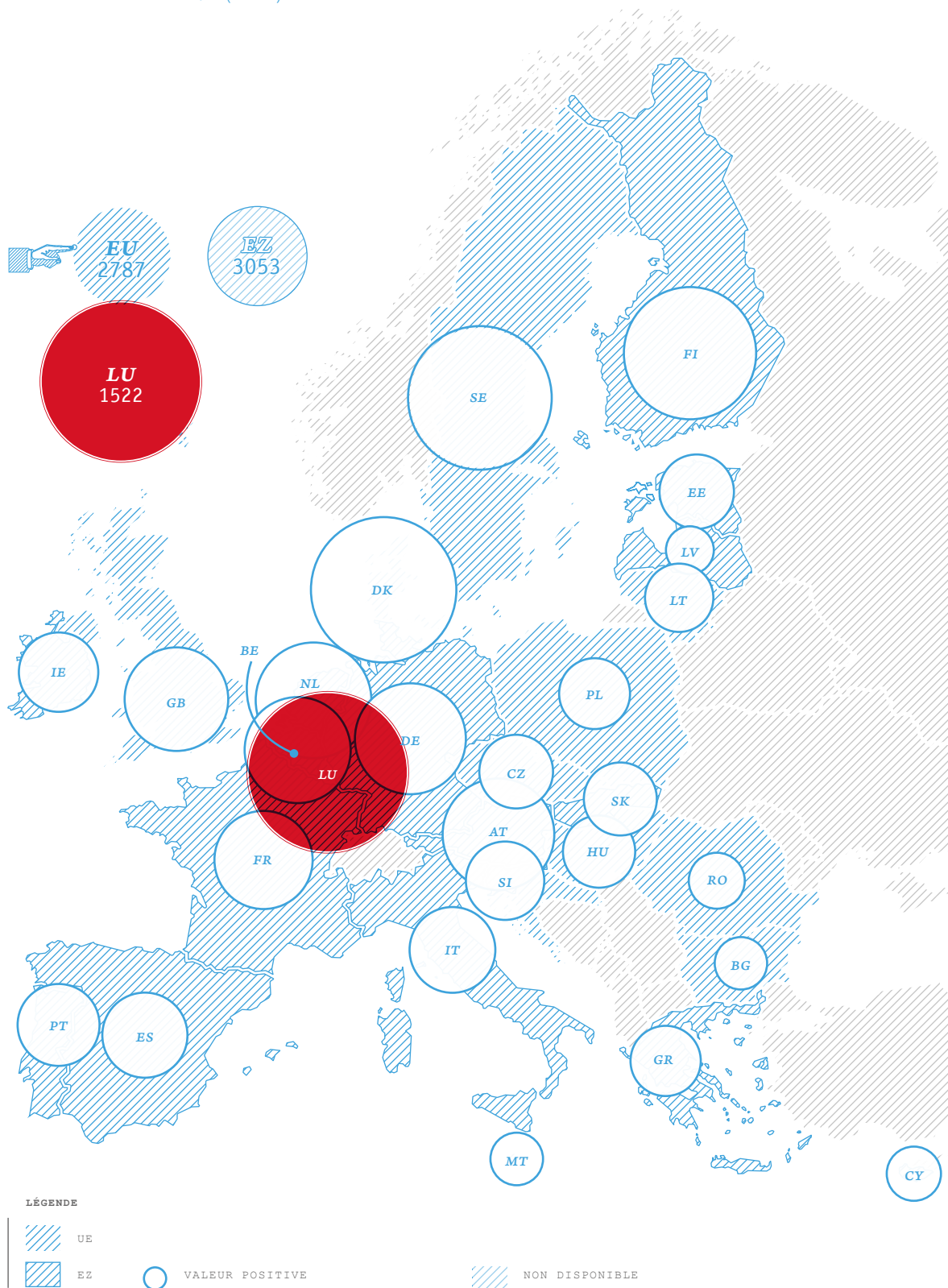
//////////////////// TOTAL DES DÉPENSES D'ASSURANCE MALADIE PAR HABITANT
EN 2011 (EN PPA)

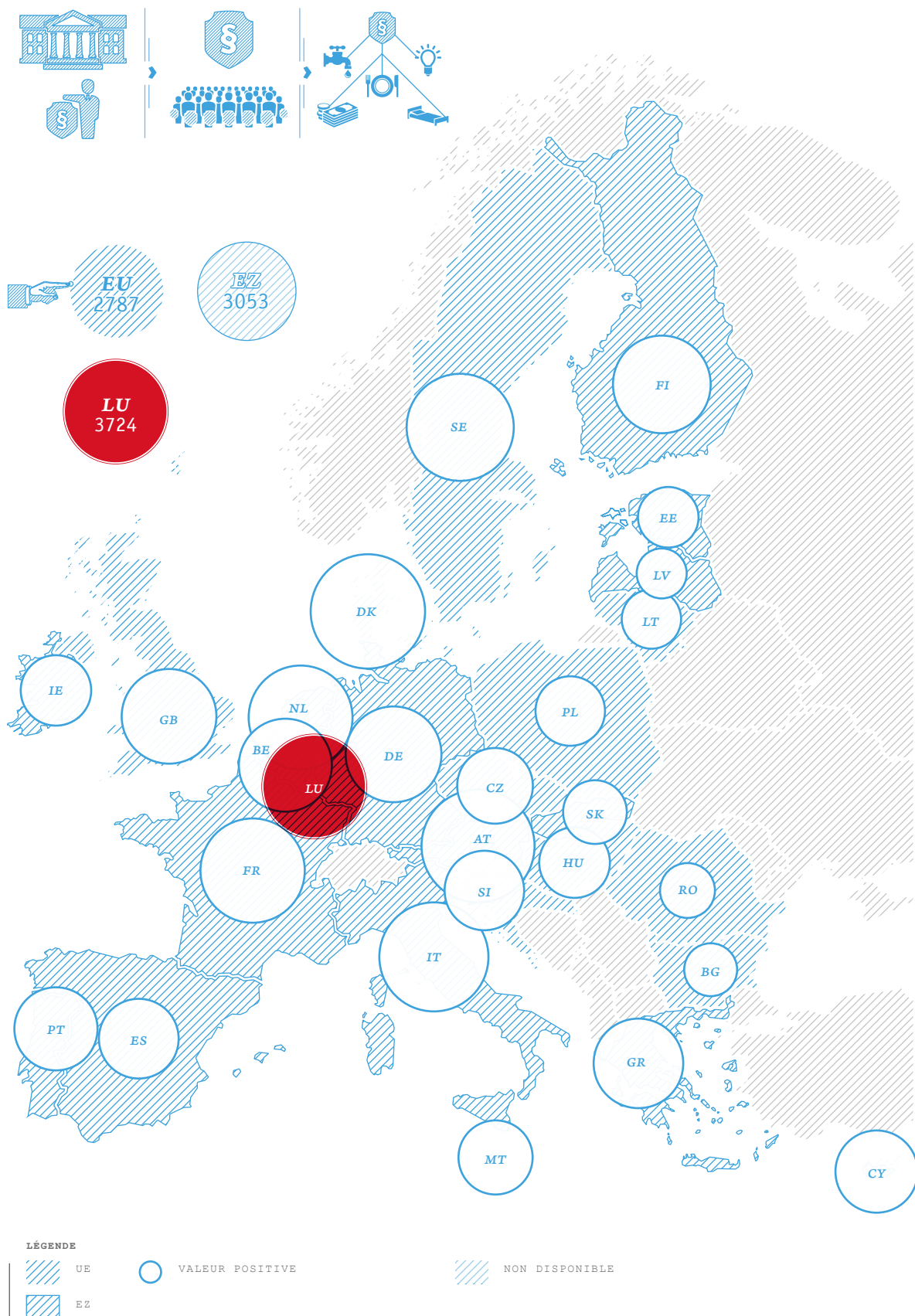




03 / 22 PROTECTION SOCIALE

//////////////////// TOTAL DES DÉPENSES D'ASSURANCE INVALIDITÉ PAR HABITANT
EN 2011 (EN PPA)





03 / 23 DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

/////////////////.

La dette publique est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année. Au Luxembourg, le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale.

De concert avec le déficit public, le ratio de la dette publique est le principal indicateur de l'état des finances publiques d'un pays.

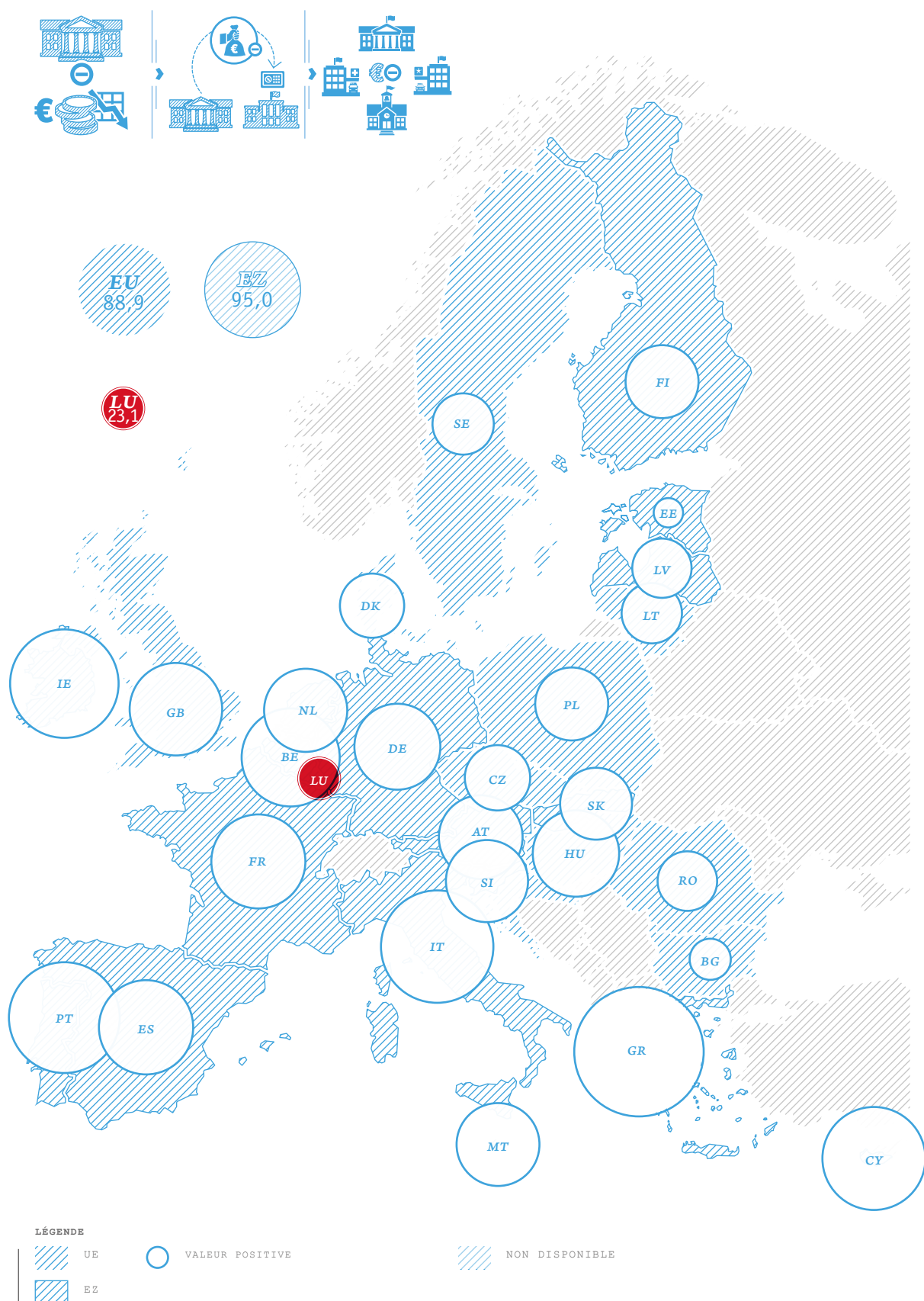
Le ratio « Dette publique/PIB » fait partie des critères de convergence mis en place par le Traité de Maastricht (*dette publique inférieure à 60% du PIB*) et est aujourd'hui un des instruments d'évaluation des finances publiques utilisé par les institutions européennes dans le cadre du Pacte de Stabilité et de Croissance.

TABLEAU 27

ÉVOLUTION DE LA DETTE BRUTE CONSOLIDÉE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
ENTRE 2005 ET 2013 (EN % DU PIB)

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
ALLEMAGNE	DE	68,6	68,0	65,2	66,8	74,5	82,5	80,0	81,0	78,4
AUTRICHE	AT	64,2	62,3	60,2	63,8	69,2	72,5	73,1	74,4	74,5
BELGIQUE	BE	92,0	87,9	84,0	89,2	95,7	96,6	99,2	101,1	101,5
BULGARIE	BG	27,5	21,6	17,2	13,7	14,6	16,2	16,3	18,4	18,9
CHYPRE	CY	69,4	64,7	58,8	48,9	58,5	61,3	71,5	86,6	111,7
DANEMARK	DK	37,8	32,1	27,1	33,4	40,7	42,8	46,4	45,4	44,5
ESPAGNE	ES	43,2	39,7	36,3	40,2	54,0	61,7	70,5	86,0	93,9
ESTONIE	EE	4,6	4,4	3,7	4,5	7,1	6,7	6,1	9,8	10,0
FINLANDE	FI	41,7	39,6	35,2	33,9	43,5	48,8	49,3	53,6	57,0
FRANCE	FR	66,8	64,1	64,2	68,2	79,2	82,7	86,2	90,6	93,5
GRÈCE	GR	110,0	107,8	107,3	112,9	129,7	148,3	170,3	157,2	175,1
HONGRIE	HU	61,7	65,9	67,0	73,0	79,8	82,2	82,1	79,8	79,2
IRLANDE	IE	27,3	24,6	25,0	44,5	64,8	92,1	104,1	117,4	123,7
ITALIE	IT	105,7	106,3	103,3	106,1	116,4	119,3	120,7	127,0	132,6
LETONIE	LV	12,5	10,7	9,0	19,8	36,9	44,5	42,0	40,8	38,1
LITUANIE	LT	18,3	17,9	16,8	15,5	29,3	37,8	38,3	40,5	39,4
LUXEMBOURG	LU	6,1	6,7	6,7	14,4	15,5	19,5	18,7	21,7	23,1
MALTE	MT	68,0	62,5	60,7	60,9	66,5	66,0	68,8	70,8	73,0
PAYS-BAS	NL	51,8	47,4	45,3	58,5	60,8	63,4	65,7	71,3	73,5
POLOGNE	PL	47,1	47,7	45,0	47,1	50,9	54,9	56,2	55,6	57,0
PORTUGAL	PT	67,7	69,4	68,4	71,7	83,7	94,0	108,2	124,1	129,0
RÉP. TCHÈQUE	CZ	28,4	28,3	27,9	28,7	34,6	38,4	41,4	46,2	46,0
ROUMANIE	RO	15,8	12,4	12,8	13,4	23,6	30,5	34,7	38,0	38,4
ROYAUME-UNI	GB	41,7	42,7	43,7	51,9	67,1	78,4	84,3	89,1	90,6
SLOVAQUIE	SK	34,2	30,5	29,6	27,9	35,6	41,0	43,6	52,7	55,4
SLOVÉNIE	SI	26,7	26,4	23,1	22,0	35,2	38,7	47,1	54,4	71,7
SUÈDE	SE	50,4	45,2	40,2	38,8	42,6	39,4	38,7	38,3	40,6
UE	EU					74,3	80,1	83,0	86,8	88,9
ZONE EURO	EZ	70,5	68,6	66,2	70,1	79,9	85,7	88,1	92,7	95,0

SOURCE
COMMISSION EUROPÉENNE AMECO





BASE DE DONNÉES STATISTIQUES

Agence pour le développement de l'emploi

WWW.ADEM.PUBLIC.LU

Banque centrale du Luxembourg

WWW.BCL.LU

Commission européenne

EC.EUROPA.EU/ECONOMY_FINANCE/AMECO

EC.EUROPA.EU/TAXATION_CUSTOMS/TAXATION/VAT/HOW_VAT_WORKS/RATES/INDEX_FR.HTM

Comité de conjoncture

WWW.CDC.PUBLIC.LU

FLASH EUROBAROMETER 354, [ENTREPRENEURSHIP IN THE EU AND BEYOND, JUNE – AUGUST 2012](#)

Eurostat

EPP.EUROSTAT.EC.EUROPA.EU/PORTAL/PAGE/PORTAL/EUROSTAT/HOME/

KPMG

WWW.KPMG.COM

WWW.KPMG.COM/GLOBAL/EN/SERVICES/TAX/TAX-TOOLS-AND-RESOURCES/PAGES/CORPORATE-TAX-RATES-TABLE.ASPX

National Science Board « [SCIENCE AND ENGINEERING INDICATORS](#) », 2014

WWW.NSF.GOV/STATISTICS/SEIND14/INDEX.CFM/APPENDIX

Observatoire de la compétitivité

WWW.ODC.PUBLIC.LU

OCDE

WWW.OECD.ORG

WWW.OECD.ORG/STATISTICS

WWW.OECD.ORG/FR/ELS/EMP/PERSPECTIVESDELEMPLOIDELOCDE.HTM

STATS.OECD.ORG

Portrait économique et social du Luxembourg

WWW.PORTRAIT.PUBLIC.LU/FR/INDEX.HTML

Statec

WWW.STATEC.PUBLIC.LU



PRÉSENTATION DE L'UEL

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises, en abrégé UEL, est l'organisation faitière du patronat luxembourgeois. Créée le 29 juin 2000, elle succède à l'informel Comité de liaison patronal et regroupe les organisations patronales représentatives des secteurs de l'industrie, des services dont l'intermédiation financière et le commerce, de l'artisanat et de l'Horesca.

L'UEL représente l'intégralité des entreprises du secteur privé à l'exception de celles relevant du secteur primaire. Actuellement, l'UEL représente quelque 24.000 entreprises de toutes tailles et de tous secteurs (*artisanat, commerce, industrie, services*) qui occupent quelque 80 pour cent de l'emploi intérieur total de l'économie luxembourgeoise. La contribution au PIB des secteurs économiques regroupés au sein de l'UEL est de l'ordre de 85 pour cent de cet agrégat.

MISSION

L'UEL s'est donné pour mission de promouvoir la compétitivité de l'économie nationale, élément clé d'une croissance économique durable, créatrice d'emploi et de richesse, et garant de la pérennisation des systèmes de sécurité sociale et du maintien de la cohésion sociale. Ses propositions et initiatives concrètes visent à augmenter l'attractivité du Luxembourg comme terre d'accueil de nouvelles activités économiques tout en encourageant la mise en place d'un environnement législatif et réglementaire favorable aux entreprises existantes. Elle élabore, de concert avec ses membres, les positions des entreprises sur des sujets interprofessionnels, les défend auprès des pouvoirs publics et des syndicats et les présente aux médias.

L'UEL s'engage activement dans le débat sociopolitique, dans le respect du développement durable et de la responsabilité des entreprises.

VISION

L'UEL entend œuvrer pour faire du Luxembourg un pays qui demeure capable de se transformer et de s'adapter aux nouvelles données de son environnement économique, social et politique, mais aussi le pays où

- » la qualité de la vie des concitoyens égale au moins son niveau actuel,
- » chacun a reçu une formation de qualité lui permettant de trouver un emploi enrichissant et bien rémunéré,
- » citoyens et résidents étrangers vivent en harmonie et participent aux processus de décision,
- » les entreprises sont dynamiques et en croissance, innovantes et à la conquête de nouveaux marchés,
- » l'économie est dans plusieurs secteurs et industries à l'avant-poste de ce qui se fait de mieux dans le monde,
- » le tissu de PME/PMI actives dans le commerce, l'artisanat, les services et les activités manufacturières est dense et diversifié,
- » la société contribue à faire face aux défis qui se posent au monde, dont ceux de la pauvreté, du développement ou encore de l'environnement.

VALEURS

Les initiatives développées par l'UEL sont fondées sur les valeurs de l'économie sociale du marché, du développement durable, de l'éthique d'entreprise, de la bonne gouvernance, de la concertation et de l'autorégulation.

LES MEMBRES DE L'UEL

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) a été constituée le 29 juin 2000 par les organisations suivantes :

Association des Banques et Banquiers, Luxembourg (ABBL)

Association des Compagnies d'Assurances (ACA)

Confédération Luxembourgeoise du Commerce (CLC)

Fédération des Artisans (FDA)

Fedil – Business Federation Luxembourg (FEDIL)

Fédération Nationale des Hôteliers, Restaurateurs et Cafetiers (HORESCA)

Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg (CC)

Chambre des Métiers du Grand-Duché de Luxembourg (CDM)

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration de l'UEL reflète, de par sa composition, les secteurs économiques qui sont couverts par la mission de l'association.

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT D'HONNEUR

MM. Joseph Kinsch

PRÉSIDENT

Michel Wurth

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE
DE COMMERCE DE LUXEMBOURG

VICE-PRÉSIDENTS

Roland Kuhn

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES MÉTIERS
DE LUXEMBOURG

Yves Maas

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES
BANQUES ET BANQUIERS, LUXEMBOURG

MEMBRES

Robert Dennewald

PRÉSIDENT DE LA FEDIL -
BUSINESS FEDERATION LUXEMBOURG

Norbert Geisen

PRÉSIDENT DE LA
FÉDÉRATION DES ARTISANS

Marc Lauer

PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES
COMPAGNIES D'ASSURANCES

Fernand Ernster

PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION
LUXEMBOURGEOISE DU COMMERCE

Alain Rix

PRÉSIDENT DE L'HORESCA

Jean-Jacques Rommes

ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ ET
PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Nicolas Henckes

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif de l'UEL prépare les documents et les positions soumis au Conseil d'Administration.

LES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

PRÉSIDENT

Jean-Jacques Rommes

ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ DE L'UEL

MEMBRES

Serge de Cillia

DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION DES
BANQUES ET BANQUIERS

Marc Hengen

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ DE
L'ASSOCIATION DES COMPAGNIES
D'ASSURANCES

François Koepp

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'HORESCA

Thierry Nothum

DIRECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION
LUXEMBOURGEOISE DU COMMERCE

Romain Schmit

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA
FÉDÉRATION DES ARTISANS

Nicolas Soisson

DIRECTEUR DE LA FEDIL- BUSINESS
FEDERATION LUXEMBOURG

Carlo Thelen

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE DE
LUXEMBOURG

Tom Wirion

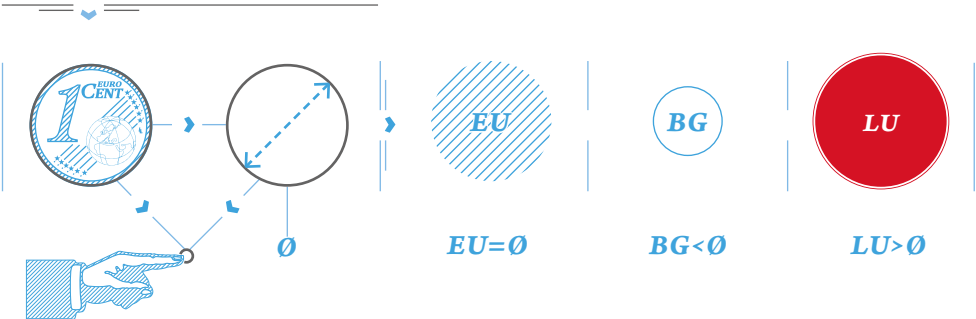
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA
CHAMBRE DES MÉTIERS DE
LUXEMBOURG

EXPLICATION

UTILISATION DU 1 EURO CENT



Le doigt pointé indique le dénominateur commun des informations présentées. Avec l'aide d'une pièce de 1 cent vous pouvez identifier les valeurs supérieures ou inférieures au dénominateur commun.

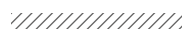


Adapté selon les différentes données présentées, EU pour Union européenne, EZ pour eurozone, LU pour Luxembourg.



EXPLICATION DES ICONES

					
ETAT	USINE	ECOLE	ECOLE SUPÉRIEURE UNIVERSITÉ	COMMERCE	BANQUE
					
PRIX	CONTRIBUTIONS	ARGENT	SOMME D'ARGENT	RECETTE	GAGNER DE L'ARGENT
					
TVA	IMPÔTS	SERVICES PUBLICS	IMPÔTS	DÉVELOPPEMENT	LOI
					
CITOYEN	POPULATION	PATRON	COLLABORATEUR	CHÔMEUR	ENSEIGNANT & SCIENTIFIQUE
					
DIPLÔME	EDUCATION & FORMATION CONTINUE	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	ASSURANCE & PROTECTION	NUMÉRO & NOMBRE	EVOLUTION ÉCONOMIQUE
					
PRODUIRE	PRODUCTIVITÉ	PIB PRODUIT INTÉRIEUR BRUT			



ÉDITION DIGITALE



[HTTP://UEL.LU/IMAGES/STORIES/DOCUMENTS_PUBLIC/ANNUAIRE2014-DOCUMENTDEF.PDF](http://UEL.LU/IMAGES/STORIES/DOCUMENTS_PUBLIC/ANNUAIRE2014-DOCUMENTDEF.PDF)

LA COMPÉTITIVITÉ EST AU CŒUR DU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT LUXEMBOURGEOIS.

La compétitivité est au cœur du modèle de développement luxembourgeois. C'est le degré de compétitivité des entreprises luxembourgeoises qui détermine le niveau des activités économiques et qui génère la croissance économique dont sont tributaires les recettes du budget étatique et de la sécurité sociale. C'est aussi le degré de compétitivité des entreprises qui permet d'améliorer durablement le niveau de vie des habitants, de leur procurer un emploi, des salaires attractifs et un niveau élevé de cohésion sociale.

Le discours sur la compétitivité est un discours sur les moyens : la compétitivité ne constitue pas une fin en soi, mais un outil au service du bien-être. En effet, elle est un moyen pour relever le niveau de vie et pour améliorer le bien-être social.

L'Annuaire de la compétitivité offre un panorama clair et synthétique de la situation compétitive du Luxembourg, à travers 23 indicateurs (*9 indicateurs de compétitivité-coût, 8 indicateurs de compétitivité hors coût et 6 indicateurs de niveau de vie/cohésion sociale*).

Cet ouvrage est destiné à tous ceux qui s'intéressent et/ou qui participent au débat national sur la compétitivité.

L'ANNUAIRE DE LA COMPÉTITIVITÉ SERA PUBLIÉ TOUS LES ANS, AFIN DE S'IMPOSER COMME LA RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE.

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) est l'organisation faîtière du patronat luxembourgeois. A travers ses membres (*les organisations et chambres professionnelles patronales*), l'UEL représente actuellement environ 24.000 entreprises de toutes tailles et de tous secteurs (*artisanat, commerce, industrie, services*). Les entreprises représentées par l'UEL emploient environ 80% de l'emploi intérieur total et contribuent au PIB national à hauteur d'environ 85%.